



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

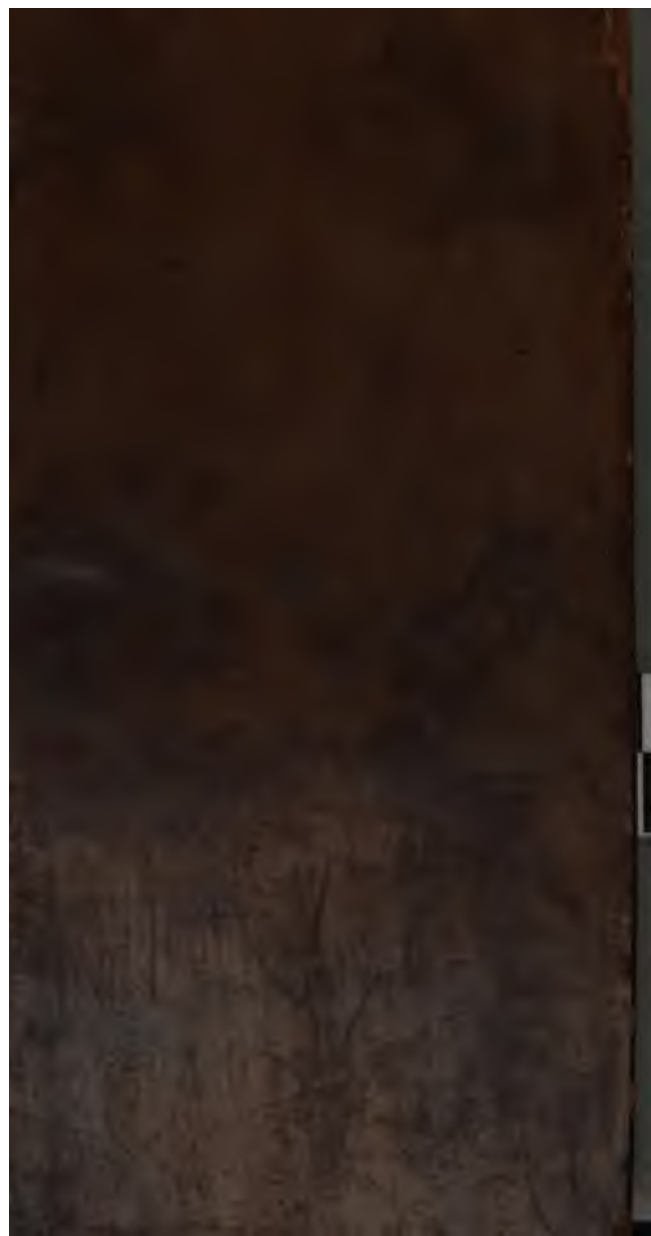
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

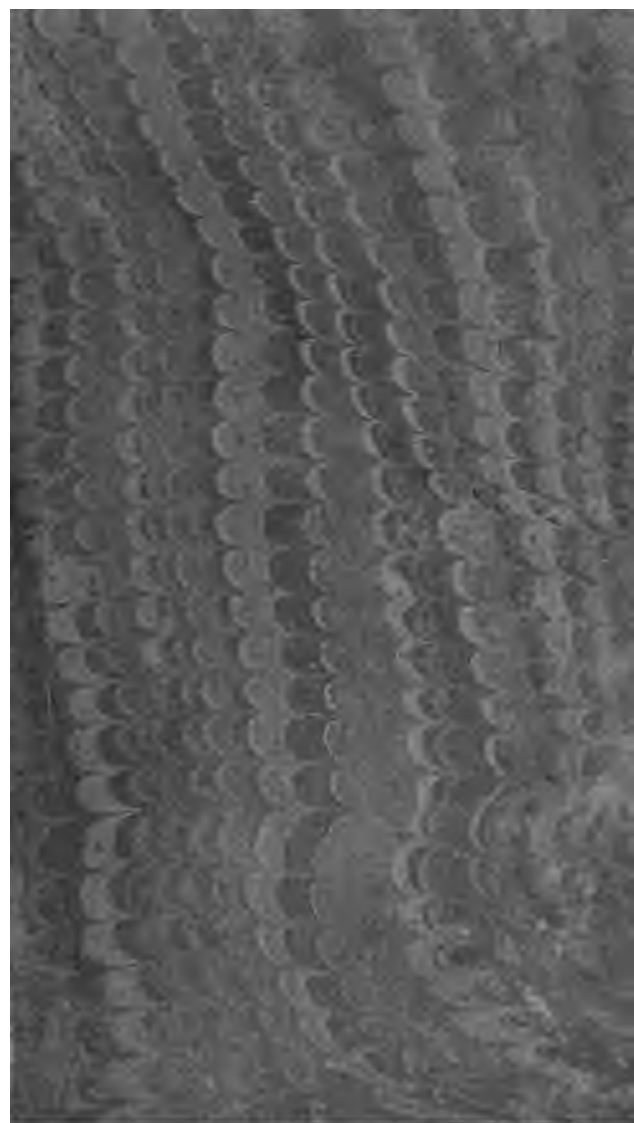
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





Bibliothèque de Th. de Jonghe.





L: 03j-7 vol.

Camus N° 208

J768

Mirabeau Victor R. de
magnus

L' A M I
DES HOMMES,

O U

TRAITÉ

DE LA

POPULATION.

NOUVELLE ÉDITION CORRIGÉE.

PREMIÈRE PARTIE.



A A V I G N O N.

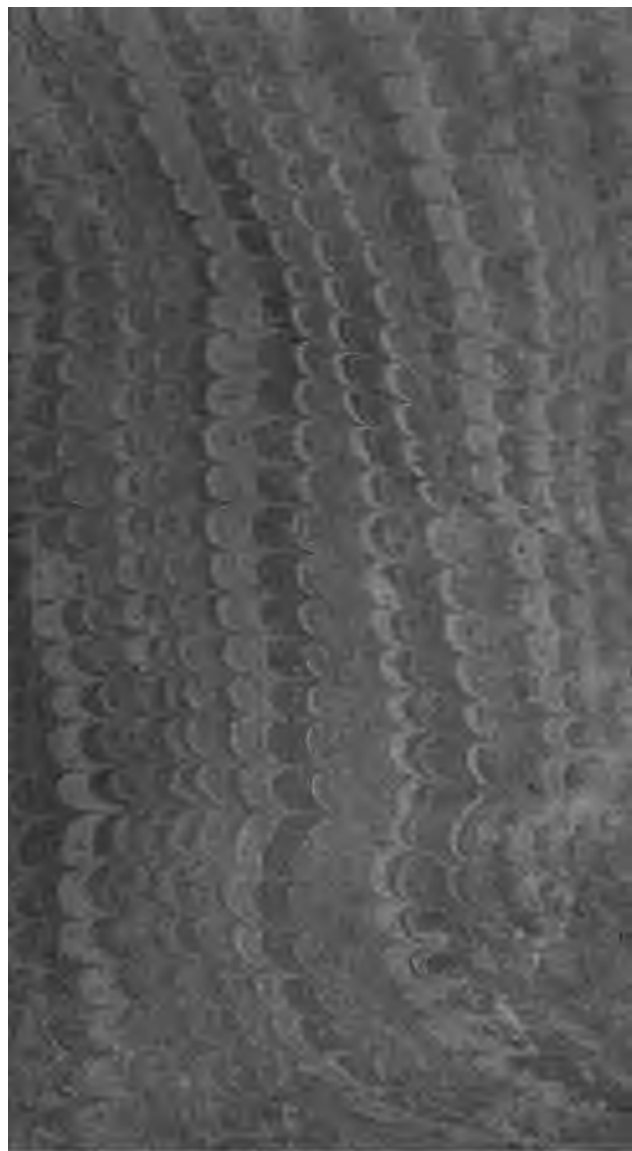
M. DCC. LVIII.

205 c. 19.



Bibliothèque de Th. de Jonghe.






L: Bj-7 Vol.

Camus. N° 208

vj *AVERTISSEMENT.*

je l'ai senti ; mais mes idées ne sont point celles d'un autre : la vérité est infinie. Je ne pense pas avoir ouvert la carrière ; je me flatte encore moins de la fermer. Le dirai-je ? L'*incognito* que je garde , me facilite une sorte de relâchement. C'est avouer que la charité est moins active que l'amour-propre. Oh ! mes semblables , sondez sur cet article votre propre cœur , avant de me jeter la pierre.

Je me suis prescrit de tout tems de ne rien donner au Public qui pût n'avoir trait qu'à moi , c'est-à-dire , à la sorte de considération qu'il est naturel qu'un Auteur espère retirer de son travail. En cela j'ai plus consulté la prudence & ma paresse , que la modération. Habitué à écrire très-incorrectement , les soins nécessaires pour retravailler un style quelquefois original , mais toujours louche & défectueux , seroient une fatigue pour moi , qui suis sur-tout ennemi de la peine. Ce vice de l'esprit , qui porte sur toutes les opérations , doit naturellement se faire sentir plus désavantageusement encore , que par-tout ailleurs , dans un Ouvrage de longue haleine , & qui roule sur des questions de raisonnement autant que sur des points de fait. Le style de ce Traité fourmille de ce genre de défauts , je le sens autant que mes Lecteurs ; mais mes



AVERTISSEMENT. vij

affaires & mes amis ont besoin de moi; & le peu de tems qu'on me laisse, est mieux employé à composer, qu'à m'appesantir sur des révisions de style. Parmi tous les défauts de celui-ci, on trouve des traits & des vérités. Celles qui font le fonds de cet Ouvrage, sont d'une importance trop absolue pour l'humanité, pour que mon amour-propre se soit cru autorisé à les ensevelir dans l'oubli.

Ce n'est pas que je regarde le plan entier que je semble présenter, comme un système absolument praticable dans toutes ses parties; je suis peut-être le moins imaginaire de tous les hommes dans le fait. Je pense que tous les principes établis dans cet Ouvrage, sont vrais, & je serois fort aisé d'avoir à les défendre; mais il est sur-tout des points principaux, dont la nécessité est urgente & absolue.

Je n'offre pas ici une lecture d'amusement. Indépendamment du sérieux du sujet, il demeure dans la façon dont il est traité, un air de désordre que je n'ai pas eu la force de corriger. Outre ce que mon naturel y a apporté de ce genre d'imperfection, il est dû encore aux variations survenues dans la contexture du plan. Je l'entrepris d'abord dans la forme d'un Commentaire libre sur un Ouvrage excellent que je possédois alors en manus-

viii *AVERTISSEMENT.*


crit , & que je voulois donner au Public. Cet Ouvrage parut avant que j'eusse entrepris la troisiéme Partie ; cela me déterminâ à changer la forme de mon Ouvrage , & à rassembler sous des titres à moi des morceaux épars & négligés que j'avois laissé couler de ma plume. La première Partie se sent sur-tout beaucoup de cette réfaction , & je crains que la sorte de désordre qui y regne ne rebute mes Lecteurs. C'est pour eux plutôt que pour moi que je les prie d'aller jusqu'au bout , & d'attendre du moins à la troisiéme Partie à me juger définitivement.



L' A M I DES HOMMES.

CHAPITRE PREMIER.

Société, Richesses.

 Eci n'est qu'une introduction, où j'établirai quelques principes fondamentaux très-abrégés, attendu qu'ils sont presque tous rebattus, mais indispensables avant d'entrer sérieusement en matière.

Si l'homme pouvoit voler, je dirois qu'il est la plénitude du regne animal. Le plus vivace des animaux, il est encore le plus courageux, le plus fort, le plus adroit, le plus abstinent, & celui de tous qui fait le plus aisément pâture de tout.

On divise communément le regne animal, pour parler le langage des Physiciens, en deux genres principaux; *animaux sauvages* & *animaux domestiques*. Cette division est défectueuse, en ce qu'il est peu d'animaux domestiques qui ne puissent devenir sauvages; mais en les considérant d'un autre sens, on peut les diviser

en deux classes ; *animaux solitaires*, *animaux sociables*. L'homme est assurément de ces derniers. Il n'y a pas de vérité mieux démontrée que celle qui l'est par les faits. Par-tout où l'on a vu des hommes seulement, on les a assurément trouvés ensemble en même gîte ou repaire.

L'instinct de l'animal solitaire lui montre son avantage à être seul. L'instinct de l'animal sociable le porte à faire nombre avec ses semblables. Jusques-là l'homme n'est qu'animal ; mais tout animal est avide, & c'est en cela que l'instinct de l'homme commence à se distinguer, & à s'étendre jusques à l'intellect. L'animal est avide du présent, & du présent momentané ; l'homme est avide du présent & sans bornes : il l'est du passé dans lequel il se cherche des titres de possession, des ayeux, des annales ; il l'est encore du futur qu'il ambitionne au delà de son existence. Il est avide de tout ; & tandis que la nature d'une part le force à se réunir à son semblable, l'intellect lui fait d'autre part sentir qu'il s'appuie sur son rival, sur l'ennemi naturel de toutes ses prétentions.

Ce n'est pas ici le lieu de considérer cet intellect comme un présent de la Divinité destiné primitivement à des fonctions toutes nobles, & dignes de son origine. La trace de cette institution première se montre à la réflexion plus encore qu'à la foi. L'homme le plus barbare, démêlé par des yeux perçans, laisse voir au spectateur le germe de vertus qui ne tiennent rien de la nature animale. La générosité, la constance, le respect pour les vieillards, l'amour filial, & tant d'autres sont des plantes étrangères sur un sol passager nécessité à un entretien journalier, & qui marche à chaque ins-

tant vers la destruction ; mais c'est l'homme brute que nous considérons uniquement en cet instant.

Il ne seroit donc pas étonnant que le meurtre se fût trouvé entre les deux premiers hommes égaux en âge & en dignité ; en effet, les plus anciennes annales de l'humanité nous l'annoncent comme le premier des crimes contre la société.

Il résulte de ces deux principes contraires, & tous les deux dans la nature, desquels l'un rapproche l'homme de son semblable, l'autre le lui fait regarder comme ennemi, que les loix concernant le partage des biens, ont dû être les premières de toutes, & les plus indispensables.

On en trouve en effet la trace dans toutes sociétés présentes & passées, même les plus informes. Dans les sociétés errantes, comme les hardes de Tartares, les camps d'Indiens, &c. qui transmigrent avec leurs familles & leurs bestiaux ; le Chef qui les conduit, règle les limites de chacun autour du camp. Les Conquistadors partagerent le territoire de leur conquête, les Fondateurs celui de leur ville. En un mot, le partage des biens est la première loi de la société, & le tronc, pour ainsi dire, de toutes les autres loix : qu'on ne m'oppose pas l'exemple des Sauvages qui vivent en commun de la chasse & de la pêche. Ces peuples doivent être regardés comme une seule & même famille qui jouit d'un territoire immense, & qui en dispute les limites par des guerres cruelles avec des familles voisines. On pourroit même assurer que les Sauvages les plus brutes ont des *propriétés* reconnues entre eux, des arcs, des flèches, des cabanes, &c. La petitesse de ces sortes d'objets

proportionnés au peu de besoins de ces peuples, les a dérobés aux yeux de ceux qui en ont parlé autrement.

La propriété une fois établie, a ses abus comme tout ici-bas, & l'inégalité des fortunes en est une suite indispensable. La force, l'industrie, le bonheur, l'économie grossissent un héritage, & les défauts contraires diminuent l'autre. C'est ainsi que le territoire entier de la société passe dans les mains d'un petit nombre, & que tout le reste vit dans une sorte de dépendance de ce petit nombre, soit à ses gages, soit comme entrepreneur du maniement des fonds & de leur produit.

Telle est la société naissante & croissante. Voyons-la maintenant s'étendre & prendre la forme d'Etat. Les Incas, seuls Souverains qui se soient fait un grand Empire au profit incontestable de l'humanité, réunirent plusieurs de ces familles errantes & sauvages, dont nous parlions tout-à-l'heure; donnerent à chaque canton des loix utiles; leur enseignèrent l'agriculture; les rassemblèrent en un mot, & firent un corps immense. Mais vainement voudroit-on maintenir un corps sans alimens. La nourriture de l'homme ne se peut tirer que de la terre; la terre ne produit que peu ou rien qui nous soit propre, sans le travail de l'homme. La population & l'agriculture sont donc intimement & nécessairement liées, & forment ensemble l'objet principal d'utilité première d'où naissent tous les autres. Considérons d'abord la population sous son premier point de vue.

Les hameaux & les villages sont l'habitation des cultivateurs des champs, & de ceux d'entre les propriétaires qui sont obligés de les faire va-

loir eux-mêmes. Les bourgs sont d'une part des villages, dont le territoire est plus considérable; de l'autre, ils sont le séjour des petits propriétaires qui peuvent s'écarter de leurs fonds, & qui en ont assez pour que la rente que leur en fait l'entrepreneur ou fermier, les fasse subsister dans le voisinage, comme ils sont aussi l'entrepôt du troc intérieur du canton, & de l'échange du superflu avec le nécessaire, qui est l'ame de la société. Les villes sont de gros bourgs, domicile de l'espèce des propriétaires qui sont encore plus dans l'indépendance que les premiers, qui se rassemblent pour le plaisir ou pour les affaires. Les villes sont aussi la demeure des Tribunaux de Justice & de tous les entrepreneurs de détail qui sont employés à fournir les nécessités & commodités aux habitans & aux étrangers que de semblables motifs plus passagers attirent à cette espèce de rendez-vous. Les Capitales enfin sont le séjour du Prince, des grands propriétaires qu'attirent la faveur & les emplois dans le gouvernement : elles le sont des grands Tribunaux, des Arts, de la magnificence, du superflu.

Tel est le tableau extérieur de la population. C'est ainsi que tout ici-bas va par hiérarchies & par échelons, comme les marches d'un escalier qui toutes sont nécessaires également à la perfection; mais dont les plus basses, indépendamment de l'utilité commune, sont destinées à supporter tout le faix & l'ensemble, & conséquemment méritent plus d'attention, à proportion de ce qu'elles se rapprochent de la base.

Après avoir considéré la société dans le physique, examinons-la maintenant dans le moral.

La réunion forcée des deux mêmes principes

antipathiques que j'ai notés ci-dessus, savoir, la sociabilité d'une part, & la cupidité de l'autre, cause ici-bas les mêmes contradictions. Ce sont deux troncs qui se ramifient à l'infini; l'un porte les vertus, & l'autre les vices.

La sociabilité a inventé & placé par ordre l'attachement à ses proches, à ses amis, au public, à la patrie, au gouvernement, & à toutes les vertus de détail qui illustrent la vie privée, & rendent l'héroïsme aimable.

La cupidité vomit, au contraire, l'envie, l'orgueil, la violence, la fraude, la cruauté, & tous les vices qui déshonorent l'humanité, & la rendent plus profondément incompréhensible encore en mal qu'en bien. On verra dans la suite que loin de proscrire entièrement la cupidité, projet idéal sans doute, puisque rien de ce qui est dans la nature ne peut être détruit, je lui trouve une direction utile à la société. En effet, l'Être suprême n'a rien mis en nous d'entièrement mauvais; mais dans la spéculation présente je ne considère la cupidité que telle qu'elle se montre à nous par ses effets les plus ordinaires.

Ce point de vue nous meneroit à l'idée du bon & du mauvais principe; erreur pardonnable à l'ancienne Philosophie, qui n'avoit pas comme nous l'avantage d'être guidée dans ses recherches à travers le cahos de la nature humaine par un trait perçant de lumière révélée. Nous savons aujourd'hui que ces deux principes du bien & du mal si distans en apparence, partent néanmoins de la même souche, savoir, d'un arrêt de dégradation forcée, qui nous laisse sans toute l'étendue & tout le ressort d'une ame préparée pour une destination tout autrement

noble & pure , & y ajoutant encore l'inquiétude proportionnée au déplacement actuel , nous a livrés d'autre part à l'épaississement , aux besoins , aux erreurs de la matière ; de sorte que l'illusion est toujours en présence de nos desirs à côté de la vérité. De ces deux objets le second mène au bien , l'autre au mal ; ainsi notre ardeur à courir dans des routes si diverses , part du même principe dirigé par la vérité , ou égaré par l'illusion , c'est-à-dire , de l'immensité de l'ame.

C'est ce qui a fait penser avec quelque raison , que le scélérat & le héros étoient en quelque sorte de la même étoffe , & que l'excès dans chacun de ces genres si opposés , supposoit une égale force de ressorts , de la direction desquels un rien a souvent décidé.

Cette vérité de spéculation est de toutes les connoissances , la plus utile dans la pratique. D'une part , elle nous rend dans la Société compatissans pour les vicieux , moins austères , moins durs , plus humains , moins présomptueux , moins susceptibles d'orgueil ; de l'autre , elle nous fait sentir dans les places que les soins & les travaux du courant ne sont qu'un bas détail en comparaison du premier des soins , qui est le maintien des mœurs.

En effet , dès que le Souverain , (que je ne cite ici que comme la plénitude de la puissance , comprenant sous son nom tout ce qui a de l'autorité parmi les hommes) dès que le Souverain , dis-je , sera persuadé que la sociabilité & la cupidité existent & se combattent comme deux élémens contraires dans tous les hommes ; qu'il aura compris encore que les mœurs , usages , opinions *décident en général l'inquiétude humaine vers*

celle de ces deux affections rivales qui se trouve en vogue dans la société; que marchant par gradation, il aura senti que c'est lui qui peut enchaîner celui de ces deux élémens qu'il voudra, & donner carrière à l'autre; certainement le résultat de cette spéculation aussi simple que sérieuse, sera de ne se connoître qu'un devoir, qui est de marcher en tout & par-tout & jusques dans ses moindres actions vers la sociabilité, & de se détourner, même avec affectation, s'il est possible, de la cupidité. Celle-ci n'est jamais riche de ce qu'elle possède; elle est toujours pauvre de ce qu'elle désire. Dans les vues de la sociabilité, au contraire, comme il n'est question que de se réunir, chacun apporte tranquillement son contingent à la masse; riche de ce qu'il y fournit, il n'est pauvre que de ce qui manque à son confrère; & comme malgré toute habitude de confraternité; nos besoins situés en la personne d'autrui, sont toujours très-bornés, il ne faut pour nous satisfaire sur cet article que la vie & le vêtement. Il n'est qu'un moyen d'enrichir un peuple; c'est de le tourner vers la sociabilité. Ouvrez les annales de l'humanité, vous y verrez que de tous les peuples & dans tous les tems, aucuns n'ont vécu plus durement, n'ont cependant été plus attachés à leur façon d'être, & ne se sont en conséquence estimés plus riches, que ceux qui ont vécu le plus en commun.

Ce n'est pas assez sans doute de poser des principes; il faut sur-tout les démontrer. Celui qui attribue à la cupidité tous les maux qui ravagent la société, trouve à chaque instant sa preuve dans les faits. En effet, si l'on en excepte quelques passions brutales (& encore dans celles-

celles-ci certain point d'abrutissement) on verra que tout le reste vient de la cupidité, du désir de s'approprier les biens de gout ou d'opinion.

La suite de cet Ouvrage, dont l'objet n'est point du tout de faire un traité de morale, me donnera occasion de prouver cette vérité dans toutes ses branches. Mais j'attaque en ce moment la cupidité dans son fort, & je vais démontrer qu'elle nous égare, même dans la recherche de ceux des avantages physiques dont elle fait le plus de cas, je veux dire, de la richesse. Il résultera de cet examen une définition précise de ce que c'est que richesse pour un Etat ; ce qui remplira en entier l'objet de ce Chapitre.

Qu'est-ce que la richesse ? Ce devrait être la possession des biens d'ici-bas. Si c'est cela, la sociabilité est toujours riche, & la cupidité jamais.

Le nécessaire, l'abondance & le superflu sont, en fait de biens, ce que sont en style de Grammaire, le positif, le comparatif & le superlatif. Le premier est la base des deux autres, qui sans lui portent en l'air. Examinez les calculs de la cupidité, ils prennent l'échelle à rebours. Ces trois ordres de biens sont de telle nature, qu'on ne les voit que du bas en haut. C'est dans les entraves de la nécessité, que le nécessaire est un objet d'ambition. Le nécessaire désire l'abondance, & l'abondance le superflu ; mais ce dernier, d'autant moins satisfait qu'il devrait le plus l'être, voit & désire au delà de ce qu'il possède sans avoir jamais senti ni l'abondance, ni le nécessaire. Quel est le riche, interrogé sur ce qu'il lui faut, qui répondra : le pain, le vin à suffisance, un habit de laine l'hiver, & de toile l'été.

I. Partie.

B

S'il s'en trouve un qui réponde de la sorte, examinez ses actions, & ne l'en croyez sur sa parole, que quand vous aurez vu de près que tout ce qu'il possède au delà, est aux siens, à ses amis, à la société plutôt qu'à lui; que loin de songer à accroître son bien, il est prêt à le sacrifier au besoin d'autrui. Ce riche-là, s'il en est, jouit véritablement de ce qu'il possède, puisqu'il connoit le nécessaire, l'abondance & le superflu; mais l'exemple est trop rare pour faire règle.

Sortons de la thèse particulière, & portons nos spéculations sur le corps entier de la Société, sur ce qu'on appelle l'Etat. Les trois ordres de biens établis ci-dessus, sont & seront, de l'aveu de tout homme sensé, l'agriculture, le commerce, les trésors. L'on y trouve les mêmes qualités de proportion & de progression que j'ai notées dans leur emblème, le nécessaire, l'abondance & le superflu.

Cette vérité une fois posée, écoutons les leçons de tous les prôneurs de l'intérêt, examinons le détail des soins des différens gouvernemens. Vous y verrez précisément ce que je disois tout-à-l'heure, l'échelle prise à rebours. L'argent, l'argent, diront-ils; le commerce utile est celui qui apporte de l'argent; le commerce ruineux est celui qui se solde en argent. A les entendre, l'Etat le plus riche seroit celui qui auroit trouvé une mine inépuisable d'or; & s'ils pouvoient à leur gré gouverner les élémens, pour s'épargner le travail de la mine, ils obligeroient l'air & le feu de le mettre en fusion, & de le vomir, comme le Vésuve pousse des matières enflammées, jusqu'à ce que la lave eût couvert & endurci toute la surface du territoire.

de la patrie , & qu'ils fussent parvenus au sort du Roi Midas.

Mais , diront-ils , votre comparaison pèche précisément dans le point le plus essentiel. Vous avez dit tout-à-l'heure que le possesseur du superflu ne regardoit jamais en arrière , & méconnoissoit l'abondance & le nécessaire ; & il faut avouer que cette imputation a quelque vérité. Si votre figure étoit juste , il faudroit que ceux qui en matière d'intérêt d'Etat , en calculent la puissance d'après la quotité de son argent , n'eussent aucunes vues relatives au commerce & à l'agriculture. Or , c'est précisément ici le contraire. Nous ne voulons de l'argent que parce qu'il est le suc nourricier du commerce , le représentatif des facilités du troc. Le commerce vivifie l'agriculture , en donnant un prix & des débouchés à ses productions. Ainsi la comparaison de votre échelle renversée cloche à tous égards. L'argent est la sève de l'industrie & de l'agriculture , loin d'en être le superflu.

Tout est-il dit , Messieurs ? Est-ce bien là votre système ? Fixons-le , afin de ne point varier. Voici maintenant le mien à moi. L'argent n'est rien du tout de sa nature. Il est seulement devenu signe de convention représentatif des biens de la vie. Loin que la multiplication du signe donne des facilités pour le troc & pour la production de la chose signifiée , il ne fait qu'embarrasser l'un & l'autre : un plus gros volume du signe en représente un moindre de la chose signifiée ; c'est d'abord une incommodité. L'inconvénient seroit peu considérable jusques-là ; mais voici des maux réels.

La commodité du signe une fois établi comme nature de biens dans l'Etat , fait tomber tou-

tes les autres. Les biens naturels de l'agriculture & du commerce, à savoir, les denrées & les marchandises, sont pénibles à acquérir, sujets au déperissement, difficiles & embarrassans à garder, n'ont de prix que pour celui qui en a besoin. Votre signe, au contraire, se trouve dans les mines, s'acquiert en volant & en tendant la main, arts de facile exercice : il ne déperit même point ; un coffre fort suffit pour rassembler la plus grosse fortune : le débit en est assuré à l'instant, & il prend au gré du possesseur toutes sortes de formes. Il est donc dans la plus exacte raison que le signe prenne dans l'estime humaine le pas à tous égards sur la chose signifiée, & que la banque fasse négliger le commerce & l'agriculture.

Ce n'est pas ici le lieu de démontrer tous les inconvéniens tant moraux que physiques de cette nature de biens, combien elle échappe au régime des loix ; dans quelle impossibilité elle met le Prince, les loix, la police, & enfin tous les moyens humains d'empêcher le monopole & la vénalité de la loi même & de la conscience ; quelles secousses elle peut donner à l'Etat en sauvant les grands coupables, ou leur donnant du moins la facilité d'associer leur fortune à leur proscription ; combien elle est peu capable de tenir lieu des autres biens dont elle usurpe la place ; combien elle détruit la dépendance où le riche est du travail du pauvre, seul palliatif du mal véritable de l'inégalité des fortunes ; combien elle rend fautif & ruineux le tarif de la subvention réciproque entre le gouvernement & les sujets ; tarif qui fait la principale artère de la circulation dans un Etat ; *combien enfin elle rompt tous les liens de la socia-*

bilité entre les citoyens, & établit la dureté, l'intérêt & la bassesse. Toutes ces choses viendront naturellement & d'elles-mêmes dans la suite de mon Ouvrage.

Il me suffit maintenant d'avoir fait douter un instant du principe de mes antagonistes; je lui donnerai encore une attaque, seulement en établissant sur des notions même triviales, ce que c'est que la vraie richesse.

La nourriture, les commodités & les douceurs de la vie sont la richesse. La terre la produit, & le travail de l'homme lui donne la forme. Le fonds & la forme sont la terre & l'homme. Qu'y a-t'il par delà? Par-tout la forme est nécessaire au fonds, ici plus qu'ailleurs. *Tant vaut l'homme, tant vaut la terre*, dit un proverbe bien sensé. Si l'homme est nul, la terre l'est aussi. Avec des hommes on double la terre qu'on possède, on en défriche, on en acquiert. Dieu seul a su de la terre tirer un homme; en tous tems & en tous lieux on a su avec des hommes avoir de la terre, ou du moins le produit; ce qui revient au même. Il s'ensuit delà que le premier des biens, c'est d'avoir des hommes, & le second de la terre.

La multiplication des hommes s'appelle *Population*. L'augmentation du produit de la terre s'appelle *Agriculture*. Ces deux principes de richesses sont intimement liés l'un à l'autre. Je l'ai dit, je le prouverai dans le Chapitre suivant.

On peut résumer de celui-ci que la base des loix positives est le partage des biens & avantages de la société, & le maintien des droits de chaque individu à cet égard; & que la base des loix spéculatives est la direction de l'inquiétude & de l'avidité humaine vers la sociabilité

& la vérité, & le soin continuel de les détourner de la cupidité & de l'illusion.

Princes, quelques-uns d'entre vous ont aimé qu'on leur dit qu'ils étoient les maîtres absolus des biens de leurs sujets : si jamais quelque autre qu'un Charlatan découvre réellement ce secret-là, faites pendre le démonstrateur, comme l'on fit autrefois celui qui avoit rendu le verre malléable.

Mais il est une autre sorte de bien qui vous appartient, & qui vous assure tous les autres ; ce sont les hommes : vous aurez tout, si vous savez tirer parti de ce bien : l'art de le gouverner, étendu dans le détail, est très-borné dans le principe. Animez la sociabilité, opprimez la cupidité ; l'une est la corne d'abondance, l'autre est la boîte de Pandore. Il ne tient qu'à vous de verser ou d'ouvrir.

CHAPITRE II.

La Mesure de la Subsistance est celle de la Population.

LA Population une fois reconnue pour le premier des biens de la Société, il est question de savoir d'où on la tire, & les moyens de se procurer cette sorte de richesse.

Dieu créa au même tems tous les germes, & leur donna la faculté de se reproduire & de se multiplier ; mais il les rendit tous dépendans des moyens de subsistance ; c'est une vérité physique, & dont la démonstration est répandue sur toute la surface de l'univers. Tout germe se

deffèche & meurt, si les suc's alimentaires qui lui sont propres, n'entourent & n'échauffent les organes de sa croissance, & ne fournissent à sa subsistance.

C'est de ce principe simple & vrai qu'il faut partir pour calculer juste sur la Population, sur les moyens de l'étendre, sur les vices qui la restreignent & la font languir.

Il est singulier combien de tout tems on a raisonné peu conséquemment sur cet article. Toutes les fois qu'un grand Etat est tombé dans la corruption des mœurs, on s'est plaint de la dépopulation. Les Spéculateurs ont cherché le remède, les Législateurs l'ont ordonné, & toujours inutilement. Pourquoi ? c'est qu'on vouloit traiter le mal sans en connoître le principe. On ordonnoit des mariages, on recompensoit la paternité, on flétrissoit le célibat ; c'est fumer, c'est arroser son champ sans le semer, & en attendre la récolte.

Demandez encore aujourd'hui à nos Spéculateurs, pourquoi la plupart des Etats de l'Europe se dépeuplent visiblement : les uns nieront le fait ; ce qui est la méthode la plus courte en tout genre de dispute & la moins digne de réplique : le plus grand nombre convenant du fait trop visible pour être contesté de bonne foi, en accusera le célibat des Moines & des Religieuses, la guerre, le grand nombre de troupes réglées, la navigation, les transmigrations dans le nouveau monde, & autres prétendus vices de constitution dont la plupart sont, au contraire, de nouvelles racines de la Population, comme j'espère le démontrer.

Quelle est donc, selon vous, me dira-t-on, la vraie cause de la dépopulation ? La voici.

C'est la décadence de l'agriculture d'une part; de l'autre, le luxe & le trop de consommation d'un petit nombre d'habitans, qui sèche dans la racine le germe de nouveaux citoyens.

Je fais combien de préjugés établis cette opinion choque diamétralement. Que de citoyens entendus en espaliers, & qui dépensent en serres chaudes, croient l'agriculture aussi moderne en Europe que la Philosophie des Dames, & perfectionnées de nos jours plus que jamais! Combien de calculateurs élégans démontrent que la consommation même de la prodigalité & ce qu'on appelle luxe, fait la prospérité d'un grand Etat! Ce n'est pas encore ici le lieu de combattre toutes les illusions de détail; leur tour viendra. Maintenant il est question de démontrer mon principe, à savoir, *que la mesure de la Subsistance est celle de la Population.*

Si la multiplication d'une espèce dépendoit de sa fécondité, certainement il y auroit dans le monde cent fois plus de loups que de moutons. Les portées des louves sont très-nombreuses, & aussi fréquentes que celles des brebis qui n'en portent qu'un. L'homme condamne au célibat des armées de moutons; & je n'ai pas ouï dire qu'il fît aux loups cette espèce d'injustice. Il tue beaucoup plus de moutons que de loups; & cependant la terre est couverte de la race des premiers, tandis que celle des autres est très-rare. Pourquoi cela? C'est que l'herbe est fort courte pour les loups, & très-étendue pour les moutons.

Les Sauvages d'Amérique qui ne vivent que de la chasse, sont réduits à la condition & presque à la Population des loups. Un très-petit peuple de ces Sauvages occupe un territoire, qui

■ bien cultivé , fourniroit à la subsistance d'un
■ peuple immense , & ces foibles nations se font
■ encore souvent entre elles de cruelles guerres
pour les limites ; mais leur Population qui n'est
gênée ni par le célibat , ni par aucune règle de
continence , se proportionne naturellement aux
seuls moyens de subsistance qu'ils savent se pro-
curer. Un ancien Romain , toujours prêt à re-
tourner & labourer son champ , vivoit lui & sa
famille du produit d'un arpent de terre. Un
Sauvage qui ne sème ni ne laboure , consomme
seul le gibier que cinquante arpens de terre peu-
vent nourrir : conséquemment *Tullus Hostilius*
avec mille arpens de terre , pouvoit avoir cinq
mille sujets , tandis qu'un Chef de Sauvages ,
tels que je les ai représentés , borné au même
territoire , auroit à peine vingt hommes.

Telle est la disproportion immense que l'a-
griculture peut établir dans la Population. C'en
sont ici les deux extrémités. Un Etat se dépeu-
ple en proportion de ce qu'il s'éloigne de l'une
& se rapproche de l'autre ; en proportion de ce
qu'on y cultive les terres , & qu'on les emploie
à produire ce qui est de la nourriture essentielle
de l'homme , l'espèce augmente en nombre ; en
proportion de ce qu'on les laisse en friche , ou
qu'on les emploie en inutilités ou productions
de consommation précaire , l'espèce diminue
invinciblement malgré tous Edits & Loix d'en-
couragement ou de rigueur en faveur des ma-
riages.

Il suit delà que les consommations en super-
fluités sont un crime contre la Société qui tient
au meurtre & à l'homicide ; d'autant que ce qui
est luxe en naissant , devient usage & décence
dans la suite. D'où naît que la principale atten-

tion du Gouvernement doit être de porter par l'aiguillon de l'honneur & par la force de l'exemple, l'orgueil humain vers la frugalité & une sorte de modestie relative à chaque profession. Mais il n'est pas tems encore d'entamer cette matière.

Mr. David Hume, Auteur Anglois, l'un des plus respectables Ecrivains politiques que nous connoissions, tant par son érudition également saine & profonde, que par la sagesse de ses raisonnemens & une modestie bien rare en ce tems-ci, a fait un Traité complet sur la question de la Population ancienne comparée à celle de notre tems. Ce seroit dommage que nous n'eussions pas ce morceau également savant & raisonné; & je lui rends toute justice sur le mérite d'homme de Lettres & de citoyen, qu'on ne peut s'empêcher de reconnoître à un point éminent dans l'Auteur; mais en convenant de plusieurs des principes renfermés dans ce Traité, je ne suis pas de son avis sur les conséquences en général. On pourroit le suivre dans les détails, & lui en disputer un grand nombre; mais on le feroit avec désavantage : de fait, en ce qu'il est bien difficile d'en savoir plus que lui; de droit, en ce que cette sorte de controverse seroit au moins fade, & peut-être odieuse. Mais d'après les principes établis ci-dessus dont un homme d'aussi bon esprit que Mr. Hume conviendrait sans doute, principes qui abrègent la question autant qu'ils la fixent, elle se réduit à savoir si la consommation actuelle de chaque individu, & sur-tout celle des riches, est plus considérable qu'elle n'étoit autrefois.

Le faste des anciens Asiatiques, & l'étendue excessive de l'Empire du Grand Roi, devoient,

sans contredit, avoir fort dépeuplé cette partie du monde ; mais la barbarie du gouvernement Turc & Persan l'ont extrêmement dévastée, & sur les ruines de tant de villes célèbres de l'antiquité l'on ne trouve plus que de vastes déserts à peine praticables pour les caravanes. On en peut dire autant de la partie de l'Afrique jadis célèbre sous les Carthaginois, les Rois Numides, &c. & qui sont le bas Empire même, contenoit jusqu'à quatre cens villes Episcopales, ayant chacune son district, contrées arides aujourd'hui & disputées aux lions & aux tigres par des hommes plus féroces qu'eux. Les pays connus sous le nom de Grèce, tant dans le continent que les isles & terres adjacentes, ne sont aujourd'hui que des roches désertes ; & ces isles autrefois si célèbres par des Temples fameux, des Ecoles, des Hommes illustres, & une Peuplade immense, ne sont que des écueils. J'excepte de mes calculs toute cette partie de la dévastation générale, comme relative à des causes morales ; & nous ne traitons ici que du physique. Il faut pareillement en retrancher l'Amérique. Si d'une part l'invasion de la partie méridionale de l'Amérique par les Espagnols, & l'abus qu'ils firent de leur victoire, a fait rentrer dans la terre des peuplades immenses d'hommes ; si la mollesse & le gouvernement tyrannique des nouveaux colons a tenu ces fertiles contrées dans cet état de dévastation, on peut dire que les différentes colonies des autres nations de l'Europe dans tout le reste de cette partie du monde, ont compensé cette perte pour l'humanité ; si c'est compenser que de mettre un à la place de vingt-cinq. Mais cette partie du monde n'existant pas pour nous dans les tems

que nous prenons ici en comparaison, il est inutile d'en faire mention. C'est donc l'Europe uniquement qui peut à cet égard entrer en question. Nous pourrions encore en excepter l'Italie, qui notoirement nourrissoit vingt-six millions d'âmes dans ses tems de splendeur par le moyen des bleds d'Egypte qui ne nourrirent plus personne. L'Italie qui en nourrissoit peut-être le double de son propre produit dans les premiers âges de Rome, à en juger du moins par la multiplication de différens peuples qu'on voit sans cesse en armes contre les Romains dans ces tems belliqueux; l'Italie, dis-je, contient à peine aujourd'hui cinq millions d'habitans. Mais sans entrer dans les spéculations historiques, examinons seulement si les hommes dans les premiers tems consommoient autant de produit de terre qu'ils en consomment aujourd'hui; & pour ne point sortir des portions de consommation auxquelles je me suis borné dans ce Chapitre, brûloit-on autant de bois que de nos jours? J'en doute, puisque depuis moins de dix ans la consommation de Paris, seulement à cet égard, a augmenté de deux cens mille voies; ce qui constitue presque un tiers de crue. Je ne crois pas qu'on prétende que le nombre des habitans ait augmenté de cela. Chacun sait que les recherches du luxe, de la mollesse, & la vanité mal entendue, sont la cause de cet excès. Telle maison n'avoit, il y a dix ans, du feu que dans les chambres & antichambres de chaque appartement, qui a des poëles aujourd'hui dans tous les cabinets, garde-robes & escaliers. Les femmes suivantes de cette maison ont toutes en particulier leur chambre, leur feu, leur lumière. En un mot, tout a doublé de la sorte. Il faut

cependant du terrain employé à ne porter que du bois pour fournir à cette consommation. Le bois devenant la marchandise du meilleur débit, chacun se hâte d'en planter, & de dérober ainsi une portion de son héritage à la nourriture des hommes. Y avoit-il chez les anciens autant de voitures qu'aujourd'hui ? Il faut du bois aussi pour leur entretien. Les cuirs, les graisses, tout ce qu'on tire des bestiaux, se consommant au double & presque toujours en pure perte, le pâturage a pris le dessus sur le labourage, & depuis long-tems le proverbe est établi qui dit : *Qui change son champ en pré, augmente son bien de moitié.* Le pré cependant ne porte en général qu'une bonne récolte par an, & ce n'est que du second bond qu'il sert à la nourriture des hommes ; autre soustraction faite à l'humanité. Je sais qu'on peut me dire que les forêts étoient immenses alors, mais mal gouvernées, au moyen de quoi elles dévastotent plus, & servoient-moins ; que les prairies n'étoient que des marais qui ne fournissoient qu'un médiocre entretien aux bestiaux, &c. S'il étoit dans mon plan de prendre la contrepartie du système que propose Mr. Hume sur ce point, ce seroit à moi à me retourner sur ces objections, & à démontrer que les prétendus déserts en question n'existoient que chez des peuples barbares encore, & tels à peu près que l'étoient les habitans de l'Amérique septentrionale, quand nous l'avons découverte ; que, par conséquent, ces contrées doivent encore être exceptées, comme celles ci-dessus, du point de comparaison dont il s'agit. Je devrois établir enfin que l'agriculture étoit chez les nations policées, portée pour le moins au point où elle est de nos jours.

donc.... Mais mon but principal ici n'étant que de recommander cet art & cette science, mere de l'humanité, il me suffiroit d'avoir amené mon antagoniste à raisonner en conséquence, pour que mon dessein fût rempli. Somme toute; convenons que les anciens connoissoient aussi-bien l'agriculture que nous, & l'honoroient davantage; Mr. Hume prouveroit cela mieux que moi. Ils consommoient moins en général & en particulier; il le démontreroit encore; donc ils étoient en plus grand nombre.

Ce n'est pas encore ici le lieu de considérer la Population relative au travail; nous y viendrons dans le tems, & dirons en quel sens le travail second peut être utile à la Population. Suivons encore quelques considérations qui résultent de la partie actuelle de notre sujet.

Les hommes multiplient comme les rats dans une grange, s'ils ont les moyens de subsister. C'est un axiome que je n'ai pas inventé, & qu'il est tems qu'on prenne pour base de tout calcul en ce genre. En ce sens, le mot de Mr. le Prince, après la boucherie de Senef, qui parut barbare à ses Officiers étonnés, & qui n'étoit peut-être chez lui qu'un effet de cette audace militaire qui naquit & mourut avec lui, *une nuit de Paris remplacera cela*; ce mot, dis-je, pouvoit être un axiome politique bien raisonné.

A moins qu'il ne survienne quelque augmentation de subsistance étrangère & nouvelle dans l'Etat, il ne sauroit s'élever une seule plante de plus dans ce jardin garni de toutes ses parures, qu'un autre ne lui fasse place. En vain travaille-t-on à Paris toutes les nuits, si les maladies, la guerre, la mer, &c. ne font des places vacantes.

Les batailles & massacres ne nuisent point à la Population, si d'ailleurs elles ne nuisent à l'agriculture ; & l'on remarque avec étonnement qu'après des tems de troubles & de calamités, un Etat est tout aussi peuplé qu'il l'étoit auparavant, tandis que les édifices, les chemins, tout enfin ce qui désigne la prospérité apparente, se ressent visiblement de l'interruption de l'ordre & de la police. Pourquoi cela ? C'est que l'homme n'a qu'une seule & véritable racine, qui, comme toute autre, se nourrit du suc de la terre.

Ce n'est pas cependant que les tems de guerre, & plus encore ceux de trouble, n'interrompent & ne détruisent l'agriculture dans certains cantons ; mais elles la vivifient dans d'autres, en accélérant le débit de ses productions. On voit d'ailleurs que ce ne sont pas les calamités dont le laboureur voit le principe en réalité & la fin en espérance, qui rebutent sa précieuse activité. Le fermier en Flandres sème de nouveau derrière l'armée qui vient de fourager son champ. En troisième lieu, si la guerre dévaste quelques Provinces, elle les fume en même-tems ; & d'autre part, ses nécessités & ses dépenses mettent peu à peu tout le monde dans le cas de retrancher de sa dépense particulière, & conséquemment de sa consommation. Cette diminution de luxe profite plus à la Population que le gouffre dévorant de la guerre ne lui nuit, pourvu toutefois que cela dure. Remarquez à ce sujet que jusques au siècle de Louis XIV. la nation a toujours été en guerre, soit étrangère qu'elle alloit chercher ailleurs quand elle ne l'avoit pas chez elle, soit interne par les guerres des Gentilshommes, dont les derniers soupirs ont été les duels. Ces guerres ne dépeuploient pas, parce qu'el-

les tenoient le reste de la nation en nécessité; & comme nous fumes, sommes & serons toujours glorieux, nous en faisons vertu. Le Roi du siècle passé a le premier mis sur pied des armées exorbitantes, en a nécessité la mode, & conséquemment la briéveté des guerres, qui dès lors dépeuplent beaucoup, & ne peuplent pas, en ce qu'elles n'affaissent le luxe que pour un tems, & le labourage pour toujours.

En général donc & dans le principe, ce ne sont ni les guerres, ni les épidémies qui dépeuplent un Etat; mais si vous mettez un cheval de plus dans l'Etat, toutes autres choses demeurant égales, vous êtes certain d'y tuer quatre hommes au moins. Mais, me dira-t'on, les bestiaux fument, & cet engrais vivifie d'autres portions de terre, qui sans cela seroient incultes. J'en conviens. Aussi ai-je dit, *toutes autres choses demeurant égales*. J'ajoute que l'entretien des bestiaux qu'autrefois on appelloit *planturage*, est un des principaux arcs-boutans d'une florissante agriculture. Mais prenez garde que je n'attaque ici que la sorte d'animal dont le luxe peut faire abus, & qui bien que d'une utilité singulière, est le moins rapportant de tous les animaux domestiques à la campagne. Le nombre en augmente chaque jour à la Ville, où les fumiers sont si abondans, qu'ils ne valent presque pas la peine d'être enlevés, & où la consommation que font ces animaux monte au double & au triple de ce qu'elle seroit, s'ils étoient entretenus sur les lieux, parce qu'elle nécessite l'entretien de l'énorme quantité de chevaux de trait nécessaires pour leur apporter leur nourriture à Paris.

Revenons au grand & unique axiome en cette

ma-

matière, la mesure de la subsistance est celle de la Population. En ce sens il est vrai de dire que plus il y a de consommation dans un Etat, plus cet Etat est puissant; mais il faut bien entendre ce principe. Si vous entendez par-là que la vraie puissance d'un Etat consiste à avoir beaucoup de consommateurs, je suis de votre avis; mais par la même raison, beaucoup de consommation faite par un petit nombre de consommateurs, est une corrosion continuelle & toujours croissante du nerf de la Population.

Cessons de nous égarer sur ce principe. Ce n'est ni le célibat, ni la guerre, ni la navigation qui dépeuplent un Etat; au contraire. Je vais entreprendre la démonstration de ce paradoxe sur celui de ces trois ordres de choses qu'on abandonne le plus aisément en ce genre à une sorte d'anathème public.

Les Auteurs politiques Protestans (il faut avouer que ce sont les meilleurs) ont tous attribué au Monarchisme la dépopulation de l'Espagne, de l'Italie, & des autres parties de l'Europe qui suivent le Rite Romain; & pour répéter ici les paroles d'un des plus habiles hommes & des plus profonds Ecrivains* en ce genre : *Les Moines, dit-il, ne sont d'aucune utilité ni ornement en paix, ni en guerre, en deçà du Paradis, comme l'on dit.... L'expérience fait voir que les Etats qui ont embrassé le Protestantisme, en sont devenus visiblement plus puissans.* Nos Politiques ont non-seulement pris condamnation sur cet article, mais ils ont encore quelquefois enchéri : il s'en faut bien que je ne sois de cet avis.

J'ai habité dans le voisinage d'une Abbaye à

* Essai sur la nature du Commerce par Mr. Cantillon.
I. Partie. C

la campagne. L'Abbé qui partageoit avec les Moines, en tiroit 6000 livres. Je veux bien que la portion conventuelle fût plus forte, mais de peu de chose; car Messieurs les Commandataires ne sont pas dupes. Sur les 6000 livres de rente restantes, ils étoient trente-cinq; à savoir, quinze de la maison, & vingt jeunes Novices étudiants, attendu qu'il y avoit un Cours dans cette maison. Ces trente-cinq maîtres avoient en comparaison peu de domestiques; mais ils en avoient au moins quatre. Or, je demande si un Gentilhomme vivant dans sa terre de 6000 livres de rente, en auroit eu davantage. Ainsi entre lui, sa femme & quelques enfans, à peine auroient-ils vécu dix sur ce territoire, & en voilà quarante d'arrangés en vertu d'une institution particulière. En conséquence donc du principe établi, qu'il ne sauroit s'élever de nouveaux habitans dans un Etat qu'à proportion des moyens de subsistance; que plus cette subsistance est volontairement resserrée par ceux qui occupent le terrain, plus il en reste pour fournir à une nouvelle peuplade, il seroit impossible de nier que toutes autres choses mises à part, les établissemens des maisons Religieuses ne soient très-utiles à la nombreuse Population. Que ce soit de par le Roi, de par saint Benoît ou saint Dominique, qu'un grand nombre d'individus s'engagent volontairement à ne consommer que cinq sols par jour, toujours est-il vrai que ces sortes d'institutions aident fort à la Population, simplement en donnant de la marge, & laissant du terrain à d'autres plançons. Que tous les Moines vivent ainsi, que toutes les Communautés soient nombreuses en proportion de leurs revenus, c'est ce que je n'ai garde de soutenir, & ce qui

est étranger à la question. Je m'ingérerai moins encore à dire les moyens de maintenir dans leur vigueur les institutions dont je parlois tout-à-l'heure, & dont le relâchement est au moins une lépre dans l'Etat. Je dis seulement, que selon le maintien de la maison que j'ai citée, & de plusieurs autres en ce genre que j'ai connues, loin de nuire à la Population, elles y servent, toutes plaisanteries cessantes; car je ne les aime ni folles ni triviales.

A l'égard de l'objection, qu'un Seigneur est utile dans l'Etat, ou du moins y sert d'un grand ornement, au lieu que les Moines n'y sont ni l'un ni l'autre, l'Auteur que j'ai cité, quoique Protestant, met du moins à son axiome le correctif *en deçà du Paradis*. Il fait en cela la critique de certains misérables libelles gauchement plâtrés d'un vernis de dissertation sur le droit public, & cependant bien accueillis depuis quelques années chez nous, où l'on ose avancer que les Ministres de la Religion ne sont d'aucune utilité dans l'Etat. L'Auteur ne parle ici que des Moines; ce qui fait encore une différence bien grande: & à vrai dire, n'étant que calculateur, il lui est permis de mettre tout au même poids & mesure; ce qui est, au contraire, un délire pour un Politique. Mais je puis répondre encore à cette double objection sans rien forcer. Examinons d'abord l'article de l'utilité, je serai court; ensuite celui de l'ornement, je le serai plus encore.

Les Moines de fait étudient, prêchent, instruisent, travaillent, desservent les Paroisses de campagne. En outre, ils ont tous ou la plupart dans leur institution quelque objet d'utilité; je dis plus, de nécessité. S'ils ne le remplissent

pas, c'est l'affaire du Législateur & de la Police. Eh quoi ! je suppose que la Milice fût relâchée & tombée dans la mollesse, la Magistrature dissipée, la Noblesse sans mœurs & sans délicatesse, faudroit-il pour cela supprimer le Militaire, les Magistrats & les distinctions héréditaires ? L'invention de supprimer & de détruire est le contraire absolu de l'art de gouverner ; c'est la magnanimité du suicide. Un Chirurgien ignorant fait couper la jambe ; Esculape l'eût traitée & guérie. Quatre traitemens comme celui du premier, il ne reste plus que le tronc. Je n'ai rien à dire de plus sur l'utilité morale. Je n'aime pas à m'étendre sur des points étrangers à mon sujet. Passons à l'utilité physique.

Chacun fait que la plupart de ces grands établissemens Monastiques si riches aujourd'hui, n'étoient autrefois que des déserts, & que nous devons aux premiers Cénobites le défrichement de plus de la moitié de l'intérieur de nos terres. Mais sans nous prévaloir de l'autenticité du titre, article si sacré en saine politique & si hors de mode aujourd'hui, considérons les choses dans l'état présent. On n'ignore pas, & il est passé en proverbe que les Bénédictins, par exemple, mettent cent sur leur territoire pour lui faire produire un. Je connois dans leurs biens telle chaufferie d'étang ou contre des rivières, tel autre ouvrage enfin utile ou nécessaire, qui a certainement coûté trois fois le fonds de l'Abbaye entière sur lequel la construction est faite. Ces travaux longs & dispendieux, qui sont une sorte d'ambition & de joie pour des corps qui se regardent comme perpétuels, toujours mineurs pour aliéner, toujours majeurs pour con-

server, sont au-dessus des forces des particuliers. L'Etat ne peut envisager que les objets généraux, & quand ses secours descendroient quelquefois jusques aux détails, il faut encore une administration puissante & toujours présente pour l'entretien. Ou le Seigneur possesseur du fonds est riche & grand propriétaire, en ce cas il ne consomme pas sur les lieux qui sont négligés, & qui se ruinent petit à petit, ou s'il est obligé d'y résider, il est foible, accablé de faux fraix, de dettes antérieures : son administration est intermittente, & tout languit sous son fils, si ce n'est sous lui. Or, il n'est pas contesté que ces travaux ne soient un bien particulier qui ressortit au bien général, & qui l'établit. Il en est de même des bâtimens; même solidité, même entretien. Une des Eglises de l'Abbaye dont j'ai parlé d'abord, est connue dans notre Histoire par une époque fameuse depuis sept cens ans : elle est absolument au même état où elle étoit alors. Quels sont les bâtimens des particuliers qui ont une pierre de ce tems-là ?

Quant à l'ornement, avouons que le Seigneur de 6000 livres de rente que nous avons établi, remplaçant les quarante Moines cités dans notre premier exemple, ne seroit pas d'un lustre bien fameux dans son Château. Nous prenons, il est vrai, sur ce domaine la portion du Commandataire qui partage avec eux, comme feroit un Seigneur avec son Fermier-Général. Or, si le brillant & le faste étoient de mon sujet, je demanderois si les Cardinaux de Rohan & de Polignac à Rome, & tant d'autres ailleurs, n'ont pas fait autant de ce genre d'honneur à la nation, qu'eussent pu faire des Sei-

repeupler de heros. Henri IV. & Louis XIV. ensuite, trouverent le moyen de rétablir leur Royaume sans rien changer à la Religion établie. Je vois que le judicieux David Hume & plusieurs autres Anglois se plaignent que leur patrie se dépeuple : ils en cherchent des raisons de détail, faute d'avoir touché au vrai point qui est que l'Angleterre est devenue riche, que la richesse augmente la consommation, & diminue en conséquence d'autant la Population.

Quand je suis devenu l'apologiste des institutions monastiques, article sur lequel je me suis étendu sans doute avec trop de détail en suivant seulement l'excellent Auteur que j'ai cité ci-dessus, on s'attend bien que je serai, & plus abondant, & plus fort en raisons sur l'article des troupes soudoyées, des gens employés à la navigation, &c. Somme totale, multipliez la subsistance, vous multiplierez les hommes sans que tant de gens s'en mêlent, à beaucoup près. Mais, direz-vous, tous ceux de l'ordre des célibataires qui ne font rien pour gagner leur vie, diminuent d'autant le travail dans un Etat ; & comme le travail est le seul moyen d'étendre la subsistance, vous la rétrécissez précisément par la sorte d'emploi que vous tolérez à ceux qui jouissent des fruits de la terre, & qui devraient travailler à les multiplier. Ceci sort de la question. C'est seulement dans l'ordre des maîtres & propriétaires que j'ai considéré les Communautés Religieuses. On verra dans la suite de ce Traité qu'il s'en faut bien que je ne prêche l'inaction. J'ai voulu seulement dire dans ce Chapitre que la subsistance est la mesure de la Population ; qu'en conséquence, tous ordres de gens qui se vouent à vivre d'un petit pro-

duit de terre, favorisent la Population, loin de lui nuire, en ce qu'ils se resserrent volontairement, & font place à d'autres. S'agit-il ensuite de décider quelle est de toutes les professions qui composent la société, celle qui mérite la préférence d'estime & de protection; c'est ce que nous verrons dans le Chapitre suivant. Finissons celui-ci par où nous l'avons commencé.

Augmentation de subsistance, accroissement de Population; nous allons voir comment accroissement de Population doit faire augmentation de subsistance.

CHAPITRE III.

L'Agriculture qui peut seule multiplier les subsistances, est le premier des Arts.

Quelques hommes assez follement présomptueux, d'autres inquiets & impatients de toute espèce de joug, pensant échapper à la vue toujours présente de la Divinité, cherchent à se perdre dans la foule des brutes, & ne reconnoissent dans l'homme de supériorité sur les animaux que celle que nous donne une construction mieux organisée. De tous les délires de l'esprit humain, c'est là, je crois, celui qui mérite le moins d'être attaqué; puisque si sur cent de ses partisans il en est un de bonne foi, du moins est-on certain qu'aucun de ses prôneurs n'a réfléchi sur les conséquences de l'adoption de son système. Bien est-il qu'entre les preuves de fait dont on peut l'accabler, aucune ne

me paroît aussi forte que l'art de l'agriculture.

Après avoir dit que l'homme imbécile & né tel est encore l'animal de tous le mieux organisé, l'on passe de ce point de fait à l'énumération de tout ce que l'homme a inventé & aquis par delà au physique, de tout ce qu'il conçoit, craint, espère au moral, pour en composer le territoire d'une ame intellectuelle, soumise d'une part à procurer à la machine la pénible jouissance des biens d'ici-bas, tendante de l'autre vers un bonheur dont elle ne connoit autre chose sinon que la matière est insuffisante pour le lui procurer, & dont elle n'a d'autre sentiment qu'un attrait inhérent à sa substance, qui dégénère en inquiétude & lui prohibe le repos.

Dans la première de ces deux portions d'un territoire pour lequel l'homme seul est privilégié, l'invention de l'agriculture me paroît celle de toutes qui porte le plus ce titre exclusif.

J'ai dit que l'homme étoit de tous les animaux celui qui faisoit le plus aisément pâture de tout. En effet, il n'est rien ou bien peu de chose dont aucune sorte d'animal se nourrisse, qui ne puisse au besoin lui servir de nourriture. Mais l'instinct des animaux les plus forts & les plus adroits, s'est borné à chercher & reconnoître sa proie, à lui tendre des pièges pour la surprendre & l'attirer quand la force & la vélocité ne suffisoient pas; l'homme seul a cherché, appris & imité le secret de la nature, & par un travail assidu, il est venu à bout de multiplier celles de ses productions qui lui étoient nécessaires ou utiles. C'est à cette multiplication qu'il doit celle de sa propre espèce, qui, comme nous l'avons dit, est le premier des biens.

Si donc un art est estimable en partie à pro-

portion de la beauté de l'invention , il n'en est aucun qui doive flatter l'amour-propre de l'homme plus que l'agriculture , & qui mérite plus son estime. Mais cet avantage n'est rien en comparaison de son utilité : nous l'avons déjà démontré , supposé que la chose eût besoin de démonstration.

Une façon sûre pour le Gouvernement d'apprécier les différens travaux des hommes , c'est de regarder chaque classe d'hommes relativement à la dépendance où elle est des autres classes. Ce coup d'œil fera sentir au Prince que les derniers doivent être les premiers dans sa bienfaisante attention. Le Chevalier Temple compare un Gouvernement éclairé à ces pyramides dont la base est fort large & occupe un grand terrain , & dit que l'autorité venant à se terminer au pouvoir d'un seul homme , fait alors la pointe la plus parfaite de la pyramide , & forme ainsi la figure la plus ferme & la plus assurée qu'il puisse y avoir. Si le Prince , au contraire , ou le Gouvernement protègent & laissent étendre les rangs plus élevés privativement aux plus bas , insensiblement la pyramide devient tour , & puis cône renversé qui ne se soutient plus que par miracle.

Il est à considérer encore que chaque rang supportant plus de faix à mesure qu'il est plus près de la base , chaque pierre de notre bâtiment politique voudroit quitter l'état le plus pénible , aimant mieux courir le risque d'être exposée aux coups de la tempête & de l'orage , que de souffrir l'affaïssement continuel que lui présente sa position. C'est donc cette portion de l'Etat qui doit être la plus soutenue par les ressorts de la protection & de l'encouragement : nous en détaillerons dans le tems les moyens.

Nous l'avons dit ailleurs : chez les Sauvages, le plus vil chasseur peut consommer le produit de cinquante arpens de terre. Voilà où nous en sommes, quand nous négligeons l'agriculture. Distribuez ensuite le terrain du Royaume, & voyez ce que nous devenons, quand nous abandonnons une portion du territoire de l'Etat. Plus, au contraire, nous tendons à exciter cet art utile & à multiplier la production, plus nous nous éloignons de cet état de décadence & d'affoiblissement.

Il est indifférent à la terre de nourrir des bêtes ou des hommes, disoit souvent l'Auteur d'un excellent traité en ce genre, dont j'ai adopté tous les principes; mais elle veut être honorée & soignée comme une bonne mere. En effet, la terre n'est marâtre nulle part, du moins dans nos climats. Le sable ici nous présente une surface desséchée; mais transporté dans des terres humides, il les féconde en tempérant leur acreté : ailleurs il se couvrira de bois semés & fumés avec soin, & l'herbe croitra sous ces bois : plus près, à force d'engrais & de terreau, il devient d'un grand rapport, & par-tout il aide aux bâtimens, à la solidité des pavés, &c. La terre n'offre ici que de la mousse; vous trouverez dans son sein de la marne, qui, répandue sur sa surface, la féconde; des carrières, des minéraux : plus loin le grais, dont l'aspect est la teinte de la stérilité, cassé devient le plus utile des matériaux pour la solidité & la facilité des communications. Ces marais stériles qui infectent l'air, peuvent devenir des rivières, fournir de la tourbe, ou desséchés, être changés en possessions les plus abondantes. En un mot, tout a son utilité : je le répète, tout

terrain peut produire au moyen du travail : *Labor omnia vincit improbus*. La stérilité ne se montre nulle part que par la faute des hommes.

Un arpent de terre en friche n'occupe personne ; tout au plus un berger y menera-t'il son troupeau deux fois dans l'année, & ce troupeau n'en retirera presque rien. Si cet arpent est en bois, il faut le clorre, le garder, & tous les vingt ans on vient le couper, y faire les fagots, l'écorce & le charbon ; mais s'il est en prés, on l'étaupe, on le fume, on l'arrose & on le fauche, & tout cela emploie du monde, quoiqu'en petite quantité, & seulement en deux saisons de l'année. Un champ occupe plus de monde ; on le laboure à plusieurs reprises, on le fume, on le sème, on le herse, on le sarcle, on le moissonne enfin. Là où il y a des champs, il y a des hommes, fussent-ils sous la terre. Là où les champs rapportent le plus, il y a plus d'hommes. Mettez cet arpent en jardins appelés marais à Paris, vous y verrez dans toutes les saisons de l'année continuité de travail & de récolte ; tout est mis en valeur ; à peine un sentier d'un pied de largeur permet-il la communication d'une portion à l'autre de ce fécond domaine : on élève des murs & des ados pour les productions qui rampent moins que les autres, & le cultivateur se procure un terrain perpendiculaire pour étendre son terrain horizontal, & par conséquent son Royaume. Il aqiert une Province à dix pieds de terre, qu'aucune Puissance n'a droit de lui disputer.

Par une liaison de conséquences, plus il y a d'hommes, plus aussi la terre rapporte. L'industrie tire du roc le suc nourrisier des meilleures plantes. Voyez de loin le terroir de Mar-

seille, vous n'appercevrez que des montagnes grises d'un escarpement affreux. Approchez, vous trouverez la fécondité dans son Royaume, & dix mille huttes ou maisons plus ou moins grandes, qui ont chargé ces rochers de verdure, d'herbe & de fruits. Vous y verrez creuser dans le roc vif des tranchées de six pieds de profondeur, les remplir de couches de terre & de pots cassés, & planter ensuite dans ces fosses des vignes qu'on ne renouvelle que tous les cent ans.

Mais ceci nous meneroit à des matières qui ressortissent à d'autres Chapitres. Revê nons au principe fondamental qui ne peut être nié : *Plus vous faites rapporter à la terre, & plus vous la peuplez.*

L'Agriculture cependant, cet art par excellence, qui peut se passer de tous les autres, tandis qu'aucun d'eux ne sauroit exister sans lui ; l'Agriculture, dis-je, est encore dans son enfance. Les premiers hommes de chaque société l'ont tous honorée : les seconds se sont, pour ainsi dire, hâté de la négliger. La fable du chien qui laisse le corps pour courir après l'ombre, a toujours dépeint l'humanité en général : eh ! quel art mérita jamais d'être étudié & perfectionné avec plus de soin ?

S'il n'y a jamais que la même étendue de terre labourée & cultivée dans un village, il n'y aura jamais que le même nombre de laboureurs & de cultivateurs, toutes autres choses étant égales. Il semble donc que la Population de ce village, & par conséquent celle de l'Etat entier pris village par village, ait des bornes que toute l'attention & la protection possible ne peuvent étendre.

Il n'est pas tems encore de traiter des moyens

d'augmenter la Population, qui ne tiennent que de l'industrie : moyens plus importants à pratiquer pour les petits lieux & éloignés des voies naturelles du commerce, qu'ils ne le sont pour les lieux où l'industrie naît d'elle-même, & a de toutes autres facilités. Nous ne traitons maintenant que de l'Agriculture isolée & prise purement en soi.

En supposant tout le territoire de ce village cultivé, je demande si le plus ou le moins d'expérience dans l'agriculture n'est pas capable de l'étendre. Il y a un proverbe commun dans le labourage, qui est que les bonnes terres rapportent à proportion de la quantité de labours qu'on leur donne. *Donnez-lui deux raies, disent-ils, elle vous rendra pour deux raies ; donnez-lui en quatre, elle vous rendra pour quatre.*

Peut-être la fructification de cette bonne terre s'étendrait-elle plus loin encore, à proportion du travail ; mais en la laissant au point ci-dessus démontré par l'expérience, voilà toute la bonne portion de votre territoire doublée par le travail ; & au lieu de deux lieues de terrain, nous en avons quatre dans le fait, sorte de conquête dont il ne sera parlé dans aucun Congrès. Ce double rapport nourrira le double d'hommes ; augmentation de Population, & conséquemment de travail.

Cependant combien les plus simples détails de cet art ne sont-ils pas inconnus aux gens même les plus intéressés à s'en instruire ? Combien d'hommes aujourd'hui très-éclairés, combien peut-être d'entre mes Lecteurs pensent, quand on leur parle d'une terre qui rend vingt fois la semence, & d'une autre qui n'en rend que cinq, que la première porte vingt charges

de bled à la récolte, tandis que l'autre n'en rapporte que cinq ! Ils ignorent que, communément parlant, toute la différence entre ces deux terres consiste en la quantité de semence ; de sorte que celui qui possède la première de ces terres ne sème sur son champ qu'un septier de grain qui lui en rapporte vingt, & qui ne lui rendroit rien s'il en semoit davantage ; attendu que tout monteroit en herbe : le possesseur de l'autre champ est obligé de semer quatre septiers pour en recueillir vingt ; en sorte que tout l'avantage du premier ne consiste qu'en la semence. J'ai rapporté cet exemple, comme ayant vu souvent des gens instruits se tromper sur cet article, & croire de bonne foi que les terres Léontines & celles d'Afrique, que les Anciens citent comme rendant cent & cent vingt fois la semence, rapportoient vingt fois plus de grain réel que nos terres communes qui donnent environ, à prendre l'une dans l'autre, six fois la semence.

D'autre part, les terres médiocres, par exemple, ne rapportent que du seigle ; & les propriétaires, riches sur-tout, ne se déterminent à les semer de cette sorte de grains, que quand ils y sont forcés, & que leurs terres se refusent au froment. La raison de cette répugnance est que le seigle est toujours évalué d'un quart au-dessous du froment ; mais un peu de lumières, d'expérience & de calcul leur apprendroit que le seigle bien moins sujet par lui-même à la nielle & aux autres accidens que ne l'est le froment, rend par la grosseur de ses épis un tiers plus de grain que le froment. Or, trois mesures de seigle à 15 livres valent mieux que deux de froment à 20 livres. Le calcul est court & clair.

Je ne donne pas cette dernière induction comme une certitude, & comme un principe propre à tous les pays. Je m'en sers seulement comme d'un exemple qui démontre, ainsi que bien d'autres, que l'Agriculture, quoique de tous les arts le plus anciennement & le plus continuellement exercé, est peut-être de tous celui qui est le plus offusqué de préjugés & d'ignorance. Pourquoi cela ? C'est que les lumières naissent de l'aisance & d'une honnête liberté.

Les premiers hommes, dont l'Histoire tant sacrée que profane nous conserve la connoissance, étoient plus habiles que nous sur cet article. Cette assertion est prouvée par ce qui nous reste des annales des anciens Egyptiens. Les Patriarches passoient leur vie à la tête de leurs troupeaux qu'ils faisoient multiplier à l'infini. Jacob savoit varier par un artifice naturel, la couleur & la laine de ses agneaux. Bien peu de pâtres de nos jours seroient capables de ce genre d'attention.

L'esprit de conquête, & l'oppression qui en est la suite, bannirent bientôt les vertus & les soins pacifiques. Les arts passèrent de l'Asie dans la Grèce, pays sec de sa nature & de peu de rapport. Les Grecs, peuple ingénieux & porté à tout ce qui est du ressort de l'imagination, négligerent bientôt l'essentiel pour s'attacher aux subtilités de l'esprit. Ils devinrent Législateurs, Philosophes, Poètes, Orateurs, Médecins, &c. & l'Agriculture qui leur étoit moins nécessaire qu'à tout autre peuple, fut abandonnée aux esclaves. Ces Athéniens, dont la politesse a passé en proverbe sous le nom d'Atticisme, & dont les progrès dans les beaux arts font depuis tant de siècles l'admiration de la postérité, passoient

leur vie au théâtre , ou dans la place publique à guetter les fautes de grammaire de leurs Rhéteurs ; & leurs Magistrats étoient chargés du soin de leur faire venir des vivres par la mer. Les Lacédémoniens , dont on vante la vertu sauvage & cynique , laissoient aux Illotes qu'ils traitoient en esclaves ou plutôt comme des bêtes de somme , le soin de les nourrir. Les premiers Romains forcés par la nécessité , cultivoient avec soin leur territoire , & ne furent jamais plus véritablement grands que quand ils furent se contenter de leurs propres légumes , & mêler les soins du labourage à ceux de la Magistrature & du Généralat. Mais l'esprit de conquête qui ne les abandonna jamais , leur fit bientôt négliger les mœurs austères de leurs ancêtres. Les campagnes d'Italie furent livrées à des esclaves , & les Ecrivains de cette nation en ont fait passer les plaintes jusqu'à nous. Affligés de tous les maux inséparables d'une prospérité suivie , & de la grandeur démesurée , ils ne gouvernerent leur vaste Empire que pour le ravager , & l'Agriculture & le Commerce furent également bannis du monde connu.

Des barbares , ou , pour ainsi dire , une nouvelle création d'hommes , dévastèrent cet Empire affoibli , & formèrent de nouvelles Puissances. Ces Conquérans ne firent attention aux arts , que pour en éteindre jusqu'au souvenir , en établissant le gouvernement militaire , & par conséquent l'oppression. L'esclavage , & de droit , & de fait , fut le partage en Europe de la plus utile portion de l'humanité.

Ce n'est point ici le lieu de remarquer ce qu'il est sorti de loix utiles & de principes fondamentaux du sein de cette barbarie ; (car le propre

des choses humaines est d'être un mélange continuuel de bien & de mal.) Les loix féodales, les assemblées de la nation dominante pour y traiter des principaux objets du gouvernement, & autres usages que les nations les plus policées regrettent encore, sont & seront toujours des preuves que les plus saines lumières de l'esprit humain & de la loi naturelle percent à travers les plus épais nuages de l'ignorance & de la barbarie. Les principes d'honneur de l'ancienne Chevalerie ne laissent pas même à la Philosophie moderne l'avantage d'en être le masque.

Mais on ne nie pas que l'Agriculture & le Commerce ne fussent l'objet de leur mépris. Il s'en faut bien cependant que ce ne fût au même degré. Ces braves nations ne connoissoient guères de vertus dont la valeur ne fût le principe & le point central ; la générosité, la franchise, la bonne foi, l'hospitalité, la noblesse, vertus si précieuses à ces anciens preux, prenoient leur source dans la force de l'ame & du corps, & dans l'indépendance de l'esprit ils regardoient le Commerce comme propre à abâtardir l'une & l'autre, & n'attribuoient pas les mêmes effets à l'Agriculture, dont ils sentoient d'ailleurs l'indispensable nécessité. Aussi voit-on qu'ils excepterent, des points nombreux de dérogeance établis parmi eux, l'Agriculture exercée sur son propre champ : mais enfin tout ce qui n'avoit pas trait à l'exercice des armes, leur paroissoit un acte de renonciation à la gloire & à toute prééminence ; & cet injuste préjugé s'est soutenu bien plus long-tems que n'a duré la trace de leurs vertus. Depuis près de cent ans, le Gouvernement en France a eu grande attention à établir & encourager le Commerce ; mais il n'a

encore rien fait de direct pour l'Agriculture. Je fais que l'un de ces objets tient à l'autre, nous le dirons assez dans la suite de ceci; mais l'Agriculture est la racine, & cela se sent.

Je n'ai pas prétendu, par l'énumération vague que je viens de faire, démontrer que l'Agriculture est un art naissant; la chose parle assez de soi. J'ai voulu dire seulement, que si parmi nous l'autorité tournoit sa protection sur cette partie intéressante, elle trouveroit la carrière neuve encore.

Indépendamment des bonnes terres & des médiocres qui pourroient être extrêmement bonifiées par une culture plus assidue & plus éclairée, il n'en est aucune dans ce qu'on met au rang des mauvaises, qui ne pût être mise en rapport par l'industrie & la patience de l'homme. La nature nous démontre par ses seuls efforts, qu'on peut tirer parti de tout. Il est peu de terrains sabloneux qui ne soient couverts de brambles, & où il ne croisse des pins & autres arbres. Les montagnes les plus élevées, du moins dans nos climats tempérés, se couvrent d'elles-mêmes d'arbres & de verdure, & mille exemples nous montrent que les roches les plus arides peuvent être fertilisées par le travail.

Le Maltois attaché à un gouvernement doux & uniforme, va chercher en Sicile de la terre dont il charge ses bâtimens, pour en couvrir un rocher brûlé du soleil d'Afrique qu'il change en jardins.

L'Agriculture est non-seulement de tous les arts le plus admirable, le plus nécessaire dans l'état primitif de la société, il est encore, dans la forme la plus compliquée que cette même société puisse recevoir, le plus profitable & le

plus rapportant : c'est le genre de travail qui rend le plus à l'industrie humaine avec usure ce qu'il en reçoit.

La mer attend tout de la terre & de celui qui la fait valoir : il est inutile de le répéter ; mais je soutiens que les profits de l'Agriculture sont plus sûrs & plus considérables que le Commerce maritime, même que la recherche de l'or.

Quant à ce dernier, la suite de cet Ouvrage démontrera que l'or n'est richesse que de proportion ; que semblable au vif argent, il s'échappe des mains qui le possèdent, & entraîne avec lui tout ce qui a pu l'arrêter au passage : on ne peut le fixer qu'en l'ensevelissant ; usage pour lequel ce n'étoit pas la peine de l'arracher des entrailles de la terre.

A l'égard du Commerce maritime, je mets en fait qu'en supposant qu'un propriétaire de terres se donnât la même peine pour faire valoir ses fonds sur son propre sol ou sur celui d'autrui, par les soins de l'Agriculture, que s'en donne un négociant pour bien conduire son commerce ; que ce propriétaire prenant pour base de sa conduite personnelle, la même économie, sans laquelle il n'y a point de commerce assuré, eût d'ailleurs autant d'attention journalière à ne pas perdre un instant, à ne rien laisser arriérer, à spéculer pour fournir de nouvelles branches de production relativement aux changemens arrivés dans la consommation, à être averti des premiers, à tenir des comptes en règle, &c. je mets en fait, dis-je, qu'il feroit profiter ses soins, ses fonds & son travail au double de ce que peut produire aujourd'hui le commerce le plus lucratif.

Autre objet important, si l'on veut se sou-

venir de la distinction que j'ai établie au commencement de cet Ouvrage entre la sociabilité & la cupidité.

L'Agriculture est de tous les arts le plus sociable. Quelle noblesse, quelle généreuse hospitalité dans les mœurs de ceux qui passeront leur vie à la tête de leurs moissonneurs & de leurs troupeaux ! Mais sans aller si loin, entrez dans le jardin d'un pauvre homme, il vous offre gratuitement, & sans ostentation, ce que l'artisan étale & farde pour le vendre. Qu'un agriculteur fasse une découverte, il se hâte de la communiquer à ses voisins ; toutes celles des autres arts sont des secrets qu'il a fallu voler ou acheter bien cher.

Je ne parle ici morale qu'autant qu'elle est relative à l'intérêt bien entendu ; & à dire vrai, la morale la plus exacte est en tout & par-tout l'intérêt le plus réel. Mais sans entrer dans cette discussion, n'est-ce rien dans un Etat que l'habitude du travail & de l'innocence ? Fouillons les annales des Arts, nous roudrons des excès dont l'envie & l'intérêt y ont déshonoré la nature. Peut-on rien reprocher de semblable aux agriculteurs ?

Il est, je crois, décidé dans la spéculation que l'état le plus innocent est le plus heureux ; mais daignez l'essayer dans la pratique, courtisans disgraciés, & vous favoris de la société, à qui l'âge enlève chaque jour quelques-uns des arcs-boutans de votre mérite. En vain les uns affectent & jouent les dehors de la considération qui leur échappe, en vain les autres cherchent à se rallier, ne se montrent qu'aux bougies, &c. Tout les avertit durement qu'ils ne sont plus ce qu'ils ont été. Un arbre, une fleur, ni même leurs

cultivateurs ne savent point faire cette différence; ils se prêtent aux soins de l'exilé comme à ceux du favori, & traitent le vieillard comme dans la fleur de l'âge.

L'Agriculture est donc le premier des Arts, comme le plus honorable à l'homme, le plus nécessaire, le plus utile, le plus innocent; mille gens l'ont dit avant moi; l'exemple des peuples agriculteurs, & de la partie de chaque peuple qui est livrée à l'agriculture, le démontre. Il étoit peu nécessaire de m'étendre sur cet article; il le fera davantage de montrer ce qui en arrête chez nous le progrès, & quels seroient les moyens de l'encourager. Mais avant d'en venir là, je crois qu'il est utile de mettre sous les yeux un précis des avantages dont jouit en ce genre notre heureuse patrie.

CHAPITRE IV.

Avantages de la France relativement à l'Agriculture.

L'Auteur de la nature a, comme je l'ai dit, donné à l'homme la faculté de faire, au besoin, aliment presque de tout. Il a donné d'autre part à la terre de nourrir & vivifier dans son sein presque toutes sortes de germes, de plantes & de fruits; mais il faut encore que ce sein maternel soit attendri, réchauffé, humecté par le concours des autres élémens.

Ce concours lui est favorable presque partout, mais plus ou moins; l'industrie humaine en accroît encore les influences, & aide de la

forte à la nature. Il est cependant des lieux où elle se refuse à nos soins & presque à toute espèce de production.

Le Samoyène & le Lapon cachés sous des neiges éternelles, ne sauroient multiplier la mousse qui sert de nourriture aux rennes, dont le lait & la chair font leur unique subsistance. L'Africain errant dans des sables brûlans, travailleroit en vain à les rendre féconds. Le climat & le sol se refusent également dans ces diverses contrées ; en quelques autres, le climat aideroit, & le sol manque.

Les deux points que j'ai cités sont les deux extrémités de la température. En partant de l'une & de l'autre, & se rapprochant vers le centre, les biens & les dons de la nature se présentent selon les lieux ; de façon que ce qui manque à un canton de ce qu'un autre possède, y est remplacé par des productions d'un autre genre presque également analogues aux nécessités & commodités de la vie humaine. Mais s'il est un pays qui puisse jouir également de toutes ces productions, celui-là sans doute est le favori de la nature.

La France réunit tous ces avantages plus qu'aucun autre Etat du monde. Les Romains qui possédoient trois parties de l'univers, qui les parcouroient, gouvernoient & ravageoient également tour à tour, rendoient ce témoignage à la Gaule, telle qu'elle étoit alors relativement à sa Population, à la température de son climat, & à la multitude de rivières dont elle est arrosée. Ils ne connoissoient pas les avantages de la mer si importans aujourd'hui, & que nous possédons d'une façon presque unique. Ce n'est pas encore ici le lieu d'en parler.

En considérant notre climat, la fécondité de la plupart de nos terres, ces montagnes qui d'une part nous servent de frontières, & de l'autre placées au centre, distribuent des eaux dans toutes les parties de cette heureuse contrée, l'industrie & l'activité naturelle aux habitans, la fécondité de leurs femmes, & autres avantages physiques, l'on conçoit aisément que la France doit être la patrie de la Population & de l'abondance.

Les eaux qui sortent des montagnes, qui arrosent de toutes parts les vastes Provinces de ce Royaume, forment les rivières & les fleuves qui les portent à la mer. Il n'est presque aucune de ces eaux, qui par le travail le plus simple, & le soin seulement de les reprendre assez haut & d'en détourner une partie pour les répandre sur les terres, ne fertilisassent les campagnes qui en paroissent les plus éloignées. Les Chinois, peuples chez lesquels il est de fait, malgré les relations exagérées, que presque tous les arts sont inconnus, ont néanmoins sur l'article de l'Agriculture des lumières pratiques qui nous feroient honte, d'autant plus que toutes leurs machines sont simples : ils élèvent les eaux par des roues, & les transportent sur leurs campagnes. Où voit-on de ces machines-là en France ? Et dans quel pays du monde auroit-on plus de facilité pour cela ?

Le célèbre constructeur du canal de Languedoc, homme auquel la patrie devoit des statues, n'a formé les bassins qui fournissent à la navigation immense & continuelle de son canal que de ruisseaux recueillis dans les montagnes, & qui se perdoient dans les vallées, sans que personne en profitât.

D'autre part, la température du climat permet que dans toutes les Provinces du Royaume on puisse cultiver les productions utiles ou agréables des quatre parties du monde, de façon qu'elles y viennent comme dans leur patrie naturelle. Le détail à cet égard seroit superflu.

La nature des terres enfin est telle en France, qu'à la réserve de quelques dunes au bord de la mer, & de quelques roches escarpées en petit nombre, il n'y a peut-être pas un pouce de terrain qui ne pût être mis en valeur.

On fait l'offre que firent les Maures chassés de l'Espagne, de venir habiter les landes de Gascogne, & l'on est aujourd'hui surpris du refus qu'on leur fit de ces déserts. Il faudroit se transporter aux tems, avant de blâmer un gouvernement aussi éclairé que celui d'Henri IV. & de son Conseil. L'autorité Royale n'étoit pas alors aussi reconnue, & la police aussi-bien établie qu'elle l'est aujourd'hui. A regarder les choses de ce sens-là, une colonie de huit cens mille âmes étoit un peu forte pour un Royaume qui renfermoit encore le germe des troubles civils. Cependant Sully, le grand & digne Sully, qui voyoit tout, & dans le présent, & dans l'avenir, vouloit qu'on les reçût. Si pareille chose arrivoit aujourd'hui, il y a apparence que les Sous-Fermiers de la Capitation l'emporteroient au Conseil. Mais en supposant que des raisons contraires prévalussent, & que les Anglois & leur naturalisation leur fermaient leurs portes, je doute que le Roi de Prusse les laissât retourner en Afrique.

Quoi qu'il en soit, ces terribles landes, où l'on ne découvre trace d'homme que par des sentiers pendant quarante lieues de pays, seroient

aujourd'hui habitées autant qu'aucune autre contrée du Royaume ; & qu'on ne m'oppose pas que je mets ici en fait ce qui est en question. Ces landes portent des pignadas ou bois de pins très-beaux, mêlés de chênes blancs : elles sont presque par-tout couvertes de brandes fort élevées. Toute terre qui porte, peut être fécondée par la culture & l'engrais, & fournir aux nécessités de l'homme. L'air, dit-on, y est fort mal sain, ainsi que les eaux ; mais il y vit des habitans, quoiqu'en petit nombre : les bestiaux y sont petits ; mais ils peuplent considérablement : & d'ailleurs cette température vicieuse ne pourroit-elle pas être corrigée par l'écoulement donné aux eaux pluviales qui séjournent tout l'hyver dans ces plaines sabloneuses ? Enfin, j'ai vu moi-même dans un enclos à portée d'une des huttes de ces bonnes gens, le bled de très-belle espèce fraîchement coupé & encore entassé en gerbes dans les sillons, tandis que le petit mil ou millet succédant à cette récolte, étoit déjà haut de plus d'un pied & demi. Ce double produit me parut un phénomène ; mais mon étonnement ne venoit que de mon ignorance, & de ce que je ne savois pas qu'ils sèment au pied du froment cette espèce de petit bled qui leur fait un double produit, & les sauve de la disette, en cas que la grêle ou quelque autre malheur détruise la première récolte.

Conséquemment ces terres sont propres à produire. Il n'en est aucune de laquelle l'homme ne tire des richesses. J'ai déjà cité l'exemple du terroir de Marseille ; je pourrois citer encore les environs de Paris. Les plaines de Grenelle, du long boyau, de Saint-Denys même, & les environs de Versailles ne porteroient seule-

ment pas des brandes, si elles étoient éloignées de l'habitation des hommes. La preuve en est dans la nature de la terre & dans celle des gazons mouffeux qui bordent les avenues des maisons & chemins. L'extrême Population seule & l'abondance des engrais qu'elle occasionne, forcent la nature marâtre à s'y montrer dans toute la pompe de la fertilité.

Je le répète donc, il n'y a pas un seul canton du Royaume où, proportion gardée & relativement aux besoins du pays, tant pour sa consommation intérieure que pour son exportation extérieure, on ne pût porter au même point la production & les efforts de l'Agriculture. Petit à petit nous en viendrons aux moyens, & dans la totalité de ces réflexions on trouvera, à ce que j'espère, que je ne systématise sur rien, & que je n'offre que des objets d'une utilité première, & des moyens faciles.

Aux avantages du sol & du climat s'en rapportent plusieurs autres, dont l'expérience seule nous montre la connexité avec ceux dont nous traitons tout-à-l'heure.

Nos montagnes, par exemple, heureux réservoirs de la nature, outre les avantages déjà cités, comme le nombre des sources, l'abondance des pâturages & des bestiaux, en ont encore de plus remarquables. La fécondité de l'espèce humaine n'est nulle part plus marquée que dans ces âpres retraites. Les hommes rendus laborieux par la difficulté, non-seulement exposent à nos yeux des prodiges d'Agriculture, mais encore sortant en forme de colonies de leurs pays quand les neiges mettent fin à leurs travaux, ils descendent de toutes parts dans les plaines, & leur laborieuse & frugale économie

met à contribution non-seulement les contrées voisines , mais les plus éloignées , & jusqu'aux pays étrangers.

Les habitans des pàys de Comminge & de Foix se répandent pendant l'hyver dans les plaines du Haut-Languedoc & de la Gascogne. Les Auvergnacs , les Limosins , les gens de la Marche inondent tout le Royaume , & font jusqu'en Espagne tous les gros travaux. On voit partout , sous le nom de Savoyards , les montagnards du Dauphiné & de la Provence. Ces gens-là multiplient à l'infini ; le travail ne les lasse jamais : ils vivent de si peu , qu'ils amassent des sommes considérables des plus petits gains multipliés ; & l'air de santé qu'on leur voit à tous , prouve que le régime le plus dur , quand il est volontaire , est le plus salutaire à l'homme.

D'autre part , quel genre d'industrie possible ne germe pas dans cette nation active ! Egalement propre à tous les arts libéraux & mécaniques , elle renferme dans son sein une multitude de nations différentes , réunies par une longue habitude de reconnoître une même domination & de concourir aux mêmes objets relatifs ; mais qui cependant diffèrent entre elles de génie , de tempérament & de propriétés : de sorte que fraternisées d'une part entre elles par le gouvernement & le mélange inévitable entre les différentes parties du même Etat , elles participent d'autre part à toutes les propriétés des nations étrangères par le moyen des diverses Provinces qui sont limitrophes de chacune d'elles. Ainsi le Provençal a le feu & la vivacité de l'Italien , le Haut-Languedocien participe en quelque sorte de la gravité Espagnole , le Breton tient de l'Anglois , le Flamand du Ba-

n'a point de territoire, il est inutile de lui enseigner à le cultiver : la Hollande prise dans l'état où vous me la citez, n'est qu'une ville entière, telle que je les demande, comme je le dirai ailleurs, c'est-à-dire, situées à portée des exportations & importations étrangères, & où tout le monde est occupé à vivre de son travail & non de ses rentes : mais doutez-vous que si nous donnions aux Hollandois la plus rude de nos montagnes ou la plus aride de nos landes, elle ne fût bientôt en rapport ? En ce cas, vous ne connoissez guères cette nation industrieuse & intéressée.

Ces considérations me jetteroient hors de mon sujet actuel : elles viendront en foule dans le tems, & se rangeront par classe selon l'ordre des matières, autant du moins qu'il m'est possible d'en mettre dans ce que j'écris. Venons maintenant aux points principaux de ce premier livre, & considérons quels sont les inconvéniens qui font languir l'Agriculture parmi nous ; ensuite nous traiterons des moyens de l'encourager.

CHAPITRE V.

Inconvéniens qui font languir l'Agriculture.

LA prospérité est aux Etats ce qu'est la maturité aux fruits de la terre ; elle en annonce, elle en nécessite presque la putréfaction. Nous avons dit que l'inquiétude est inhérente à notre substance, & fait partie de la nature humaine : le propre de l'inquiétude est de cher-
cher

cher toujours le mieux, & la recherche du mieux nous pousse au delà du bien. Plus on court après le premier, plus on s'éloigne du second; la même action des ressorts physiques, qui a changé la verdeur en maturité, pousse celle-ci jusqu'à la pourriture.

En conséquence, le premier état de l'homme, qui est l'Agriculture, étant pour lui le point du bien, il est tout simple que son inquiétude l'en arrache. Plus il s'en éloigne, plus il croit approcher du mieux, & plus en effet il dépasse le bien; ce qui est pis encore que de n'y pouvoir pas atteindre. Considérons maintenant, à l'appui de ces généralités, en combien de façons la prospérité de l'Etat a fait parmi nous décheoir l'Agriculture.

Plus une société s'étend, plus elle est tranquille au-dedans, plus elle est vivifiée par différentes sortes d'industries, & plus aussi le jeu de la fortune y a de liberté. Dès lors les grandes fortunes deviennent des colosses, & les gros héritages absorbent les petits. Quelle différence cependant de la fertilité d'un petit domaine qui fournit à la subsistance d'une famille laborieuse, à celle de ces vastes campagnes livrées à des fermiers passagers, ou à des agens paresseux ou intéressés, chargés de contribuer au luxe de leurs maîtres plongés dans la présomptueuse ignorance des villes. *Laudato ingentia rura*, disoit Virgile, *exiguum colito*.

Le territoire d'un canton ne sauroit être trop divisé : c'est cette répartition, cette différence *du tien* au mien, principe de tous les maux, disoient autrefois les Poètes, qui fait toute la vivification d'un Etat.

Je me promenois un jour sur une terrasse rustique.

I. Partie.

E

tique; deux voyageurs passoient au bas dans le chemin: Je parie, dit l'un, regardant un enclos qui étoit au-dessous, que ce bien appartient au Seigneur. Oui, Monsieur, se hâta de dire un paysan, qui peut-être de sa vie n'avoit trouvé occasion d'enseigner que cela. (Nous aimons tous à endoctriner, & peut-être en suis-je moi-même en ce moment un exemple assez ridicule.) Je m'en étois bien douté, reprit le voyageur, à le voir couvert de ronces & d'épines. Je fus un peu honteux; car j'étois ce Seigneur-là: mais je me corrigeai en subdivisant mon enclos à plusieurs paysans qui y devinrent laborieux, déracinèrent les épines, y ont bien fait leurs affaires, & doublé mon fonds.

Les gros brochets dépeuplent les étangs; les grands propriétaires étouffent les petits. Qu'une terre dans une province éloignée tombe par héritage dans une grosse Maison, toute une famille de gens de condition y vivoit honnêtement, élevoit ses enfans, les pouissoit au service, entretenoit maisons & jardins, & consommait le revenu dans le pays; au lieu de cela, c'est une goutte d'eau dans la rivière: à peine l'Agent a-t'il dequoi s'entretenir: les chouettes s'emparent du donjon, les colimaçons du jardin; on coupe les bois, & le nouveau Seigneur n'en est pas plus riche.

Quand dans un Etat il arrive que par quelque exception fondée sur la stérilité naturelle du sol, ou sur l'éloignement du séjour des grands propriétaires, les terres se trouvent réparties en différens petits héritages, chaque ménage tire de sien des ressources qui le font vivre de ce qui ne seroit pas même fumier dans un grand: les fruits réels paient les charges de l'Etat; l'industrie &

l'économie font vivre le propriétaire cultivateur qui croit devoir sa subsistance à son champ, & qui l'en estime davantage. Mais, au contraire, plus ces petits héritages engloutis, pour ainsi dire, dans les grands, perdent de cette fertilité que leur donnoit la présence & l'attention continuelle du maître, plus la subvention due à l'Etat devient à charge au propriétaire déjà dévoré par tous les sous-ordres du luxe & de la paresse; plus en conséquence, la valeur des terres baisse dans l'estime publique & particulière. Or, s'il est vrai que plus nous prisons une chose, plus nous y donnons de soins; s'il l'est encore, que la terre ne peut valoir que par nos soins & notre travail; qu'on juge quel vice c'est dans un Etat, que la diminution de la valeur des terres dans l'estime publique. Qu'on réduise au produit de cette spéculation simple, & dont la démonstration est sous les yeux de tout le monde, l'estime que méritent les soins d'un Gouvernement éclairé, qui au lieu de tendre par tous moyens doux à la subdivision des fortunes & héritages, autoriseroit & appuyeroit au contraire les réunions de convenance, & pousseroit l'imprudence jusqu'à forcer celles qui sont sous sa main. Un Bénéficiaire, un Dignitaire demande & motive par les raisons les plus spécieuses, la réunion à sa place de plusieurs autres Abbayes ou Bénéfices qui sont à sa bienséance; il fait en cela sa charge; peut-être fait-il aussi le bien de son Eglise; mais il ne fait assurément pas celui de l'Etat : on démolit d'antiques monumens, dont l'entretien auroit été à charge au nouveau propriétaire : on retire dans les villes des Desservans qui faisoient vivre la campagne, ou, pour mieux dire, on les fait rentrer dans

la terre ; car leur dépouille n'accroît point le nombre , mais seulement les commodités de ceux qui les engloutissent : l'État y perd des sujets , la campagne des habitans aisés , si nécessaires à l'entretien du pauvre , & la terre l'œil du maître.

Il n'est rien de si fou que la raison humaine ne puisse regarder comme sagesse. Un tems viendra peut-être où l'on verra des bureaux , dont les fonctions pourroient être exprimées par ce titre : *Tribunal de la dévastation*. L'objet en seroit de détruire des maisons ruinées , & d'en réunir les revenus à d'autres plus dignes d'être conservées. S'il nous est permis de pousser plus loin la prévoyance , nous pourrions presque prédire les moyens habiles & sûrs dont on se serviroit pour former le tableau des proscriptions. On écriroit d'abord dans les Provinces que le dessein du Gouvernement est d'aider les maisons obérées , & par cette ruse aussi utile que noble , on obtiendrait un état des revenus & des dettes de chaque maison ; état fidèle sans doute comme le moyen qui l'auroit procuré. Sur cela la fatale liste seroit dressée précisément dans la direction contraire à l'objet de tout bon Gouvernement , qui est d'appuyer le foible contre le fort ; au lieu qu'ici les maisons protégées seroient aidées de tout le poids de l'autorité à envahir les biens des maisons voisines. Mais si jamais nos neveux voient établir le funeste abus d'une politique destructive , voici à peu près les raisons dont ils pourroient combattre cet étrange système. Vous soutenez , diroient-ils à ses Auteurs , que tant de Maisons religieuses multiplient inutilement le célibat , qu'elles sont à charge à l'Etat à qui elles demandent sans cesse *des secours* ; que ruinées par les révolutions pas-

fiées, la misère y introduit le relâchement, & qu'elles scandalisent au lieu d'édifier; que la plupart soumises à des Supérieurs incapables de se conduire eux-mêmes, affectent une indépendance des Supérieurs Ecclésiastiques, qui est de mauvais exemple; qu'elles vivent enfin misérablement & dans la paresse. Reprenons chacune de ces objections. A l'égard du célibat, vous ne supprimez encore que des maisons de filles, & je vois dans l'Etat six fois plus de filles nubiles que d'hommes qui veulent se marier. Elles sont à charge à l'Etat? qu'il supprime entièrement ses secours: les maisons qui ne peuvent s'en passer, tomberont d'elles-mêmes, ou chercheront d'autres ressources dans leur travail, dans l'ordre & l'économie de l'intérieur. Dans toutes les autres classes de citoyens, le Gouvernement s'embarrasse-t'il d'examiner si plus de gens embrassent une profession qu'elle n'en peut nourrir? La réforme se fait d'elle-même, & le nombre s'en proportionne bientôt tout naturellement aux moyens de subsistance. Quant au relâchement, c'est à la police Ecclésiastique & civile à y pourvoir: il est plus aisé de les soumettre aux Supérieurs les plus dignes, que de les détruire; & pour ce qui est de la paresse monastique, je la crois au moins aussi établie dans les maisons riches, que dans les pauvres. Si cela est ainsi, c'est un vice qui tient au relâchement auquel nous avons pourvu-ci-dessus. Voilà vos raisons combattues, daignez maintenant écouter les nôtres. Ces Maisons que vous supprimez, servoient de retraite pauvre, il est vrai, mais à de pauvres filles élevées pauvrement, & conséquemment tout à cet égard se trouvoit de niveau & à sa place, au lieu qu'elles

n'ont pas de quoi se faire admettre dans celles que vous conservez. Elles élevoient les filles du bourg & du voisinage, dont elles se chargeoient pour de très-petites pensions; & c'est quelque chose que l'éducation, même telle quelle, pour qui n'est pas en état d'en recevoir chez soi, ni de s'en procurer dans les grosses Maisons. Ces Maisons pauvres entretenoient des bâtimens que vous ne sauriez réunir à celles qui les dévorent, & qui devenus inutiles dans des lieux déjà mal habités, ne font qu'accroître les ruines. D'entre leurs revenus même les plus solides, la plupart viennent à rien entre les mains de possesseurs plus éloignés & moins attentifs : ce sont de petites rentes qui souvent ne valent pas les frais de collecte; des enclos très-rapportans en ce qu'ils fournissoient à leur subsistance, devenus friches par la chute de la maison, &c. les petites libéralités des parens & leur industrie faisoient le reste : de ces Maisons, les unes élevoient des vers à soie, d'autres faisoient des ouvrages à la main, des liqueurs, des toiles, &c. Tous ces menus détails sont des riens; mais n'aurez-vous d'attention à ces riens que pour les détruire? Oh! réformateurs à coups de coignée, vous êtes les plus mal-habiles des jardiniers.

Cette digression qui m'a mené loin, paroitra déplacée d'abord & prématurée ensuite; mais j'en crois le fonds de quelque importance, & peut-être l'aurois-je oublié ailleurs. Revenons.

Les grandes fortunes sont cependant, comme je l'ai dit, une suite naturelle de la prospérité d'un Etat; l'accroissement des besoins du Fisc & des facilités qu'il a d'étendre ses rameaux sur tout le territoire, en est pareillement un effet nécessaire, d'où s'ensuit que, par un enchaînement

simple, le discrédit des terres naît, si l'on n'y prend garde, de la prospérité même d'un Etat.

Il est des Pays où l'industrie du Fisc a, pour ainsi dire, fasciné les yeux du Cultivateur au point qu'il se regarde encore comme propriétaire absolu, tandis qu'il n'est pas même Fermier à titre honnête. Ce doit être le *nec plus ultra* de l'organisation des finances : une entreprise, une opération de plus, peut tout-à-coup défilier les yeux, ou du moins jeter, par ses effets, dans l'accablement.

Le Mogol est propriétaire des terres dans son Empire immense semé de déserts, & le peu de sujets qui lui restent, eu égard à la Population des Pays vivifiés, vit au jour le jour, & enterre l'or qu'il a pu ramasser, sans se soucier de rien édifier ni planter.

Du discrédit des terres, dont je traiterai plus au long ci-dessous, naît naturellement le dégoût de la profession d'Agriculteur. L'économie de campagne, sorte de travail également attrayant & actif, n'offre ni à l'ambition l'espoir d'une fortune rapide, dont on voit tant d'exemples dans un grand Etat, ni aux passions l'appas trompeur des voluptés, les distinctions promises à la politesse & aux Arts. L'urbanité une fois établie primera toujours parmi les hommes : le citadin se met au moins à son aise avec l'Agriculteur, celui-ci sera au moins embarrassé devant le citadin ; l'homme cependant aime à primer. Ainsi donc la cupidité, la paresse & l'orgueil sont d'accord pour faire mépriser la profession d'Agriculteur dans un grand Etat.

Une fois en voyageant bien loin, je me trouvais par hasard dans un Royaume où, sans le savoir, l'on alloit à peu près ce train-là. J'y vis

un homme considérable qui cherchoit en même-tems un Secrétaire pour lui & un Econome pour faire aller une terre voisine de la Ville où il habitoit, & où il vouloit entretenir un gros ménage d'Agriculture pour en tirer ses provisions. Pour le premier de ces deux emplois, il se présenta une infinité de jeunes gens bien mis, bien élevés, ayant fait leurs études, & avec des connoissances sur l'histoire, &c. la plus belle main du monde, sachant faire des lettres sur un mot, enfin tout ce qu'il falloit, & cela à choisir pour 500 livres. Quant à l'Econome, il ne lui vint que des crasseux, des ignorans & des fripons: un seul me parut entendu, homme de bon sens & capable; mais il demandoit 1500 livres d'appointemens. Peuple de Caméléons, leur dis-je, vous prétendez donc un jour vivre de l'air?

D'autre part, l'administration d'un grand Etat incline naturellement vers des vices de constitution qui inquiètent sans cesse le laboureur, & le gênent jusques dans le choix de son travail & le débit de ses fruits. Nous traiterons ailleurs cette matière au long.

Je conversois un jour avec un homme qui disoit avoir été condamné en Afrique à chercher une route pour traverser cet immense continent. Il passa quelque tems parmi les peuples barbares de cette contrée, & s'étant sauvé depuis, il prétendoit avoir trouvé des traces qu'il y avoit eu autrefois quelques sortes de notions chez ces peuples qui ont à peine aujourd'hui figure d'hommes: il assuroit qu'ils avoient jadis connu l'Agriculture & le travail; mais que bientôt on la leur fit oublier par deux arrangemens politiques dignes de l'entendement actuel de ces peuples malheureux. L'un étoit qu'aussi-tôt qu'un

propriétaire faisoit quelque nouvel établissement sur son fonds, qu'il y bâtissoit, plantoit, &c. les Receveurs de l'Etat grossissoient la cote proportionnelle de cet homme, comme étant plus en état de la supporter qu'un autre. Le second arrangement étoit que sous prétexte de conserver les denrées dans l'Etat en cas de famine, il étoit défendu non-seulement d'en faire sortir de chez eux, mais même d'en faire passer d'une Province à l'autre sans des permissions nécessairement sujettes à toutes sortes de monopoles; de façon que quand les grains étoient communs, les insectes si voraces en Afrique, les mangeoient dans les greniers, & quand ils étoient rares, le profit étoit pour les monopoleurs, & la disette pour tout le monde. Cela découragea le peuple, qui redevint Hottentot. O cerveaux brûlés, m'écriai-je, que nous sommes heureux de vivre dans des climats où l'on ait le sens commun, & où l'on sache s'en servir!

Nous l'avons dit, le *plus ultra* est la devise de l'homme: ses desirs le déplacent au physique ainsi qu'au moral. Le villageois habiteroit un bourg, s'il pouvoit perdre son champ de vue; le bourgeois n'aspire qu'à s'établir à la ville, & l'homme de ville envie le sort de l'habitant de la capitale. Ce désir universel tend cependant, comme je l'ai dit ailleurs, à faire perdre à l'Etat la forme de pyramide pour prendre celle de cône renversé. La prospérité d'un Etat aide encore à cette fâcheuse propension.

L'étymologie du mot nous apprend qu'une Capitale est aussi nécessaire à un Etat, que la tête l'est au corps; mais si la tête grossit trop, & que tout le sang y porte, le corps devient apoplectique, & tout périt.

Chaque propriétaire de terres doit une portion de son produit au Souverain ou à l'État. L'industrie de chaque homme lui doit encore plus ou moins selon les loix ou usages fiscaux d'un pays, par les droits établis sur les consommations, sur les exportations, sur les matières premières, sur les ouvrages, &c. Toutes ces sommes immenses relativement à tout autre revenu dans l'État, sont en partie consommées dans la Capitale. Les grands Officiers de la Couronne ou de l'État; les Officiers des Tribunaux supérieurs & autres Employés dans le nombre infini de Charges que demande l'organisation supérieure, y résident nécessairement, & conséquemment y consomment non-seulement le produit destiné à leurs appointemens & profits, mais encore celui de leurs propres fonds: ajoutez encore le produit qui subvient aux fraix de l'éducation des enfans, &c. tout cela fait un bloc prodigieux, & qu'il est bien difficile de tenir dans la proportion nécessaire à l'harmonie, relativement à la force constitutive des autres lieux qui devroient former des échelons proportionnés pour arriver à la Capitale.

Que fera-ce donc, si en abandonnant les Provinces à une sorte de dépendance directe, & ne regardant leurs habitans que comme des re-gnicoles du second ordre, pour ainsi dire, si en n'y laissant aucuns moyens de considération & aucune carrière à l'ambition, l'on attire encore tout ce qui a quelques talens à cette Capitale? Si, par une continuation d'aveuglement, on ouvroit la porte aux évocations des Tribunaux des Provinces à la Capitale; si l'on y prodiguoit les recompenses aux moindres services, soit d'utilité, soit d'agrément; si l'on permet-

toit enfin que par une infinité de petites séductions de détail, l'inférieur en Province eût toujours le droit de tenir tête à son Supérieur, pourvu qu'il eût quelque connoissance en sous-ordre dans les Employés au détail du Gouvernement ; si le moindre Bourgeois ou Officier pouvoit parler au loin *d'écrire en Cour, &c.* dès lors, par un bout ou par l'autre, tout tendroit à cette Capitale qui étoufferoit du sang arrêté dans les autres parties.

Si d'autre part, sous prétexte de veiller à leur perfection, on y attiroit les manufactures, au lieu de les répandre dans les lieux où la vivification, nécessaire par-tout, n'a aucune des ressources ci-dessus ; si l'on y établissoit les maisons communes de charité & de retraite, au lieu de les envoyer aux lieux où le produit est plus abondant, & la consommation moins assurée, l'accroissement de cette Capitale feroit sans bornes, & cet accroissement devoit être pris pour une preuve d'abondance dans l'Etat, à peu près comme d'énormes loupes le sont de la santé du corps.

La prospérité d'un Etat établit dans son sein une infinité de rameaux d'industrie & de natures de biens, qui tous paroissent au premier coup d'œil plus commodes & plus disponibles que ne l'est la possession des terres ; appas trompeurs qui séduisent & détournent l'humanité en général. L'homme toujours prompt à se redresser, ne semble pouvoir être courbé vers la terre que par la nécessité.

Les propriétaires des terres qui supportent d'abord les plus grandes & les plus onéreuses des charges publiques, & qui sont moins en état de s'y soustraire que personne, qui du se-

cond bond , ressentent le contre-coup nécessaire de toutes celles qui sont établies sur les consommations , sur les débouchés , entrées , &c. ont encore une infinité de fléaux & d'embaras que n'ont point les rentiers & possesseurs de toute autre sorte de biens fictifs & de revenus réels. Les intempéries du climat & les incertitudes des saisons qui souvent au dernier jour , détruisent toutes leurs espérances , sont d'abord un poids toujours plus incliné du côté de la crainte que de celui de l'espérance. Cet article , dira-t'on , regarde plus les entrepreneurs de leurs revenus nommés *Fermiers* , que les propriétaires. Mais outre que je considère ici le propriétaire dans son état primitif , il est toujours vrai de dire que le fermier proportionne sa rente aux risques de son entreprise , & conséquemment que ces risques sont toujours à la charge du propriétaire. J'en dis autant des mortalités de bestiaux ; fléau qui diminue le fonds de moitié , & souvent du tout , si le propriétaire n'a des fonds en réserve pour remonter ses étables. Ajoutez à cela l'assujettissement , les procès & autres embarras. Tout concourt dans l'Etat politique , tel qu'il est aujourd'hui constitué chez les nations policées , à rendre le sort du propriétaire des terres plus malheureux ; proportion gardée , que celui de tous les autres membres de l'Etat.

Il est en conséquence très-commun d'entendre dire que tout homme , quelque riche qu'il soit , ne sauroit jouir d'une certaine aisance , si tout son bien est en fonds de terre. La chose n'est que trop vraie , attendu la folie & la vanité des propriétaires , qui dépensent toujours *plus* qu'ils n'ont. Il est même très-certain que

tandis qu'un rentier qui montera exactement sa dépense sur ses revenus, se soutiendra long-tems sur le même pied, sans être obligé d'altérer ses fonds; son voisin, dont le revenu est en fonds de terre, ne fera pas dix ans sans manger un tiers de son fonds, s'il a fait le même calcul, attendu que les cas fortuits, les réparations, &c. enlèvent souvent un quart, & quelquefois la moitié de ses revenus, & que la dépense allant toujours, nécessairement la boule de neige grossit.

Mais ce n'en est pas moins un mal que cette opinion se soit établie. Elle n'a au fond que l'apparence qu'on peut détruire par mille raisons tout autrement réelles.

1°. Il est dans la nature de l'homme de travailler solidement, & de chercher à se perpétuer dans ses propres ouvrages. Plus l'on remonte aux premières institutions de l'humanité, plus l'on en trouve des preuves; & ce principe ne peut être disputé. La frivolité de la nation d'une part, l'abondance de l'or, grand corrupteur de la nature de l'autre, semblent nous avoir entièrement inclinés vers l'intérêt personnel & momentané, qu'on appelle jouissance. On place son bien à fonds perdu, on bâtit, on se meuble, on vit enfin uniquement pour soi; mais cet *on* que j'admets ici, & qu'un petit nombre d'individus habitans de cette folle Capitale regarde comme général, est cependant très-rétréci. Les Provinces entières, & à Paris même tout ce qu'il y a de gens de travail, d'honnêtes bourgeois, d'hommes d'une profession grave, de noblesse attachée à son nom & à sa famille, tous les honnêtes gens enfin, loin de suivre cette méthode monstrueuse d'é-

teindre son patrimoine en même-tems que le dernier flambeau de ses funérailles, ne la tolèrent que dans les gens qui n'ayant point d'enfans ni de suite, & disposant d'un bien qu'ils ont aquis, se procurent une aisance qu'ils supposent nécessaire, & dont ils n'ont de compte à rendre à personne. Mon dessein n'est pas ici de blâmer; mais je dis que chacun aime à placer solidement sa fortune, & l'on convient qu'il n'y a pas de possession plus solide que les terres une fois bien liquidées. Rien n'emporte le fonds en totalité, & au pis aller, dans des tems de calamité elles offrent un asyle & une subsistance assurée, qui peuvent manquer au possesseur de tout autre sorte de biens.

2°. Elles donnent toujours une sorte de lustre & de rang, indépendamment de la prééminence & juridiction des fiefs sur leurs habitans; invention qui, quoique Gothique, n'en est pas moins admirable, par mille raisons qui ne sont pas de mon sujet actuel. Le propriétaire des fonds a naturellement une juridiction de dépendance sur les cultivateurs, une considération & un rapport naturel dans le pays, au lieu que le possesseur de contrats n'est connu que du Procureur qui veille à la conservation de son hypothèque; & l'homme dont le bien est en maisons, n'a de relation pour cela qu'avec son Entrepreneur Maçon, & le Notaire qui passe les baux.

3°. Le prix des terres & leur valeur doit naturellement recevoir une augmentation proportionnelle à celle du prix des denrées. Tel homme acheta, il y a cent ans, une terre cent mille livres : si ses enfans la possèdent aujourd'hui, elle vaut presque le double, toutes autres choses étant égales, & le revenu en a monté presque

dans la proportion. Si, au contraire, cet homme eût fait un contrat à six pour cent, sorte d'intérêt alors usité, son contrat, supposé qu'il subsiste encore, chose presque inouïe, a d'abord certainement diminué au taux du Prince d'un sixième de revenu, & par conséquent de fonds. Il y a grande apparence qu'il diminuera dans peu d'un cinquième encore, en supposant qu'il ait échappé à la révolution du système qui a mis à trois, deux, & quelquefois un pour cent, tous les contrats qui ont été conservés; mais en admettant qu'il eût échappé à toutes ces révolutions, chose impossible, six mille livres de rente, il y a cent ans, valaient mieux que douze aujourd'hui, tant à cause du haussement du marc d'argent, que relativement à celui du prix de toutes les denrées & marchandises. La moitié de la fortune de cet homme s'est donc fondue par le laps de tems.

4°. Chacun compte sur son industrie. Il est certain que les terres offrent un vaste champ d'amélioration; on jouit de ce qu'on espère presque autant que de ce qu'on possède; & dans le fait, l'homme le moins entendu n'a qu'à se prêter aux vues des colons & habitans de la campagne, mettre les profits de son économie sur son fonds, il en doublera & triplera le produit bien plus rapidement que ne pourroit faire le plus avare possesseur de contrats, en employant les revenus à en faire d'autres.

5°. Il y a toujours des profits & des revenus-bons dans les terres, & jamais dans les autres biens: des ventes de bois, des mutations de fiefs, &c. font des ressources inconnues ailleurs, & qui sont souvent de la plus grande utilité.

6°. Enfin, un contrat, ou tout autre empla-

cement est sujet au remboursement, s'il est bon, dans le tems où le remplacement est le plus difficile, & à la banqueroute, s'il est mauvais, sans qu'on puisse jamais exiger son fonds quand on en auroit besoin. On ne sauroit lier les mains d'un héritier dissipateur sur des effets de cette espèce; on ne peut les perpétuer dans sa famille. En un mot, toutes les raisons solides sont pour la propriété des terres, & l'on ne finiroit pas si on vouloit les énumérer en détail.

Cependant sans s'arrêter à l'opinion publique, article sur lequel tout le monde est sujet à se méprendre, le fait parle & nous indique le vrai dans ce point-ci. Que le Clergé, que les Pays d'Etats, que les Princes & les Particuliers même cherchent des emprunts, la foule y est, & c'est à qui prendra date pour être reçu à porter son argent. On sait pourtant que les placements les plus solides en France deviennent chaque jour moins sûrs, en proportion de ce que la somme des engagemens s'accroît. D'autre part, les plus belles terres sont dans les Affiches, & cela à choisir en tout genre, Pays & coutume, & l'on ne vend rien ou difficilement. Ce n'est plus aujourd'hui le tems de dire que les gens à argent n'osent faire des placements d'éclat : chacun ose & jouit maintenant à sa guise du fruit de ses travaux & de son bonheur; mais le fait est qu'on ne veut point des terres. Examinons en passant les causes de cet engourdissement si fatal à l'Etat.

La première, sans contredit, & la plus réelle est le prodigieux gonflement de la Capitale; tout l'argent y vient par les raisons déduites ci-dessus. L'homme suit le métal, comme le poisson suit le courant de l'eau, & tout vient à Paris.

Les

Les délices & les préjugés de la Capitale tendent tous à établir la mollesse & l'éloignement du travail pour qui peut s'en passer. Les terres demandent des soins & quelque résidence du moins passagère; on ne veut point de cela : les campagnards sont si rebutans ; quelle société ! (car à force de parler société, nous deviendrons tout à fait infociables :) les parcs de nos peres sont si raboteux : point d'arbres en boule, ni de treillage en bois dans les dehors : moins encore d'entresoles, d'appartemens, de bains & de lieux à l'Angloise dans les maisons. Que faire sans tout cela ? Il s'agit donc de ce qu'une terre rend franc & quitte à Paris. L'ancien possesseur mettoit tout à profit, connoissoit son monde, organisoit sa besogne ; le riche qui lui succède, attend qu'on le vienne chercher, qu'on ait payé son portier & ses valets pour avoir audience de Monseigneur, & obtenir la ferme à bas prix. Ce ne sera point un économe & honnête laboureur qui se donnera ces mouvemens-là ; la Ville l'effraie, & l'insolence des sous-ordres le rebute : voilà donc un intrigant & souvent un fripon devenu fermier, & chargé en outre de la confiance du maître ; il fait la portion de l'Intendant, il envoie des pâtés au Maître-d'Hôtel & des fromages au Suisse ; tout chante ses louanges dans la maison. De son côté il fait où reprendre tous ces fraix, il vexe les habitans, excite des refus & des procédures qui produisent des non-valeurs ; article le plus rapportant de son compte. D'autre part, comme on s'en fie à lui, & qu'on n'y vient jamais, il arrive malheurs sur malheurs, cas fortuits, réparations, & le maître ne trouve au bout de l'an, que du papier en recette & dépense. Voilà pour les terres éloignées.

Celles qui sont à portée, ont l'honneur de voir le Patron : il arrive, l'avenue est trop étroite, & de côté ; il faut en marquer une autre, deux contre-allées, trente toises de largeur, & autant que la vue peut s'étendre ; le terrain d'une bonne métairie devient avenue, & le produit zéro. Le parc, les charmilles, le quinconge, le labyrinthe, les arbres en boule, autre zéro : trois cents arpens en ce genre, ne sont pas trop ; le potager étoit trop étroit, il faut des ados, des murs de partage, une pompe pour amener des eaux, des serres chaudes, une orangerie. Les terrasses sablées, les élagueurs, tondeurs, l'entretien de ces potagers dont il arrive quelques primeurs à la ville, le soin d'entretenir & ratifier toutes les allées du parc, de maintenir les pompes, &c. si tout cela ne coute que 10000 livres, ce n'est pas trop. Dans la maison, les meubles, les vernis, &c. demandent un Concierge. Si ce pauvre homme, sa famille & les fraix d'entretien ne coutent que cent pistoles, c'est bon marché. La terre valoit 15000 livres de rente, elle revient à 400000 livres avec les fraix ; on y en a dépensé 60 pour la rendre digne du maître ; le terrain mis en décoration, a diminué la ferme de 4000 livres ; il en coute onze d'entretien, reste à rien pour Monseigneur. Mais son voisin dans la place Vendôme, & lui-même quelquefois compte : Cette terre, dit-il, me tient lieu de 23000 livres de rente, & ne me rend rien, d'où lui & ses semblables concluent, *ce sont de mauvais biens que les terres.*

Une autre raison du discrédit des terres est le manque de confiance & de bonne foi : on s'en plaint, je crois, dans le commerce & partout ; mais cela n'est pas de mon sujet. Il est

de fait que jamais il n'y eut moins de confiance, parce que jamais il n'y eut plus d'or & plus d'avidité pour l'or chez les grands & les petits. Jamais aussi il n'y eut entre les propriétaires des terres & les cultivateurs moins de ces rapports d'intérêts & d'honnêteté, qui forment l'union & établissent la confiance.

On a beau dire; l'homme est un insecte de telle nature, qu'on ne sauroit tant le presser, qu'il ne se retourne pour piquer le talon qui l'écrase; mais il est pareillement sensible aux bienfaits, & il n'est férocité & malice humaine que la vertu & la bienfaisance n'apprivoisent.

Les gens de plume & d'écritoire qui ont, à force de projets, d'ordonnances & de réglemens, changé la constitution subalterne de l'Etat, & qui eux-mêmes enveloppés des foibles débris de leur édifice, ont aussi promptement que la haute Noblesse, fait place à tous les potirons que la haute faveur, l'intrigue, la rapine & l'industrie élèvent de toutes parts, ont établi un préjugé contre l'ancienne constitution de la Monarchie; & cette opinion de malice chez eux, l'est devenue d'ignorance dans tout le reste de la nation, & même parmi ceux qui y ont le plus perdu. Le peuple, disent-ils, avoit autrefois mille tyrans au lieu d'un maître. Si l'on entend par cet *autrefois* les tems du Roi Robert & de quelques-uns de ses successeurs, la chose ne peut être disputée; l'anarchie étoit générale, ainsi que la férocité: mais ces tems de convulsion pour le corps politique ne sont point ceux que nos docteurs ont en vue; il nous en reste trop peu de traces, & les malheurs d'un tel renversement de toute société sont trop reconnus pour qu'il soit nécessaire de les citer. Les siècles écoulés

lés depuis saint Louis jusqu'à nos guerres de Religion, sont plus débrouillés; & s'il étoit question de disputer sur la force intérieure de notre constitution d'alors, je défierois les Jurisconsultes les plus habiles en droit public, de m'y démontrer les maux de la tyrannie, dont les effets sont toujours parlans. Qui de nous se chargeroit aujourd'hui de faire dire à un Auteur Anglois ce que dit Mathieu Paris en parlant de saint Louis: *Le Seigneur Roi des François, qui est le Roi des Rois de la terre, tant en vertu de son onction céleste, que par la supériorité de sa milice....* Eût-on respecté de la sorte le Souverain d'un peuple livré aux brigandages de l'anarchie?

Le dénombrement de la France fait sous Charles IX. portoit * dix-neuf millions d'habitans, & celui fait sous Louis XIV. n'en donne que dix-sept. Nous n'avions cependant ni le Roussillon, ni le Bearn & la partie de la Navarre qui nous demeure, ni la Bresse, le Bugei, ni la Franche-Comté, l'Alsace & les trois Evêchés, la Principauté de Sedan; la Somme étoit notre frontière du côté de la Picardie. Le Royaume enfin étoit d'un grand cinquième moins étendu. L'on me dira que le dénombrement de Charles IX. étoit fautif; mais je répons que nous ne nous y prenons pas aujourd'hui de façon à en faire de plus exacts. Or, ou toutes les règles sont fausses, ou jamais un peuple tyrannisé ne sera nombreux.

Avant de finir l'article de l'anarchie des siècles passés, je prierai ceux qui regardent mon opinion comme un paradoxe, de rechercher dans les Auteurs instruits & contemporains de ces tems prétendus malheureux, l'opinion qu'on

* Voyez Bocalin.

avoit alors de la constitution de la Monarchie Françoisse, & de l'ordre qui regnoit au dedans. On en trouvera des traces dans plusieurs ouvrages. Je me contenterai de placer ici quelques endroits que j'ai notés autrefois en lisant les réflexions de Machiavel sur la première Décade de Tite-Live. On n'accuse pas cet Auteur d'être mal instruit; & si son cœur eût été aussi droit que son esprit étoit éclairé, sa réputation ne seroit pas étrangement mêlée. Tel qu'il est, son plan de politique n'est assurément pas de maintenir l'anarchie; & s'il est en quelques endroits pour le gouvernement violent, c'est au Prince & à la République qu'il le conseille, & toutes ses vues tendent à établir non-seulement la soumission, mais l'obéissance passive parmi les sujets. Écoutons-le parler cependant sur la France dans le quinzième siècle. Je n'ai pas tout noté dans le tems, & je n'ai pas aujourd'hui celui de relire.

Chapitre 16. Discours sur la première Décade. " C'est ainsi que subsiste le Royaume de
" France, auquel on ne vit en repos & en sû-
" reté que par le moyen des Loix qui y sont,
" lesquelles les Rois sont tenus de garder, &
" qu'ils gardent saintement.

Dans le Chapitre 19. " Delà je conclus qu'un
" Prince commun ou foible se peut bien por-
" ter après un excellent; mais deux ou trois
" semblables l'un après l'autre sans difficulté
" ruineroient tout, si ce n'étoit comme en
" France, où l'ordre & la police ancienne sou-
" tiennent le faix de la Monarchie.

Dans le Chapitre 58. " Ce Royaume-là (la
" France) est trop bien réglé & gouverné;
" même mieux, à mon avis, qu'autre qui soit
" dans l'univers.

Dans le Chapitre 10. du troisième Livre :

„ Les Royaumes ont aussi pareillement besoin
 „ de se renouveler & de ramener leurs Loix
 „ à leurs principes, & on voit le grand bien
 „ que cela rapporte au Royaume de France,
 „ qui est le Royaume qui vit sous les Loix &
 „ les Ordonnances plus que pas un autre, des-
 „ quelles les Parlemens sont les gardiens & les
 „ protecteurs, spécialement celui de Paris ; les-
 „ quelles sont renouvelées par lui toutes les
 „ fois qu'il fait une exécution contre un Prince
 „ du Royaume, & qui condamne le Roi en ses
 „ Arrêts.

Dans le 41. Chapitre : “ Ce que les François
 „ imitent en paroles & en actions, quand il
 „ est question de la Majesté de leurs Rois & de
 „ la puissance & autorité de leur Royaume ; &
 „ il n'y a rien qu'ils supportent avec moins de
 „ patience que de leur faire voir que tel ou tel
 „ moyen ne tourne pas à l'honneur du Roi,
 „ disant que leur Roi n'encourt aucune honte
 „ ni aucun deshonneur, quelque conseil qu'il
 „ suive, soit dans la bonne ou mauvaise for-
 „ tune, & perte ou gain. *Il n'importe, tout*
 „ *cela est ordonné par le Roi.*

Je laisse à considérer d'après ces citations, si
 notre Gouvernement de ce tems-là étoit regardé
 comme la réunion d'une infinité de petits ty-
 rans. Il est encore à remarquer que le commerce
 auquel les Florentins étoient très-adonnés, fai-
 sant en France tout celui de notre Royaume,
 les mettoit à portée de bien connoître nos mœurs
 & usages ; que Machiavel vivoit dans le tems de
 nos premières expéditions dans sa patrie ; qu'elle
 étoit alors République, forme de gouverne-
 ment qui tourne tous les esprits du côté de ces

fortes de recherches , & que Machiavel a toujours passé pour un des plus habiles hommes de son tems en ce genre.

Quoi qu'il en soit de mon opinion relativement à ce qu'on voudroit appeller le bon ordre & police, & qui, selon moi, ressemble assez à celle qu'on fait observer dans le Serrail; il est au moins certain que les Seigneurs d'autrefois demeurant dans leurs terres, ceux qui vexoient leurs habitans, les vexoient en personne & non par procureur, ce qui certainement vaut mieux; qu'ils consommoient sur les lieux le fruit de leurs prétendues extorsions, & ne souffroient pas que d'autres qu'eux les vexassent. Ceux, au contraire, d'un esprit solide & d'un caractère bienfaisant, ayant moins d'occasions de besoins superflus & plus d'objets de commisération devant les yeux, soutenoient, protégeoient, encourageoient les habitans de la campagne. Les pauvres, les malades étoient secourus du château; les orphelins y trouvoient leur subsistance, & devenoient domestiques. Il y avoit, en un mot, un rapport direct du Seigneur à son Sujet, & par conséquent plus de liens & moins de lésion de part & d'autre, sans celle du tiers.

En passant dans un canton de traverse en Querci, je m'arrêtai dans un assez gros lieu, où couloit un ruisseau considérable ou petite rivière que je remarquai toute pleine d'écrevisses. Je demandai à l'aubergiste combien de gardes avoit le Seigneur pour que la pêche fût ainsi conservée. *Ab! Monsieur*, me dit le bon homme, *ceci appartient à Mr. le Marquis de D. B. ce sont les meilleurs Seigneurs du monde que nous avons depuis deux cens ans, & qui viennent souvent dans le pays. Il n'y a pas un de nous qui, loin de*

lui rien prendre , ne fût le premier , en pareil cas , à dénoncer son voisin. Un homme de qualité d'une Province peu éloignée de celle-là, donna, pendant la disette de l'année 1747, le pain & le couvert dans ses granges à mille pauvres durant six mois. *Allez, mes enfans, leur dit-il à la Saint-Jean, allez tâcher d'en gagner. Je vais en ramasser pour l'année prochaine, si la disette dure.* Certainement cet homme, quoique d'un mérite & d'une probité distinguée, est un Seigneur Châtelain dans la force du mot : quelque bienfaisant qu'il puisse être, il n'eût jamais poussé jusques-là les effets de la commiseration, s'il eût habité à Paris.

Ne fût-ce enfin, comme je l'ai dit, qu'en faisant travailler de pauvres gens, les Seigneurs dans leurs terres faisoient des biens infinis. On fait à quel point étoit l'habitude, &, pour ainsi dire, la manie des présens continuels que les habitans faisoient à leurs Seigneurs. J'ai vu de mon tems cette habitude cesser presque par-tout, & à bon droit ; car tout bienfait doit être respectif ici-bas, & si la balance peut l'emporter, le surpoids doit être naturellement du côté le plus fort. Les Seigneurs ne leur sont plus bons à rien : il est tout simple qu'ils en soient oubliés comme ils les oublient : & qu'on ne dise pas que c'étoit un reste de l'ancienne servitude ; ou l'on se tromperoit fort, ou l'on parleroit de bien mauvaise foi. Dans les lieux où cela se pratique encore, ces bonnes gens & les plus pauvres, seroient très-mortifiés si l'on refusoit leurs présens, & plus encore, si par une éternelle proportionnée ou plus forte on prétendoit les indemniser ; je l'ai vu cent fois.

Les vestiges de la tyrannie de nos peres prou-

vent au moins que les paysans connoissent leur Seigneur, & en étoient connus. Or, quoi qu'on dise de la malice des hommes, c'est un axiome reçu & démontré par l'expérience, que ceux qui nous connoissent & ont quelque habitude avec nous, nous traitent moins mal que ceux pour qui nous sommes entièrement étrangers. Le sentiment & la réalité de ce principe est un des grands motifs du *dulcis amor patriæ*. Il s'enfuit delà que personne ne connoissant plus le Seigneur dans ses terres, tout le monde le pille, & c'est bien fait.

Une autre raison encore qui n'est qu'une branche de celle-ci, c'est la mutation presque continuelle des fiefs, & leur translation sur la tête d'hommes nouveaux.

Du petit au grand, de même qu'un Etat n'est jamais si ferme dans sa constitution que quand la succession y est perpétuée dans une même Maison, il en est ainsi de ses membres. Les considérations politiques ne sont pas de mon sujet actuel, je rampe & laboure la terre; mais je ne puis m'empêcher de dire, en passant, que le respect de la vieille souche, toutes autres choses étant égales, entretient la subordination & l'ordre parmi les habitans de la campagne. J'ai vu quelques exemples que je pourrois citer, de Communautes qui se sont rachetées de leur Seigneur qui vouloit les vendre, pour se rendre à lui. J'en ai vu mille désolées du seul bruit de ce changement, & plus encore, qui demeuroient tranquilles & ne dispuoient rien à leur ancien Seigneur, qui se sont jettées dans des procès infinis avec le nouveau. A plus forte raison, quand ce nouveau Seigneur est le petit-fils de Jacques un Tel, surnommé Lafontaine: il a beau dire que Mr. son pere

s'appelloit Monseigneur dans les Requêtes; les payfans ont l'oreille maligne & la mémoire bonne, & toujours répètent que leur Seigneur ne vaut pas plus qu'eux, & que s'il est plus riche, c'est qu'il a mieux su faire sa main; au surplus, qu'il n'a qu'à dîner deux fois.

De cette semence de mécontentement & de mépris nait bientôt la fraude & la rapine qu'ils se croient permises; & l'on ne sauroit croire combien cela nuit à la jouissance tranquille, & conséquemment au prix des terres, qui jettent nos Parisiens, les seuls riches du Royaume aujourd'hui, dans la nécessité de plaider au loin, ou de devenir clients à Paris, chose insupportable à un homme d'or accoutumé à la clientèle d'autrui.

Je n'examinerai pas si la surcharge des terres, & la façon d'y percevoir les impôts, n'est pas une autre cause de leur discrédit. J'ai déjà dit que je ne politiquois pas; & il y a à tout cela tant de pour & de contre, que je serois fort embarrassé. Je ne prétens pas cependant par ce pour & contre faire entendre que je connive en mon particulier à l'axiome des idiots, ou des gens de sac & de corde, qui prétendent qu'il faut que le payfan soit misérable pour qu'il travaille, sans quoi il devient paresseux & insolent. Outre l'indigne inhumanité d'un tel propos, que je suis obligé d'avouer à ma honte avoir ouï tenir plus souvent à la campagne qu'à la ville; propos auquel il n'y a rien à répondre que le mot de ce fameux Romain à son fils qui lui offrit de prendre une ville en perdant trois cens hommes : *Voudrois-tu être un de ces trois cens?* outre l'inhumanité, dis-je, il est de toute fausseté. La misère n'entraîne que le découragement, nous l'avons dit, & le découragement

la paresse. A cela ils répondent, qu'il faut un milieu ; & où est-il ce milieu , misérables aveugles ? Sera-ce vous , qui vous chargerez de le trouver ? Je vous répons , moi , qu'il y a long-tems qu'il est passé. Ils ajoutent que , quand les payfans sont bien , ils ne veulent plus travailler. Je me rappelle qu'ayant un jour disputé sur cette révoltante allégation sur laquelle je me défendois , comme ayant parcouru la Suisse & l'ayant trouvée cultivée autant & aussi-bien qu'elle le peut être , on me cita le Comtat d'Avignon qui n'étoit qu'à cinq lieues delà. J'y entrai le même jour , je fus surpris d'y voir un jardin par-tout ; & m'étant informé de la force & vivacité des travailleurs , j'appris que dans les cantons de Provence , voisins de ce pays-là , on payoit un manœuvre du Comtat 30 sols par jour , contre 15 un de ceux du pays. C'est ainsi qu'on soutient les principes les plus erronés , & qu'on les autorise par des exemples controuvés , qui sont d'autant moins disputés qu'il seroit plus aisé d'en vérifier la fausseté.

Mais en supposant que l'aisance empêchât les payfans de travailler , ce n'est jamais de travailler leur propre bien. Les bourgeois de village & de petite ville , gens qu'on appelle vivans de leur bien , race occupée à médire & à mal faire , & dont je conseillerois de purger la société jusqu'à ce qu'ils s'appliquassent tous à quelque honnête profession , s'il n'étoit contre mes principes de conseiller la violence en quoi que ce puisse être , voulant faire travailler leur bien , tenir les payfans dans la sujétion , & ne leur payer leurs journées que sur les prix anciens , sans considérer que les objets de consommation ayant haussé , il faut que le salaire

du mercenaire hausse; ces gens-là, dis-je, se plaignent que le paysan aisé ne veut plus travailler. Je répons à cela : 1°. que le mal n'est pas grand : 2°. que je leur offre une prochaine consolation : en effet, le paysan riche élève nombre d'enfans au lieu que ceux du pauvre desséchent & rentrent dans la terre. Ces enfans partagent, épuisent l'aisance du pere, le forcent au travail, bientôt l'y secondent, & faute de fonds, deviennent mercenaires. Le Suisse est aisé, comme je l'ai dit; cependant il refuse si peu le travail, qu'il se dévoue plus volontairement au plus dur de tous, qui est d'aller vendre son sang & sa liberté dans une terre étrangère.

Une dernière raison, mais infiniment moins problématique que toutes les autres, du discrédit des terres en France, c'est le haut prix de l'intérêt de l'argent. La paresse, sœur du luxe, comme je le démontrerai, quoi qu'on en dise, par pièces probantes en bonne & dûe forme, & tous les deux, enfans de l'habitation des villes; la paresse, dis-je, fait que tous ses partisans préfèrent un intérêt fixe qu'ils envoient recevoir par un barbet à l'échéance, à tout le soin & maniment que demandent les terres, & renoncent, en faveur de leur tranquillité, aux avantages du tems, de l'industrie & de la solidité. Plus cet intérêt est haut, moins ses avantages sont sensibles. Si je voulois faire un livre de ce que j'ignore, je saurois bien où prendre sans raison & autant de calculs, pour prouver que cet intérêt est trop fort chez nous; & me mettant ensuite mon propre ouvrage dans la tête, je deviendrois docteur *in utroque jure*; mais ici il n'est encore question que de ce que *je fais*, & sans croire m'écarter, j'établirai le

principe que toute forme qui tend à faire vivre une portion des citoyens sans action, ni juridiction, est nuisible, & qu'on ne sauroit trop s'attacher à déraciner le discrédit des terres, & à le transporter sur des effets fictifs.

La prospérité d'un Etat nuit encore à l'Agriculture, en établissant un ordre de mœurs, un genre de magnificence & de décoration, qui en dégoûte & la repousse au loin.

Les Chinois, dit-on, persuadés que de l'emploi des terres dépendent, comme on n'en peut douter, les moyens de subsistance qu'on en retire, que l'étendue des moyens de subsistance est l'exakte mesure de la Population, & que la Population est l'unique richesse réelle d'un Etat, regardent comme un crime l'emploi des terres en maisons & jardins de plaisance, comme si l'on faudoit par-là les hommes de leur nourriture.

Ce genre de crime est, je crois, un peu trop étendu en France. Les parcs, il est vrai, peuvent avoir leur utilité, en ce qu'ils renferment des prés & des bois qui sont devenus très-nécessaires; mais indépendamment de ce que cette nécessité est relative à la trop grande & inutile consommation de bois que le luxe a introduite, & qui, au moyen des inductions démontrées dans ce Chapitre, est un très-grand mal, on les perce d'ailleurs tellement, que les parcs & les forêts ne sont presque que des chemins bordés de lisières de bois.

Sans m'arrêter sur de semblables détails qu'il suffit de désigner, je noterai seulement les avenues, sorte de décoration qui enlève des Provinces entières au Royaume. Il est singulier que le moindre particulier, singe des Princes & des Souverains, prétende avoir à sa maison de cam-

pagne des avenues doubles & triples qui dévastent & mettent en friche une partie de son domaine, & quelquefois le tout. Indépendamment même des avenues à chaque percée, il faut que la perspective soit continuée par des allées à perte de vue. Celles-ci en rejoignent d'autres dans la campagne, & le point de jonction est marqué par des esplanades en rond, dont l'étendue fournilroit à la subsistance d'un hameau : delà partent quatre ou huit allées, selon l'étendue du terrain, avec leurs contre-allées, &c. & je vois d'un coup d'œil cent mille livres de rente réduites à rien, & perdues pour tout le monde. En vain m'opposeroit-on qu'on laboure celles de ces allées qui ne servent pas de chemin. Peine perdue ; le grain ne vient jamais bien sous les arbres, l'herbe y est aigre. Encore si l'on faisoit le sacrifice de la récolte à des arbres fruitiers, ou autres qui servent directement ou indirectement à la nourriture de l'homme, je dirois toujours que c'est réduire un écu à dix sols : mais c'est le tilleul, c'est l'ormeau stérile, qui couvrent & ruinent nos campagnes ; arbres très-utiles pour le charonage, dit-on, & c'est ce dont je me plains.

Il y a quatre fois plus de voitures en France qu'il n'en faudroit ; & si d'une part, le nombre en étoit borné au nécessaire & à l'utile, & que de l'autre, nos grands chemins fussent bordés d'ormeaux dans tout le Royaume, comme ils le sont aux environs de Paris, le charonage ne manqueroit jamais en France ; car d'ailleurs, on a bien des ormeaux dans les campagnes ; les paysans en font des feuillards pour les bestiaux, & cet arbre opiniâtre revient de chacune de ses racines. Mais voir de toutes parts dans la

campagne, à vingt lieues à la ronde autour de Paris, les ormeaux répandre leur ombre sur toutes ces campagnes si propres à la fertilité par l'excès des engrais & fumiers dont on est embarrassé à Paris, tandis qu'ils sont si rares ailleurs; les voir, dis-je, multiplier à l'infini dans tous les sens que je détaillais tout-à-l'heure; cela fait saigner le cœur d'un citoyen éclairé.

C'est, dit-on, ce qui fait la magnificence des environs de Paris. Je pourrois répondre que je ne calcule pas la magnificence, mais la prospérité & la population: cependant je doute encore de cette allégation. Sans doute qu'il seroit ridicule de demander à la Capitale d'un Royaume opulent les dehors de Salente, ou de Lacédémone: il faut des palais pour les Grands & du faste pour les Princes; mais j'arrive à Fontainebleau: je traverse deux lieues d'un pays aride & incapable absolument de rien produire; je le trouve couvert d'une belle forêt qui m'accompagne aussi loin en sortant: loin de trouver ici des traces de dévastation, je vois que le séjour du Souverain y fait vivre les habitans d'une ville considérable, & féconde dix lieues de pays inhabitable: je bénis la Providence & son Préposé ici-bas; j'en sors, je vois de toutes parts des campagnes fertiles, accablées du poids d'habitations immenses, seules, isolées, & qui de leurs racines arides dessèchent une province entière; & mon postillon qui m'en nomme les maîtres, sur cent ne me désigne pas trois noms de ma connoissance. Ce coup d'œil frappant au loin, devient triste & froid à mesure qu'on approche; les plus agréables me représentent les champs Elisées, où quelques ombres se promènent en silence, & boivent des eaux du fleuve Léthé.

Je me rappelle alors le coup d'œil de la chaussée de Loire, celui des bords de la Garonne, de Villeneuve d'Avignon, la Viste à Marseille, les côtes d'Alsace & autres pays véritablement vivans, les environs d'Orléans, de Lyon, de Marseille, &c. Cet amas de maisons particulières qui ne sont presque séparées que par leur vigne & leur verger, ce peuple agissant pendant le jour, dansant au clair de la lune, tandis que le bruit de la bêche de quelque vigilant qui revenant de journée, travaille son propre bien, interrompt la mesure de leurs musettes & de leurs tambours. Je conclus alors que là fut la prospérité, ici le luxe, son indigne fils & son implacable ennemi.

J'en appelle aux seuls environs de Paris. Partout où l'habitation des riches a laissé quelque place à l'Agriculture, elle y est poussée au plus haut degré d'industrie & de perfection. Qu'on parcoure ces cantons privilégiés, je ne dis pas les villages de Montreuil & de Bagnolet seulement, mais par-tout à quatre lieues à la ronde, & qu'on me dise ensuite si l'œil n'est pas plus satisfait, si l'ame n'est pas plus émue à l'aspect de ces côteaux qu'à la vue du plus beau parc. A la rangée de vigne succède celle d'arbres fruitiers; les groseillers occupent l'entre-deux; les pois & les artichaux naissent au pied des arbres, & les fossés d'asperges entourent le champ. On parle par-tout de la vallée de Montmorenci, ce n'est que cela.

Mais il n'est pas question ici du plaisir simplement de la population. Il est certain qu'autant de terrain inculte, autant de Sujets enlevés sans ressource à l'Etat. Or, l'excès dont nous venons de parler, dévaste la valeur d'une Province entière du meilleur terrain. Le remède,
dira-

dira-t'on ? Le voici : *Chérissez, animez l'Agriculture*, bientôt les riches vous imiteront ; singes d'abord, ils s'y connoîtront ensuite ; chacun cessera d'être rentier de son domaine, & en deviendra propriétaire. Pourquoi les riches sont-ils si ennuyés de leurs magnifiques châteaux, qu'il leur faudroit presque autant de maisons que de chemises ? c'est que l'art y a tout fait & la nature rien. Je ne les blâme pas de s'y ennuyer, eux qui y sont à demeure, puisque si j'y vais par curiosité, dès que j'ai tout parcouru, il me tarde d'en sortir. Quelques-uns s'y attachent, ce sont ceux qui créent ; mais cette terrasse, cette pièce d'eau entreprise & conduite à grands fraix, est à peine achevée, qu'elle leur devient aussi étrangère que celle que fit leur grand-père, s'ils en ont. Il faut entreprendre quelque autre embellissement. D'échelons en échelons cependant la maison, le parc, tout devient immense & ruineux d'entretien. Alors, tandis que l'étranger, tandis que le bourgeois curieux admire cet amas de beautés & de dépenses, & croit, environ pendant dix-sept minutes, qu'il seroit au comble du bonheur de posséder cela, le maître accablé d'habitude & d'ennui, ne peut plus s'y souffrir, & cherche à décorer quelque guinguette dont il jouit en imagination, & qu'il dédaignera en réalité.

Qu'on ne dise pas que c'est l'inconstance humaine : cette inconstance est un bien en soi, comme toute autre qualité de notre ame. Elle ne devient un mal qu'à mesure qu'on s'éloigne de la nature. Cet homme curieux de plantes étrangères, revient toujours avec un nouveau plaisir à son jardin ; mais cet attrait particulier à quelques hommes est presque universel pour

ce qui concerne l'agriculture en général. Comme les moissons & les fruits se renouvellent sans cesse, le travail de nos peres, en ce genre, ne fait que faciliter le nôtre. Indépendamment du gout attaché par la nature aux occupations & aux détails champêtres, le profit auquel tout le monde est sensible, éveille encore l'industrie, & attire l'affection. L'avenue principale exceptée, toutes les autres tomberont; les maisons de fermiers & de payfans couvriront les campagnes. L'ombre jadis empoisonnée de ce château, deviendra salutaire alors; car, en général, nous sommes tous charitables & compatissans. Les riches ne sont durs que parce que l'ordre corrompu des mœurs les tient éloignés de l'indigence; ils la banniront de leurs entours, ne fût-ce que pour n'être pas affligés. Chassez de dessous l'humble toit les maladies & la faim, ce sera le territoire & la patrie de la joie simple & bruyante. De proche en proche elle gagnera les basses-cours du château, & pénétreroit jusqu'au salon, sans la double anti-chambre gardée par la paresse.

Je le répète, *chérissez, animez l'Agriculture*; vous bannirez tous les maux de l'Etat, supposé qu'il y en ait, oppresseurs, intrigans, fripons, fainéans, politiques à rebours, faiseurs de traités sur la population; que fais-je? Ou si ces gens-là sont dans la plénitude d'un Etat florissant, comme des puces & des punaises dans l'ordre de la création, du moins y seront-ils si confondus & si offusqués par un peuple agissant & occupé de choses tout autrement solides, que l'oïveté devenant honteuse, ils perdront toute considération, & en conséquence sentiront amortir leur mobile principal, je veux dire,

l'orgueil. Mais il me semble que ces allées me mènent vraiment bien loin ; revenons. Si j'avois promis d'éviter les écarts, je manquerois souvent de parole.

Le même inconvénient de perte inutile de terrain que nous venons de remarquer en allées, &c. se trouve encore dans une sorte d'ouvrage plus utile en son objet, mais aussi abusif au moins par la forme, le projet & l'exécution ; je veux dire, les *chemins*. A ce mot, je vais m'attirer anathème ; car c'est de tous les arrangemens de police intérieure, celui où notre siècle a le plus donné d'attention. Mon intention, je le répète, n'est point de blâmer ; mais en tout on peut dire le mieux.

Je fais qu'on a fait de notre tems, en ce genre, des ouvrages admirables, tels que la montée de Juvifi, celle de Bouron, celle de Tarare & bien d'autres. Mon dessein n'est pas non plus d'objecter qu'on a négligé de donner à ces sortes d'ouvrages faits pour l'éternité, la solidité qu'y donnoient les Romains ; que la plupart de nos chemins sont détruits avant d'être achevés ; que la corvée, qui seule a servi à la construction de presque tous les chemins éloignés de la Capitale, n'est propre qu'à ruiner la campagne, & à faire des routes qu'une médiocre colonie de taupes peut détruire en un an de tems. Tout cela n'entre pas dans mon objet actuel, ce n'est que leur largeur & leur multiplicité que j'envisage.

Ces célèbres voies Romaines qui ont résisté, par la solidité de leur construction, à tant de siècles & de ravages, qui ont plus illustré cet Empire prodigieux que tous les autres miracles de sa fortune, de sa valeur & de sa politique ;

Cependant il est un point que je voudrois qu'on respectât dans les plus grandes routes ; c'est la différence des terrains. Ce terrain sec ou sablonneux , presque de nulle valeur , devient d'un produit réel quand vous y faites passer le chemin , puisqu'en assurant une communication & un débouché à vos bonnes terres , il vous épargne la dépense qu'eussent demandé celles-ci , pour en rendre le sol capable de servir de base à un chemin. Au lieu de cela , votre alignement traverse les prairies , les bonnes terres , jardins & chenuevières d'un village. Vous perdez non-seulement cette portion si rapportante du territoire d'un village , mais encore tout le reste médiocre & mauvais : le bon faisoit valoir l'autre : le paysan ruiné n'a plus la force de soutenir son ménage , & abandonne le tout. Or , calculez toujours ces sortes de pertes à l'infini , seule mesure actuelle de vos grands chemins.

Evitons d'ailleurs , comme la peste , tout ce qui porte au découragement ; car c'en est une en effet. Les gens de la campagne sont tous aux portes de l'abattement , un rien les accable ; & n'est-ce rien que de se voir enlever la meilleure pièce de son bien , même avec dédommagement ? En un mot , *chérissez , animez l'Agriculture* , bientôt elle vous dira que le terrain lui est précieux.

Mais ceci nous conduit au Chapitre suivant , qui doit traiter de la nécessité & des moyens d'encourager l'Agriculture. Il s'en faut bien que je n'aie épuisé celui-ci , ni même que je l'aie traité par ordre dans toute son étendue. J'ai désigné quelques points principaux , j'en ai trop étendu d'autres , selon que ma plume a couru. *La suite des différens objets traités dans cet Ou-*

vrage, en présentera plusieurs autres; car tout se tient dans la machine politique, ainsi que dans la masse physique.

CHAPITRE VI.

De la nécessité & des moyens d'encourager l'Agriculture.

TOut mon Ouvrage n'a d'objet que de traiter de la Population, de ses avantages, & des moyens de l'étendre à l'infini. Or, comme je ne pense pas qu'elle puisse avoir d'autre principe que l'Agriculture, je pourrois dire que mon Ouvrage entier traite des moyens d'encourager l'Agriculture. Cependant, comme ce n'est point la société des anciens Egyptiens que je considère, mais celle des nations policées de notre siècle, qui est tellement compliquée d'accessoi- res, que le principal y est presque entièrement oublié, je traiterai pied à pied de toutes les branches de la ramification politique; mais j'y trouverai souvent des branches de ce Chapitre-ci, je ne les rejeterai point alors : maintenant je vais présenter en gros les premières idées qui s'offrent à moi sur cet article.

J'ai dit que la prospérité d'un Etat établis- soit les grandes fortunes, qui bientôt en enva- hissoient tout le territoire. Quel remède à ce- la, dira-t-on ? Non pas sans doute celui qu'em- ployoit Tarquin sur les grands pavots de son jar- din; j'aurois bien perdu mon tems, si jamais je prêchois la tyrannie : mais aimez les Grands, appuyez les médiocres, honorez les petits qui sont

laborieux & qui ont de l'industrie. Prenez garde, s'il vous plait, à l'application de chacun de ces Verbes ; je ne me trompe point, c'est précisément ce que j'ai voulu dire. Chacun d'eux peut sans doute être appliqué aux trois différens grades dont je parle ici ; mais ne voulant leur attribuer à chacun qu'un seul de ces sentimens, c'est avec réflexion que je les ai répartis ainsi.

En effet, *aimez les Grands*, vous leur apprendrez par l'exemple suprême, à aimer aussi leurs inférieurs ; vous les rappellerez au principe si naturel & si démontré, qu'une illustre famille est plus étayée par les sujets qui naissent dans son sein, que par les grands biens qu'une vanité dénaturée désire d'accumuler sur une seule tête ; vous vous intéresserez à l'établissement de leurs enfans aînés & cadets ; les races se multiplieront, se diviseront, ils demeureront grands par le cœur, & se piqueront d'honneur, dès qu'ils ne pourront plus se piquer de richesses.

Appuyez les médiocres, c'est la pépinière de l'Etat ; les exemples domestiques, les vieux papiers, la vanité provinciale les gonflent de cet amour-propre, téméraire & flexible dont l'Etat fait tirer tant de parti ; mais ils sont pauvres, & seroient ridicules dans un Etat corrompu : leurs prétentions leur ferment une quantité de portes à la fortune & à l'industrie ; le désespoir les feroit déroger ou vivre dans la plus oisive obscurité, ou s'expatrier enfin. C'est pour eux que sont faits les emplois de vos armées, les libéralités de vos menus plaisirs, le superflu des Grands de votre Etat. *Appuyez-les*, pour qu'ils secourent la pénible vieillesse de leur pere, pour qu'ils excitent la fécondité domestique, pour

qu'ils se chargent de leurs neveux. La rage des pauvres pour le mariage, est le premier des bienfaits de la Providence pour un Etat. Il n'y a malheureusement point de milieu, la débauche ou le mariage; l'une est stérile, l'autre est fécond. Craignez que la destructive philosophie des voluptueux insensés ne devienne une prudence de nécessité pour les autres; en un mot, appuyez les médiocres.

Honorez les petits. Les larmes me viennent aux yeux, quand je songe à cette intéressante portion de l'humanité, ou quand, de ma fenêtre, comme d'un trône, je considère toutes les obligations que nous leur avons, quand je les vois fuser sous le faix, & que me rôtant ensuite, je me souviens que je suis de la même pâte qu'eux.

Le peuple est ingrat, dira-t'on, il est volage, il est brutal.... Eh ! quelle est la portion de l'humanité, dont on ne puisse dire la même chose ? Mais je soutiens moi, que cela n'est pas vrai. J'ai fait peu de bien, (je ne suis pas en état d'en faire beaucoup, & je n'ai pas fait à beaucoup près tout celui que j'aurois pu) j'ai trouvé des marques de reconnaissance qui m'ont étonné. Mille fois plus de bienfaits se sont perdus en montant qu'en descendant. Le peuple est volage : reproche de factieux, reproche fait à la multitude oisive & déplacée, & je n'en veux que de laborieuse & occupée. Il est brutal enfin ; mais peut-être est-il malheureux, persécuté, méprisé, en bute à l'oppression en tout genre, de tous les autres ordres de l'Etat. S'il en est ainsi, ne reprochons rien aux misérables ; remédions à la cause de leurs maux ; je me trompe, si l'aïssance & l'exakte police ne les civilisent.

Mais tout ceci ne vient pas encore au point que je leur ai attribué dans l'attention publique : oui, je voudrois que les petits fussent honorés. *Sacerrima res, homo miser* ; mais indépendamment de ce principe de morale dont il n'est pas question ici, dès qu'il est une fois décidé que l'art de tirer les richesses de la terre, & celui de les ouvrir & distribuer, sont les deux pivots de la société, est-ce un paradoxe que de vouloir qu'on honore ceux qui professent ces arts si nécessaires ? Le sel doit entrer dans tous les mers, l'honneur dans toutes les professions ; mais s'il en est où ce véhicule d'opinion soit nécessaire, c'est, sans contredit, à celles qui sont pénibles de leur nature, ou périlleuses. Tant que vous n'honorerez pas les basses classes de l'humanité, il est impossible d'y maintenir l'abondance nécessaire à l'émulation & aux progrès. On se plaint que personne ne veut demeurer dans son état, & que de grade en grade, cette ambition déplacée & toujours peu mesurée, épuise les basses classes, & surcharge les premières qui doivent, par mille raisons, être peu nombreuses par proportion : d'où vient cela ? c'est que personne ne veut vivre dans l'abjection, ou ne s'y tient que par nécessité, & ce qu'on fait par force, on le fait toujours mal : *Honorez donc les petits*. On sent bien que je n'ai pas voulu dire à Guillot : *Seigneur, montez au trône, & commandez ici*. Mais le mépris n'est fait que pour le vice ; nous nous devons tous une estime réciproque & relative à l'utilité respectueuse ; je dis plus : quoi encore ? le respect.

Mais ce qu'il faut sur-tout honorer, c'est l'agriculture & ceux qui l'exercent & l'encouragent. Dans tous les biens d'ici-bas, *la terre est la matière, & le travail est la forme*. Il semble

inutile d'établir que multiplier la matière, c'est multiplier le travail. Mais de combien une extrême attention & une protection attentive & mêlée de récompenses pourroit accroître la production de la matière première, c'est ce qu'il est impossible de calculer & même d'imaginer que par des inductions relatives, du moins pour un Etat qui a un territoire vaste & avantage de la nature.

Un propriétaire qui est assez riche pour se racheter du travail personnel par le travail d'autrui, est indigne de sa fortune, s'il ne s'en sert que pour vivre dans l'oïveté, & seroit à charge à l'Etat, si dans mes idées le membre le plus inutile de la société n'étoit toujours un profit pour l'Etat.

Mais s'il emploie son loisir à acquérir des connoissances relatives à la bonification de son patrimoine & de son superflu; s'il s'applique à les mettre en valeur, il remplit son devoir & tient sa place; ce qui est la vertu.

J'ai lu dans le Mémoire envoyé par ordre de Mr. le Duc de Bourgogne aux Intendans, l'article qui suit au sujet de la Noblesse : *S'ils cultivent leurs terres par leurs mains, ou s'ils les donnent à des fermiers, étant une des plus essentielles marques de leur humeur portée à la guerre, ou à demeurer dans leurs maisons.* Celui qui dressa ce Mémoire, crut sans doute être un grand Grec d'avoir trouvé cette marque distinctive. Indépendamment de la puérilité d'entretenir de semblables & si mouvables détails, un Prince destiné à commander à vingt millions d'hommes, & dont la conduite doit influencer sur le sort de toute l'Europe, indépendamment encore de ce qu'une semblable inquisition a de ty-

rannique, je soutiens qu'au lieu de faire regarder au Prince avec mépris celui qui se tient chez soi, on devroit le lui présenter sous un point de vue opposé.

Un Philosophe diroit que celui qui nourrit les hommes, fait mieux que celui qui les tue; mais je ne suis ici que calculateur. De deux choses l'une, ou l'Etat est servi par des troupes soudoyées, ou chaque citoyen est obligé, en cas d'allarmes, de se porter au secours.

Dans le premier de ces cas, le métier de la guerre convient bien mieux à celui qui n'ayant pas de fonds, est aux gages d'autrui, qu'à celui qui, pour courir en Flandres & en Allemagne, laisse en friche un canton de l'Auvergne ou du Languedoc. Mais, dira-t'on, vous ne faites donc plus servir l'Etat que par des mercénaires? Point du tout : le frere, le fils du cultivateur sont d'aussi bonne race que lui; mais ils n'ont affaire qu'à la guerre, & c'est là leur métier.

Dans le second cas, de qui tirerez-vous un meilleur service, ou de celui qui noirci sous le soleil qui dore ses guérets, ne connoit de plaisirs que la chasse, & de travaux que ceux de la campagne, qui habitué à jouir personnellement de ses champs, va défendre l'arbre qu'il a planté, le troupeau qu'il a élevé; ou de celui qui accoutumé à tirer en argent le produit de ses contrats d'aquisition ou de ses partages de famille, n'estime que ce qui rend de l'argent sonnant, qu'il consomme au milieu des plaisirs oisifs & mols de la Ville? Allez attaquer chez eux les peuples agriculteurs, les Suisses, par exemple, & le problème ne fera pas long à résoudre.

Optima stercoratio gressus domini, disoient les Anciens, & personne depuis ne les a démentis.

Que penser donc d'un gouvernement, dont l'effet seroit d'attirer chacun hors de chez soi ?

Le plus habile agriculteur, & le protecteur le plus éclairé de l'agriculture sont, toutes autres choses étant égales, les deux premiers hommes de la société. Au lieu de cela, le titre de Gentilhomme de campagne est presque devenu un ridicule parmi nous, comme s'il y en pouvoit avoir de ville. Le nom de provincial est une injure, & les gens du bon air sont offensés quand on demande de quelle province est leur famille, comme si être Dauphinois ou Poitevin, n'étoit pas être François. Cette sorte & misérable supériorité de l'habitant de la Capitale sur celui des Provinces, est rendue en monnoie en Province par le Citadin au Villageois & au Campagnard.

Voyons donc ce que la société, ce que les occupations des habitans des villes ont de préférable à celles de la campagne.

Je les y retrouve enfin les maîtres de tant de champs dévastés que j'ai rencontrés sur ma route. Voyons quels plaisirs, quelles délices les obligent à se priver de celui de jouir de la propriété des biens que la Providence leur a départis : travaillent-ils à leur fortune, & la décevante ambition les a-t'elle attachés à son char ; ou, curieux de cultiver leurs talens, cherchent-ils à perfectionner des connoissances auxquelles la société ajoute le poli, comme le frottement le donne aux cailloux dans les rivières ? Rien de tout cela. J'ai suivi ces hommes choisis dans leurs plaisirs & dans leurs plus importantes affaires : lignes tangentes tirées d'une porte à l'autre, & qu'on appelle bien-séances, spectacles, nouvelles, tracasseries, médisances, duels de

l'intérêt qu'on nomme jeux ; voilà leurs travaux & leurs plaisirs. O oisiveté ! faudra-t'il donc brûler tes asyles pour rendre l'humanité à ses goûts & à ses devoirs naturels ? Non ; mais honorons ce qui est honorable , méprisons ce qui est méprisable , & tout sera dit,

Un Espagnol blâmoit Miguel de Cervantes d'avoir nui à sa patrie en ridiculisant la Chevalerie dans son *Don Quichotte*. La Chevalerie étoit tombée d'elle-même, disoit-il, malgré tous les efforts fantastiques du Duc de Lerne pour la relever ; mais on a été au delà du but , en faisant tomber le délire de la valeur & de la générosité ; on a émouffé ces vertus dans leur principe. On pourroit faire le même reproche à Molière & à ses imitateurs : en ridiculisant les Gentilshommes campagnards , les Barons de la crasse , les Sottenville , &c. ils ont cru n'attaquer que la sorte vanité & la plate ignorance des Seigneurs châtelains ; mais les mots de *campagnard* & de *provincial* sont devenus ridicules. La crainte du ridicule feroit passer un François à travers le feu ; tout le monde a voulu devenir homme de Cour ou de Ville , & adieu les champs.

Mon dessein n'est pas d'entrer encore dans les détails des inconvéniens de l'urbanité générale , & quand j'y serai , il s'en faudra bien que je ne les épuise. Il y auroit des volumes à faire sur cet article. Si les campagnes sont nécessaires à la ville , les villes le sont aussi à la campagne ; & l'on verra dans la suite de mon plan , qu'après avoir couvert la campagne d'autant d'habitans qu'elle en peut porter , je voudrois de mon superflu former des villes , dont l'industrie attirât le suc alimentaire de l'étranger. *Mais , selon mon plan , les villes seroient plus*

grosses encore qu'elles ne sont, quand elles n'auroient d'habitans à demeure que les Officiers employés dans les différentes Cours de Judicature qui s'y trouvent, la jeunesse élevée dans les Maisons & Universités qui s'y rencontreroient, ainsi que les gens destinés à les enseigner, les bourgeois propriétaires des fonds enclavés dans le territoire de cette ville, les ouvriers & artisans que ses habitans & tous ceux du ressort feroient vivre, & ceux encore qui employés à des manufactures & ouvrages relatifs aux productions du pays & à son industrie, porteroient la matière première au point de perfection dont la valeur doit être le prix de leur subsistance, & qui fournissant leur contingent au commerce étranger, attireroient en échange le produit de l'étranger pour leur nourriture, seul genre de conquête qui ne soit pas contre le droit public.

A considérer un pays dans son état primitif, comme isolé & vivant de sa propre substance, on ne peut nier que *tous les ordres & hommes d'un Etat subsistent aux dépens des propriétaires des terres*; c'est un principe reçu. Une source qui sort à la tête des terres & dans un terrain élevé, arrose & féconde ses environs autant que la quantité de ses eaux peut s'étendre : celle, au contraire, qui naît dans un bas fond, ne fait qu'un marais, jusqu'à ce qu'elle se soit frayée une route basse pour s'aller perdre dans la première rivière, sans aucune utilité pour les champs voisins.

Je compare à cette source le propriétaire des terres, que j'ai dit ci-dessus être le pivot de toute l'industrie qui l'environne : s'il est à la tête de la production, dont naturellement il doit

être l'ame , & à laquelle personne n'a plus d'intérêt que lui , il anime & vivifie tout le canton , il protège l'agriculteur isolé ; ou , si la rusticité de la campagne le prive de ces vues honnêtes & éclairées , ce qui n'est plus à craindre aujourd'hui , encore fera-t'il , par la nécessité de sa position , une partie des biens qu'on en doit attendre. Si , au contraire , il est au centre de la consommation , il devient la source basse & marécageuse , & contribue à noyer un terrain déjà de lui-même trop spongieux.

On dit communément qu'un Gentilhomme dans sa terre vit mieux avec dix mille livres de rente , qu'il ne feroit à Paris avec quarante mille. Qu'appelle-t'on dans ce cas , vivre mieux ? Ce n'est pas épargner plus aisément de quoi changer tous les six mois de tabatières émaillées , avoir des voitures vernies par Martin , &c. C'est donc consommer davantage , & l'on dit vrai ; mais comme on ne sauroit dîner deux fois , & qu'à Paris on prend au moins autant d'indigestions qu'ailleurs , ce surplus de consommation n'est pas pour lui. L'on entend donc qu'il fait vivre plus de monde ; & en effet , on entretiendra plus aisément à la campagne quinze domestiques grossiers , vêtus & payés à la façon du pays , avec dix mille livres de rente , qu'on n'en entretiendra dix à la ville avec quarante mille livres. C'est donc soixante hommes , indépendamment de la famille , qui vivront sur les quarante mille livres de rente , au lieu de dix.

Il seroit inutile d'objecter ici que cet homme fait vivre à la ville , outre ses domestiques , tous les ouvriers qui servent à sa dépense , les marchands , les fabriquans , les tailleurs , brodeurs , *selliers* , *charrons* & autres ouvriers nécessaires , &c.

& de plus, les traiteurs, parfumeurs, musiciens, gens de théâtre, filles, &c. qui tous ne laissent pas d'être du peuple; & que, puisque je ne regarde ici que la Population, il faut rendre toutes choses égales.

Je pourrois répondre à cette objection que je ne traite point encore ici de ce qui regarde le commerce; mais comme il s'en faut bien que je n'observe un ordre bien suivi, je répondrai que, quant à ce qui concerne l'article des ouvriers nécessaires, soixante personnes, quoique vêtues grossièrement, font certainement travailler plus d'artisans que dix à Paris dans l'état de domestiques où je les ai pris; & pour ce qui est de ceux de l'ordre qu'on peut appeller dans un ouvrage de calcul *impedimenta*, si le propriétaire de terres donne dans ce genre de dépenses, il deviendra bientôt, lui ou les siens, Mithridate ou Burrhus, vendra ses terres, & ma leçon sera faite pour un autre.

Ce ne sont point les propriétaires des terres dans l'état naturel, qui font vivre ce genre de supplément à la société, à moins que les grandes Charges & les bienfaits du Roi ne les mettent dans l'ordre des gens gagés, dont il sera parlé ci-dessous. Sans eux, une ville opulente sera assez pleine d'étrangers, de gens enrichis des gains de la finance ou du commerce, de jeunes gens & de dissipateurs de toute espèce, dont le reflux & les folles dépenses entretiennent toutes les mouches de l'Etat.


Revenons. Indépendamment de cette augmentation de consommation que procure la résidence du Seigneur dans ses terres, il est de l'homme de s'attacher à son séjour. Nécessairement les bâtimens habités sont mieux entre-

tenus que ceux qui ne le font pas : on aime à travailler, à embellir sa résidence, à améliorer les terres qu'on a sous ses yeux. Le premier ouvrage en ce genre, est un encouragement pour le second. J'ai visité en ma vie, peut-être mille Châteaux ou Gentilhommières, à peine en citerois-je trois, où le maître ne m'ait fait remarquer quelque embellissement ou amélioration de sa façon.

On dit assez communément que les campagnards sont ivrognes, brutaux & chasseurs, & ne font que cela. C'est un vieux reproche du tems où les gens de ville étoient carillonneurs, brelandiers & tirs-foie. Je ne nierai cependant pas que l'on ne boive fort dans les provinces où il y a encore de la Noblesse à la campagne, & qu'on n'y chasse beaucoup ; mais qu'on n'y fasse que cela, c'est ce que je nie.

Je pourrois encore établir ici deux paradoxes à ce sujet ; l'un est, que cette ivrognerie qui dégoûte tant les buveurs d'eau, n'est point un mal ; l'autre, qu'à tout prendre, (car il faut toujours me permettre de regarder le peuple comme des hommes) il y a plus d'ivrognerie à Paris que dans les campagnes, proportion gardée, & qu'elle y est plus nuisible.

Quant au premier point que l'on pourroit croire pillé des Oeuvres posthumes du feu Duc de la Ferté, je dirai moins bien qu'il n'eût fait ; mais je dirai pourtant qu'on buvoit trop autrefois, & que boire jusqu'à s'abrutir, est mal fait : témoin la brûlure de Persépolis, la méprise d'Iholopherne, & autres grandes calamités, sans compter quelques-unes qui sont arrivées à gens que je connois bien ; en un mot, mon Curé le dit, & ce n'est pas à moi à le contredire, quoi-



que ce soit assez la mode aujourd'hui (mode entre nous qui ne vaut rien & qui n'étoit pas du tems de nos ivrognes;) mais boire un peu sec, & seulement jusqu'à chanter, rire, & s'embrasser, épanouit la rate, bannit les inimitiés, & lie la société.

J'ai connu un vieux Gentilhomme, d'un nom, d'un âge, & d'une probité respectables : le bon homme contemporain des Vaillacs & des Girardins, ne désiroit pas; mais au milieu de tout cela, il accommodoit toutes les affaires de famille, d'intérêt & d'inimitié entre les Gentilshommes à vingt lieues à la ronde. Aussi-tôt qu'il s'en élevoit quelqu'une, il se faisoit apporter les titres & papiers de part & d'autre, il consultoit sur la forme les gens de Loi tant bons que mauvais en qui il avoit confiance, & puis sur sa bonne judiciaire il formoit son arrêt. Il appelloit ensuite à son Châtel les Parties, & la révérence dûe au patron, faisoit qu'on n'entamoit pas les propos contentieux sans sa licence. C'étoit au dessert, & le verre à la main qu'il rappelloit les questions à décider; il énumeroit, considérant attentivement les intéressés : le premier qui étoit tenté de l'interrompre, étoit arrêté par un ordre absolu : *Un verre de vin à Monsieur*. L'ordre étoit exécuté, & le verre avalé; le nouveau Radamante le regardoit avec cet air de pere & de conciliateur qu'une longue habitude de considération de canton donne naturellement, & que toute la morgue du Barreau joue gauchement. *Monsieur en veut-il encore*, disoit-il ? Si le plaideur agacé vouloit finir sa période, on l'écoutoit tranquillement, & il subissoit un second verre de vin au bout pour son franc-parler. Il est à remarquer pour vous au-

tres qui ne le savez pas , & qui feriez tout aussi bien de l'apprendre que de politiquer ou théologiser tout le long du jour , comme vous faites ; il est à remarquer , dis-je , qu'en semblable occasion un verre de vin de pénitence , & qui ne nous est compté pour rien , est un grand désavantage. Ce second verre bu , l'Aréopagite reprenoit son dire , toujours attentif à faire boire les mutins , jusqu'à ce qu'apercevant que le bruit , la joie & la confiance gagnoient du terrain , & que le démon de l'intérêt barbouillé de lie , se fauvoit en voyant les cœurs s'attendrir , le vieillard aimable prononçoit son arrêt définitif , maudissoit formellement les vignes de tout réfractaire , & finissoit en leur tendant les bras de l'air de tendresse , de confiance & de joie , dont Silène disoit aux enfans de l'Eglogue : *Solvite me , pueri*. Tous accouroient alors , tous s'embrassoient , & lui protestoient une entière soumission à ses ordres. Le Notaire étoit prêt , & la transaction dressée , on signoit ; puis se remettant à table , on cassoit des verres en guise d'amende honorable de tous les faits & gestes d'Huissiers & de Procureurs.

On me dira sans doute , qu'il est singulier que j'attribue au vin le don d'appaier les querelles , lui qui les fait. Je répons que je n'ai pas prétendu le louer précisément par-là ; mon histoire m'est venue en pensée , comme assurément une des plus honorables pour ce genre de vie , je l'ai placée comme telle , & non comme argument ; mais je dis encore que le vin n'est querelleur que chez les peuples qui le sont. Les bas-Bretons & les Limousins s'estropient après avoir bu ensemble ; mais ils savent très-bien se battre sans avoir bu ; & les Allemands sortent

ivres de l'estaminée aussi tranquillement que les Chartreux du Chœur.

Cependant il s'en faut bien que je veuille être prédicateur d'excès ; mais je répète que le genre de vie de la Noblesse campagnarde d'autrefois, qui buvoit trop long-tems, dormoit sur de vieux fauteuils ou grabats, montoit à cheval & alloit à la chasse de grand matin, se rassemblait à la Saint-Hubert, & ne se quittoit qu'après l'octave de la Saint-Martin ; que cette vie, dis-je, faisoit peu de Musiciens, moins de Géomètres, de Poètes, & d'Acteurs de parade ; mais on n'avoit pas besoin de la Noblesse pour cela. Cette Noblesse menant une vie gaie & dure volontairement, coutoit peu de chose à l'Etat, & lui produisoit plus par sa résidence, & son fumier sur les terres nourrissières, que nous ne lui valons aujourd'hui par notre gout, nos recherches, nos coliques & nos vapeurs. Ils ne favoient rien en comparaison de nous ; car nous connoissons les règles du théâtre, les différences essentielles de la musique Italienne à la Françoisë ; nous jugeons les Géomètres, nous faisons des cours d'Anatomie & de Botanique, pour faire rire les gens de l'art ; nous nous connoissons en voitures, en vernis, en tabatières, en porcelaines, nous n'ignorons ni le mensonge, ni l'intrigue, ni l'art de faire des affaires, ni celui de demander l'aumône en talons rouges, ni sur-tout ce que vaut le bien d'autrui, l'argent & les argentiers. Eux, au contraire, faisoient consister toute leur science en sept ou huit articles : respecter la Religion, ne point mentir, tenir sa parole, ne faire rien de bas, ne rien souffrir, mettre son cheval sur le bon pied, connoître & discerner la voie, ne crain-

dre ni la faim ni la soif, ni le chaud ni le froid, & se souvenir que, si César n'eût pas su bien faire le coup de pistolet, il n'eût jamais échappé de tant d'entreprises hasardeuses.

Cependant ces corps-là, tout ignorans qu'ils étoient, ne laissoient pas de bien & mieux servir l'Etat dans l'occasion : ils avoient même quelquefois d'assez belles idées de la vraie gloire; préjugés auxquels notre philosophie a substitué la science des calculs, plus utile pour les particuliers, mais qui l'est, je crois, moins pour le public. Par exemple, Henri IV. qui fut élevé & nourri jusqu'aux tems où il grisonna, en vrai Gentilhomme campagnard, fit, à peu de choses près, aussi-bien sa charge de Roi qu'un autre.

En voilà assez sur la prétendue dissolution de nos peres. C'est un écart que je me suis permis, & non un livre que j'aie voulu faire sur cet article; mais quand à mon second paradoxe, à savoir, qu'il y a plus d'ivrognerie à Paris, proportion gardée, que dans les Provinces, il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à voir les guinguettes. Tout le peuple sort de Paris les jours de Fêtes, & la bourgeoisie même est dans l'habitude d'y courir en famille, & d'y mener de bonne heure ses enfans. La moitié du peuple revient ivre, gorgé de vin frelaté, paralytique pour trois jours, & dans peu de tems blasé pour toute sa vie. Le vin du cru, dont se gorge le paysan, ne fait point ces terribles effets : il revient ivre le Dimanche au soir, je le veux (quoiqu'à dire vrai, il ne soit que trop guéri aujourd'hui de ce pauvre superflu) mais il trouve sa femme de sang froid; différence énorme pour l'honnêteté publique & pour la société, où la dissolution du sexe *en ce genre* est le plus honteux de tous les maux,

& le lendemain de bon matin il est à l'ouvrage. En est-il de même à Paris? Je m'en rapporte aux maîtres-ouvriers. Les détails à cet égard se trouveront aux Chapitres suivans.

Un grand Seigneur en France (on le connoitra sans que je le nomme) bienfaisant d'abord pour sa maison comme de droit, l'est encore pour la pauvre Noblesse de son pays : il place les uns, il soutient les autres, il leur trouve des débouchés. On n'accusera pas les gens considérables aujourd'hui de faire ces choses-là par intérêt. Il fait plus, il a changé dans une province éloignée, l'orangerie de la maison de ses peres en une manufacture de soie, où cette denrée lui coute le triple de ce qu'elle vaut, attendu l'éloignement des cantons où cette sorte d'industrie est en vogue, & cela, pour faire vivre les pauvres gens, & les accoutumer peu à peu à ce genre de commerce. Il a fait planter un nombre considérable de muriers, tant sur le champ d'autrui que sur le sien. Il fait lever des plans & terriers généraux de tout le canton, pour que chacun puisse à l'avenir trouver dans ce répertoire public ses confronts, & la contenance de son domaine. Il fait enfin des biens infinis, tandis que ses propres affaires prospèrent en un siècle, où par bons moyens tout le possible est de se maintenir. Si je disois son nom, qui ne fut jamais assurément en trois lettres : ah ! me diroit-on ; c'est un fort honnête homme, fort juste, & qui a le sens fort droit, mais d'ailleurs un esprit uni. Que Dieu veuille m'en accorder un semblable, à moi & à mes enfans jusqu'à la dernière génération ! mais ce n'est pas ce dont il est ici question. Ce digne homme, au fond, est un Gentilhomme cam-

pagnard, autant qu'un Seigneur peut l'être en France. Il a une grande charge à la Cour qu'il a faite; mais d'ailleurs la plus grande partie de sa vie s'est passée dans ses terres: il les connoit toutes, les visite souvent, voit & ordonne tout par lui-même, & a fait en sa vie plus de bien à sa famille, à ses voisins, aux pauvres, à l'Etat enfin dans sa patrie, que les plus beaux esprits n'en ont imaginé.

Ici l'intérêt particulier, au lieu de nuire à l'intérêt public, lui sert. Plus un homme fait valoir ses domaines, & en multiplie les productions, plus il fait vivre d'hommes, plus il augmente la subsistance de l'Etat. Je résume enfin ceci, en disant que, si les extrêmes étoient nécessaires, il vaudroit infiniment mieux que la Noblesse ressemblât au Baron de la Crasse qu'aux Marquis de la Comédie; avec cette différence encore, que les arts, le commerce & les connoissances ont pour long-tems banni les ridicules de grossièreté, & ne feront peut-être que rendre plus communs ceux de la fausse élégance.

La nécessité de renvoyer la Noblesse à la campagne par moyens doux & pris dans les mœurs, n'échappa pas au restaurateur de la France. Quand Henri IV. fut paisible possesseur de son Royaume, *il déclara hautement aux Nobles, dit Perefixe, qu'il vouloit qu'ils s'accoutumassent à vivre chacun de son bien, & pour cet effet qu'il seroit bien-aise, puisqu'on jouissoit de la paix, qu'ils allassent voir leurs maisons, & donner ordre à faire valoir leurs terres.* " Ainsi il les sou-
 „ lageoit de grandes & ruineuses dépenses de
 „ la Cour, en les renvoyant dans les provin-
 „ ces, & leur apprennoit que le meilleur fonds
 „ que l'on puisse faire, est celui d'un bon mé-

„ nage. Avec cela , sachant que la Noblesse
„ François se pique d'imiter le Roi en toutes
„ choses, il leur montrait par son propre exem-
„ ple , à retrancher la superfluité des habits ,
„ car il alloit ordinairement vêtu de drap gris ,
„ avec un pourpoint de satin ou de taffetas, sans
„ découpure , passément ni broderie. Il louoit
„ ceux qui se vêtoient de la sorte , & se rioit
„ des autres qui portoient, disoit-il, leurs mou-
„ lins & leurs bois de haute futaie sur le dos.

Le luxe de la Noblesse épuise nécessairement ses biens fonds ; car nous démontrerons que le produit de la terre du plus grand rapport, réduit en luxe, revient à presque rien. La Noblesse entoure le Souverain , & lui persuade que les richesses de l'Etat n'étant faites que pour glifiser des mains du Prince dans celles de ses sujets , la plus digne libéralité est celle qui gratifie sa Noblesse. Le nombre des demandeurs grossit chaque jour. Celui qui obtient six mille livres de pension , reçoit la taille de six villages. Le Fisc déjà diminué par le profit des Receveurs , s'épuise en libéralités , & cette même Noblesse , qui chez elle feroit l'avantage , la force & le lustre de l'Etat, en est, sans le savoir, la véritable sangsue.

Guichardin au sujet des deux Rois de son tems que l'Histoire note d'avarice (Louis XII. & Ferdinand le Catholique) observe que les sujets ne sont jamais si heureux que sous des Princes de ce caractère. Leur Cour est , à la vérité , fort déserte , comme l'étoit celle de Louis XII. mais elle coute peu ; les excès cependant sont condamnables : ce n'est pas à moi à le dire , & moins encore à parler de la conduite des Souverains ; mais il est permis de

dire que la Noblesse sert mieux l'Etat chez elle qu'à la Cour & à la Ville, & qu'on doit, par tous moyens doux & agréables, faire refluer dans les campagnes les habitans de la Capitale & des Villes.

Rappelions-nous sans cesse le chemin que voudroit faire le peuple entier d'une nation que les apparences d'une prospérité passagère ont éveillée. Nous passons des villages aux bourgs, des bourgs aux Villes, des Villes à la Capitale, & c'est à quoi tendra toute une nation, si le Gouvernement n'est attentif à lui donner une propension contraire.

Cette opération n'est pas si mal aisée qu'on croiroit bien. Les hommes ont tous un panchant naturel pour la liberté, & les occupations de la campagne. Ce n'est qu'en forçant la nature qu'on les casmate dans les Villes. Que les villageois soient heureux, & assujettis seulement à des loix simples, soit de police, soit de Fisc, qui assurent le sort du solitaire comme de l'homme protégé, qui ne les obligent pas à devenir cliens à l'Élection ou au Bailliage; qu'on retire de dessus leur territoire ces Vampires errans, nommés porteurs de contrainte, archers de corvées, &c. qu'on les excite & encourage au travail, & bientôt ils ne seront plus vicieux.

Si à cela on ajoute quelques-uns de ces divertissemens d'exercice, tels que les anciens Législateurs les avoient si bien inventés, tels que Charles-Quint en avoit établi en Flandres pour civiliser les habitans & unir les contrées voisines, & tels qu'on en trouve encore des traces dans nos provinces méridionales, des danses, des courses, &c. ils ne seront plus curieux de venir se noircir des boues des Villes.

Mais si au lieu de tout cela, il se trouvoit que dans les campagnes, par l'absence de leurs Seigneurs, ils ne pussent jamais espérer aucune grace ni protection; que trainés languissans aux corvées les plus dures & les plus répétées, décimés pour les milices, voyant arracher leurs hillons de dessus les buissons par les Collecteurs, s'ils tardent à payer les impôts; doublés à la taille l'année d'après, s'ils paient, pour leur apprendre à ne pas endurer la contrainte, utile recolte des Receveurs: si toutes les fois qu'ils ont manqué, il étoit question de les punir par la bourse; si le Procureur, l'Avocat, le Juge, l'Agent du Seigneur, les gens du Fisc; si tout cela, dis-je, les regardant en tout & par-tout comme victimes, ne leur laissoit la peau sur les os, que supposé qu'elle ne fût pas bonne à faire un tambour, faudroit-il en ce cas s'étonner s'ils périssent par milliers dans l'enfance, & si dans l'adolescence ils cherchent à se placer par-tout ailleurs qu'où ils devroient être? Et quand la protection de l'agriculture demanderoit du Gouvernement un soin continuel & d'un détail embarrassant, quel autre objet dans la société entière peut lui paroître plus digne de son attention?

La production de la matière première est d'une nécessité indispensable; l'art d'ouvrer cette matière n'est que d'une nécessité d'habitude & seconde. L'on verra dans la suite de ceci, qu'il s'en faut bien que je ne prétende ramener la société aux besoins des Patriarches; mais enfin l'on ne peut me nier ce principe. Cela posé, pourquoi ne pas donner au moins autant de soins à protéger l'agriculture, à instruire les agriculteurs, à les secourir, & défendre leurs immunités, qu'on en met à protéger les arts & métiers?

Un homme considérable me voyant un jour sur un habit de velours, des boutons de la même étoffe, me dit que je fraudois la loi. Et quelle loi, lui dis-je ? Celle, répondit-il, qui défend de porter des boutons de la même étoffe que son habit. Et au profit de qui cette loi, lui demandai-je ? Au profit des boutonnières, dit-il. Permettez-moi, repris-je, de vous demander, si pendant le tems que vous avez assisté au Conseil, parmi toutes les futilités de ce genre que vous y avez vu passer, on a proposé beaucoup d'ordonnances en faveur du labourage & du nourrissage des bestiaux, qui sont les vrais arcs-boutans d'un Etat.

En effet, les arts, métiers & sous-métiers sont protégés, ordonnés, policés, maintenus : à voir la quantité de rabillages continuels qu'il faut aux ordonnances qui les concernent, on diroit que le Gouvernement n'a autre chose à faire qu'à pourvoir à leurs privilèges, exclusions & immunités. C'est fort bien fait ; ce superflu fait sans doute un fonds de richesses : prenons garde seulement qu'il n'amène bientôt l'indigence. Les métiers sont tous moins pénibles à exercer que le véritable métier de l'homme, je veux dire, l'agriculture. Les artisans se multiplient & meurent de faim, & la terre se dépeuple ; la campagne, seule source de la Population, devient déserte : l'agriculture languit, & en conséquence, les arts & métiers languissent aussi.

Répétons ici les propres termes d'un Auteur * dont j'ai déjà emprunté quelques expressions.

„ Mais, dit-on, l'agriculture va d'elle-même ;

* *Mémoire sur l'utilité des Etats Provinciaux.*

„ c'est un art qui se transmet par tradition , que
„ la nature enseigne , & auquel elle a attaché
„ une sorte de douceur , au lieu qu'il n'en est
„ pas de même des autres professions. C'est
„ avoir bien peu étudié cette partie intéressan-
„ te , que de raisonner ainsi. L'agriculture ,
„ telle que l'exercent nos payfans , est une vé-
„ ritable galère. Il est aussi difficile à un de ces
„ pauvres gens d'être bon agriculteur , qu'à un
„ forçat d'être bon Amiral. Si l'agriculture
„ n'est encouragée , si elle n'est animée avec
„ un soin & des attentions continuelles , elle
„ languira toujours , & après elle tous ces arts
„ & métiers estimés si nécessaires. De l'aisance
„ du laboureur , au contraire , viendra la nom-
„ breuse Population ; le superflu des campagnes
„ se répandra dans les villes & dans les ar-
„ mées , au lieu que des villes & des armées il
„ ne revient rien à la campagne ; je dis une at-
„ tention continuelle , parce qu'aucune profes-
„ sion n'est sujette à d'aussi fréquens & d'aussi
„ accablans accidens que celle-là. Les mala-
„ dies épidémiques d'hommes & de bestiaux ,
„ la malice des gens de ville & de chicane , la
„ dureté des maîtres , leur éloignement , & la
„ friponnerie de leurs agens , mille autres in-
„ convéniens dignes d'être cités , si je les dé-
„ taillois ; tout , dis-je , dérange & détourne les
„ gens de la campagne. Un horloger laisse une
„ roue imparfaite ; il l'achève quinze jours
„ après ; mais un jour manqué fait souvent tout
„ perdre au laboureur.

Quant aux moyens de protection , ce n'est pas ici le lieu de les déduire , & au fond on n'a rien à apprendre en France. Les plus utiles ordonnances qui aient jamais été conçues , sont

signées de la main de nos Rois ; mais malheureusement nos loix sont presque comme nos modes. C'est l'affection seule, c'est le gout naturel & la persuasion de la nécessité de la part du Gouvernement, qui peuvent lui donner le degré d'attention nécessaire pour que la vivification de cette partie soit entreprise & soutenue. Eh ! pourquoi ce gout ne prendroit-il pas ? Nous avons eu de grands Rois en tout genre, & qu'il seroit difficile de surpasser ; je ne fais que le titre de *Roi pasteur*, qui puisse distinguer nos maîtres futurs.

Vainement cependant formeroit-on, quand on le pourroit, des écoles d'agriculture ; vainement indiqueroit-on des prix & des récompenses à ceux qui y auroient le mieux réussi ; des honneurs pour les auteurs de certaines découvertes utiles ; des encouragemens pour les essais, &c. Ce n'est qu'une sorte d'abondance relative, qui est la mere d'une industrie noble. L'agriculteur ne tentera rien, s'il n'a la force de perdre ses avances, & si l'estime attachée à sa profession, n'engage les hommes riches & éclairés à lui faire part des lumières acquises, & à le soutenir dans ses travaux. Enfin, cet art par excellence, cet art si noble & si utile, a besoin ; comme tout autre, & plus qu'aucun autre, pour être poussé à un certain degré de perfection, de deux pivots nécessaires à tout ; à savoir, étude & expérience, ou théorie & pratique ; sans cela, il languira sans cesse.

La nécessité, dit-on, *est mere de l'industrie*, proverbe en vogue, parce qu'il tranquillise la fausse conscience des riches & des puissans. Remontons un peu le principe : personne ne niera que la paresse n'engendre la nécessité ; en con-

séquence, *pareffe & industrie* seront donc de même lignée. Ce n'est sans doute pas cela que le proverbe a voulu dire. Voici ce que c'est. Nécessité de force est mere d'industrie, je le fais & j'y cours; nécessité de foiblesse engendre l'engourdissement & la mort; trop d'États l'ont prouvé.

Quoique je me sois certainement trop étendu sur quelques-uns des détails que je viens de traiter, je n'ai néanmoins fait que désigner les principaux, & j'en ai tant omis, & de si nécessaires, que ceci ne paroitra qu'une ébauche; mais je le répète, presque tout l'Ouvrage servira de supplément à ce qui manque à ce Chapitre; & surtout le reste de cette première Partie & toute la seconde ne sont autre chose que le développement de ceci. Le titre seul du Chapitre suivant prouve que ce n'est qu'une continuation de celui-ci.

CHAPITRE VII.

L'emploi que l'on fait des terres dépend des Mœurs & Usages.

„ **L**E nombre des habitans dans un Etat dé-
„ pend des moyens de subsister, & com-
„ me les moyens de subsistance dépendent de
„ l'application & usage qu'on fait des terres,
„ & que ces usages dépendent principalement
„ des volontés, gouts & façons de vivre des
„ propriétaires des terres, il est clair que la
„ multiplication ou décroissement des peuples
„ dépendent d'eux.

Ces paroles sont tirées de l'Ouvrage de Mr. Cantillon, qui a été imprimé l'année passée. Ce fut, sans contredit, le plus habile homme sur ces matières qui ait paru. Ce morceau, qui a passé dans la foule de ceux de ce genre que la mode produit aujourd'hui, n'est que la centième partie des ouvrages de cet homme illustre, qui périrent avec lui par une catastrophe aussi singulière que fatale. Celui-ci même est tronqué, puisqu'il y manque le supplément auquel il renvoie souvent, & où il avoit établi tous ses calculs. Il en avoit lui-même traduit la première Partie pour l'usage d'un de ses amis; & c'est sur ce manuscrit qu'il a été imprimé plus de vingt ans après la mort de l'Auteur.

Le principe qu'il établit ici, n'est qu'une suite d'inductions démontrées, & tellement liées l'une à l'autre, qu'il est impossible de leur échapper. J'y renvoie ceux qui me nieront les principes. J'aurois pu les répéter, ou les extraire; mais d'une part le rôle de plagiaire ne me va pas; de l'autre, tout est tellement lié dans cet Ouvrage, qu'il n'y a pas une pensée à déplacer. On ne peut douter d'ailleurs que la sécheresse de cette lecture n'ait été la cause de l'indifférence avec laquelle on a laissé passer dans la foule un Ouvrage tellement hors de pair. Je dois avoir plus de ménagement, en proportion de ce que j'ai moins de mérite. Mes écarts presque toujours déplacés, prouveront moins sans contredit; mais ils laisseront moins aussi; & comme il ne s'agit point ici de vérités nouvelles & jusqu'à ce jour inconnues, mais simplement de l'application de principes connus à notre état présent, & de rassembler sous certains points *de vue les relâchemens & changemens de mœurs* qui

qui pourroient devenir maux de l'Etat, & démontrer dans les choses les plus simples en apparence, les chaînons par lesquels la fausse prospérité tient inséparablement à la décadence, je me pardonne des incursions qui ne me mènent jamais hors de mon sujet, par la raison qu'il renferme tout.

Le principe de cet Auteur une fois établi, voyons où il nous conduira. Il est donc de fait, que si le Prince & les Propriétaires aiment les chevaux, ou, pour mieux dire, s'ils emploient beaucoup de chevaux (car les aimer roule plus sur la qualité que sur la quantité) il y aura plus de prairies dans l'Etat, & moins de champs employés à la subsistance de l'homme; que s'ils consomment plus de bois, il faudra plus de terrain destiné à être en forêts en coupe réglée; que la mode des boulingrins, charmilles, parcs, grandes avenues, chemins d'une largeur extraordinaire, &c. ôtent tout autant de terrain à la nourriture de l'homme, qu'il y en a d'employé à toutes ces inutilités.

Si, au contraire, les mœurs du Prince & des grands Propriétaires les portent à entretenir beaucoup d'hommes, la pâture des chevaux décroîtra en proportion.

Autrefois les grands Seigneurs entretenoient un beaucoup plus grand nombre d'hommes. A la vérité, le bas domestique consommoit infiniment moins qu'aujourd'hui, qu'on les habille comme des Comédiens, qu'on les nourrit, qu'on les couche comme les maîtres; mais les grandes Maisons étoient pleines de commensaux d'un tout autre ordre, qui leur faisoient plus d'honneur & plus d'avantage, qui leur coutoient moins que des mercenaires, & qui les

obligeoient à une décence extérieure de mœurs, utile au maintien de la case comme à la société, & honorable en gros à la Nation comme en détail à leur Maison. Les Dames avoient auprès d'elles des Demoiselles, les Seigneurs des Gentilshommes souvent d'aussi bonne Maison qu'eux, & les uns & les autres des Pages, des Écuyers, &c. C'étoit un débouché pour la pauvre Noblesse, qui n'en a point aujourd'hui, qui tombe dans les plus viles dérogeances, faute d'emploi, ou, pour mieux dire, qui n'existe presque plus, en comparaison du nombre qu'il y en avoit autrefois.

Il n'est pas de mon sujet d'examiner si c'est un avantage dans un Etat militaire en sa constitution, d'avoir une nombreuse Noblesse; mais je dis, sans crainte d'être démenti, que les pauvres laborieux sont, dans quelque état que le Ciel les ait fait naître, la portion la plus utile de la société. Je différerai moins encore pour établir ce que c'est que la Noblesse; mais soit que ce genre de distinction soit une illusion absolue ou non, je crois qu'on peut la définir : *La partie de la nation à laquelle le préjugé de la valeur & de la fidélité est le plus particulièrement confié.* Ces deux opinions servant à la défense & au maintien de la société, il est très-important de ne les pas laisser éteindre. Les services de l'intérêt coutent trop cher à l'Etat, ceux de la vanité & de l'honneur se paient en monnoie qui ne manque jamais à un Gouvernement éclairé, & économe de distinctions. Cependant ce genre d'orviétan ne prend pas également sur tous les tempéramens. J'ai dit, & je m'en souviens, que l'honneur doit entrer dans toutes les professions; *mais il en est plusieurs, où l'on n'y sauroit pen-*

ser qu'après le profit, & où l'on dit de bonne foi, comme Petit-Jean : *Mais sans argent l'honneur n'est qu'une maladie.* Quelque ridicule que l'affluence de l'or arrivé en Europe depuis deux cens ans, ait jetté sur l'honneur dévalisé, & quoique ce principe de corruption aille toujours en augmentant, il est cependant vrai que rien n'est si aisé que de porter la pauvre Noblesse à se piquer d'honneur, & à se passer d'argent, pourvu sur-tout qu'on l'éloigne des professions où l'on en gagne ; car ce seroit être de mauvaise foi que de désavouer que rien n'est si rare dans les annales de l'humanité, que les duels de l'honneur & de l'intérêt, où le premier ait remporté la victoire. L'or est corrupteur dans toutes les professions : il corrompt Judas ; & si l'on écoute les Militaires subalternes, ils vous diront que leurs Majors l'ont presque tous pris pour patron. La Noblesse employée dans des métiers d'argent, n'en vaudra donc pas mieux, & vraisemblablement en vaudra moins ; car ayant une fois mis à quartier la vanité domestique, elle ne dérogera pas pour peu. Le Garde-sel noble n'a point appris dans les foyers paternels ce vénérable axiome : *Cent francs au denier cinq, combien font-ils ?* Mais une fois qu'il est entré dans sa tête, accompagné de tous ses rameaux, il regarde ses vieux peres comme de grossiers idiots, & méprise tout le reste de leurs documens. Si, au contraire, il marche de plein pied à sa naissance, il se rappelle sans cesse que son vieux oncle lui a répété, que le grand-pere s'étoit distingué à tel assaut, qu'un autre ayant été élevé dans une telle maison, sauva son jeune maître dans une embuscade, & refusa de s'attacher à tel & tel qui lui offroient une fortune. Ces idées

germent^s dans son cœur, & le *Laridon* des fermes devient le *César* d'un Régiment.

Cependant quelque multiplié que soit aujourd'hui le Militaire en France, il s'en faut bien que la pauvre Noblesse n'ait de ce côté-là le même débouché qu'elle avoit autrefois. Nos anciennes troupes, & sur-tout la Cavalerie, étoient alors presqu'entièrement composées de Gentilshommes. Dans l'Infanterie même, Montluc nous dit qu'il n'eut jamais de Compagnie où il n'en eût quarante à la tête. Il la leur faisoit casser à bon marché, en leur disant qu'il n'avoit jamais connu besogne bien faite que de Gentilshommes. Henri IV. chef pendant long-tems d'un parti proscrit, obligé de vendre tout son bien pièce à pièce pour subsister, & qui déjà Roi de France se plaignit long-tems d'avoir tous ses pourpoints percés au coude, se vantoit néanmoins d'avoir toujours eu quatre mille Gentilshommes autour de lui, quand il avoit voulu les y appeller. La Cour d'Henri III. cependant n'étoit pas déserte; celle des Guises & de tant de chefs de parti qui existoient alors, l'étoit encore moins, proportion gardée. Sully, qui n'étoit encore que Carabin, entretenoit, dit-il, douze Gentilshommes à la guerre, à deux cens livres chacun. On n'auroit pas aujourd'hui un cocher à ce prix. Ce n'est pas de quoi il est ici question. Les douze Gentilshommes de Sully faisoient partie des quatre mille hommes d'Henri IV. mais je mets en fait que dans cent soixante mille hommes d'Infanterie que le Roi a sur pied, on y trouveroit à peine ce nombre de Gentilshommes. Pourquoi cela? La pauvreté est devenue ridicule, & dans celle de toutes les professions où l'on devroit le moins la craindre, puisqu'on

s'y dévoue à tout perdre au premier signal, il faut du bien. On a chargé de faux fraix toutes les garnisons; la moitié des appointemens va en abonnement de Comédies, de fauteuils, de chevaux de ronde, &c. Les Régimens se piquent d'encherir sur la dépense les uns des autres. On appelle brillans ceux qui paient les plus cheres auberges, & qui sont en état d'être reçus dans les maisons. Il faut de grosses pensions pour soutenir tout cela, & les Chefs, sans songer qu'il faudra un jour mener ces gens à la guerre, se hâtent de faire retirer les vieux soldats, & de les remplacer par des gens en état de se soutenir. La vénalité s'est introduite dans les emplois; en supposant qu'un pauvre Gentilhomme soit en état d'en acheter un à son fils, la pension en souffre; il faut donc des gens de ville. Je veux croire qu'ils seront aussi bons devant l'ennemi que des campagnards; mais il s'en faut bien qu'ils ne les égalent pour la fatigue, & par l'attachement à leur emploi, que ces derniers regarderoient comme leur patrimoine. Quoi qu'il en soit, la cherté du service ôte ce genre de débouchés à la pauvre Noblesse. La maison du Roi leur reste: demandez cependant ce qu'il faut de pension à un Gendarme, ou à un Garde du Corps; les plus modérés vous diront six cens livres; & où sont les pauvres Gentilshommes qui peuvent donner cela à leurs cadets?

Il s'ensuit de cette énumération trop longue, mais que j'ai cru importante relativement à la prééminence naturelle à l'espèce de gens dont je parle, que loin de tourner en ridicule les gens de qualité riches, qui par vanité voudroient consommer en ce genre de faste ce que les au-

tres perdent en luxe inutile à l'Etat & ruineux pour eux, on devoit les y encourager.

Les gens dont vous parlez, me dira-t-on, nourrissoient plus de chevaux qu'on n'en élève aujourd'hui; la Noblesse étoit toujours à cheval, les noms de Connétable, de Maréchaux, de Chevaliers, d'Ecuyers, l'habitude où l'on est encore de dire un beau Cavalier, un aimable Cavalier, aller bride en main dans les affaires, broncher à chaque pas, & mille autres locutions usitées, font des restes de l'intime société de nos peres avec leurs chevaux. J'en conviens; mais il ne s'ensuit pas delà qu'ils eussent plus de chevaux que nous : outre que la Cavalerie réglée est devenue beaucoup plus nombreuse à commencer par le Prince, le dénombrement de ses écuries excède de beaucoup celles de ses prédécesseurs : on avoit quelques chevaux de main; mais à cela près, on n'en nourrissoit point d'inutiles. Une grande Dame de ce pays-ci, à qui je vis des chevaux de remise, me répondit *Ce n'est pas qu'il n'y en ait soixante & dix dans nos écuries; mais il n'y en a point qui ait pu aller aujourd'hui.* Quand Bassompierre rencontra cette Lingère du Pont-neuf, dont il fait une singulière histoire, il n'avoit qu'un cheval entre ses jambes : c'étoit l'homme le plus brillant de son tems; aujourd'hui le plus pauvre allant en fiacre, en occupe deux. Il est à remarquer encore que les chevaux répandus alors dans les campagnes où leurs maîtres habitoient, engraissoient de leur fumier la prairie qui les devoit nourrir, & consommoient la denrée sur les lieux : tous rassemblés aujourd'hui dans les villes, leur nourriture entraine celle *des chevaux de trait qui y ont amené le fourage.*

Mais revenons. On ne doit point être étonné que traitant de la Population, je cave à fond, quand cela se présente, les objets qui peuvent y servir & y nuire; & puisque je suis à la Noblesse, il me reste encore beaucoup à dire sur cela. Elle est très-nombreuse en Allemagne, & à tel point, que les Seigneurs & les Princes même des plus grandes Maisons sont au service des Maisons regnantes, souvent moins illustres & moins anciennes que les leurs. Le droit de primogéniture & la réversion des fiefs assurée aux cadets, quand les branches aînées tombent en quenouille, font un appas qui oblige tous ces cadets à se marier, & à épouser des filles pauvres & de haute naissance comme eux. Les enfans de ces Princes & Seigneurs n'en sont pas moins des sujets pour l'Etat, des ressources pour leur Maison; & fournissant toujours de nouveaux successeurs, ils empêchent l'inconvénient notable de la réunion des biens de plusieurs Maisons en une seule.

Aux Etats d'Orléans, sous François II. & Charles IX. il fut question de faire passer en Loi dans le Royaume l'admission des substitutions graduelles & perpétuelles, comme en Italie; & par une de ces contrariétés qui constatent la bizarrerie de la nature humaine, & qui seule a gravé ce fait dans ma mémoire, il arriva que le tiers-Etat y ayant consenti, ce fut la Noblesse qui s'y opposa. Si l'on proposoit aujourd'hui un pareil expédient comme capable de soutenir la Noblesse, & d'en encourager la multiplication, & conséquemment comme avantageuse à l'Etat, on seroit sifflé de toutes parts; & ceux qui daigneroient répondre au raisonneur, l'accableroient d'allégations, dont les moindres se-

roient que ce projet nuit au commerce, & prive le Roi de ses droits de suzerain aux mutations. Examinons en détail ces deux objections, comme les principales.

Le commerce est l'échange des nécessités & commodités de la vie, & nullement celui des propriétés. Quand à Paris les loix & les mœurs assujettissent tout à l'encan, on s'écrie que c'est bien fait, que cela fait circuler les meubles & l'argent, que les gens de Justice, les industriels du bas commerce, les curieux, les inconstans, tout enfin y gagne; & moi je dis, que par mille raisons c'est un usage pernicieux, & je le prouve. 1°. Que font donc tous ces gens amassés, qui jouent au plus fin dans le rez de chaussée dévasté de cet Hôtel qui huit jours auparavant brilloit de meubles utiles & superflus? Les Huissiers hurlent, les Procureurs écrivent, & ce peuple avide de brocanteurs, se tend des pièges adroits, tandis que les gens les plus riches n'ont pas honte de s'associer aux usuriers de profession en ce genre de passe-tems, & de venir y braver les quolibets des revendeuses du quartier. De toute cette foule de gens amassés de la sorte en mille endroits de Paris, il n'y en a pas un qui ne cherche à attraper l'autre, & la bonne foi est bannie de la pensée de tous les individus qui remplissent ces dignes assemblées. Voilà pour les agens. D'autre part, le propriétaire bannissant toute décence & toute antique superstition de respect, vend jusqu'à la robe que sa mere portoit quatre jours auparavant : sachant d'autre part que la même chose arrivera après lui, il incendie comme inutiles & propres à allonger son inventaire, mille papiers curieux & souvent utiles à la postérité, mille choses qu'on

laisseroit à ses enfans volontiers, mais qu'on ne veut pas exposer à la curiosité des Préposés à la Justice : la mere ne se soucie point de faire des meubles comme faisoient ses devancières laborieuses : Tout sera vendu, dit-elle, & servira à des étrangers. La maison est appauvrie d'autant, & l'Etat aussi, puisqu'il n'est autre chose qu'un amas de maisons particulières, & que le travail d'une infinité de dignes matrones d'autrefois réduit en partie de cavagnole, est autant de perdu pour lui. Mais, dit-on, ce changement de meubles, ces achats & reventes continuelles avivent le commerce, & font travailler les ouvriers ; & moi je dis que non : non, mille fois, non. Ces meubles vendus dans la rue de Buffry, vont être transportés dans la rue Dauphine ; on ne les use point en chemin ; ils servent à quelqu'un : ils sont, à la vérité, plutôt passés ; mais c'est que celui qui les fit le premier, prévoyant leur sort, les avoit fait à vie. La mal-façon n'est un gain pour personne, & je soutiens qu'on fait plus de meubles dans les pays où on les conserve, que dans ceux où ils ne passent jamais une génération. Entrez dans la maison de ces nouveaux établis : un appartement brille de fraîcheur, de dorure & de boiserie une fois faite, tout le reste est nud. Voyez des Palais dans le pays où le mobilier fait partie de la bonne maison : les murs sont couverts par-tout, tout est plein, & les garde-meubles le sont aussi : cependant on y travaille toujours ; le tems use & prend plus sur la quantité que sur le peu ; on remet à la mode, on remplace le vieux ; à peine est-on meublé d'hiver à fond, qu'on veut l'être d'été. Après les meubles ordinaires, on amasse ceux des occa-

sions, des noces, des couches, &c. Les châteaux viennent après les maisons de Ville : l'on se pique du superflu, & une maison est aussi riche de ce qui est en réserve, que de ce qui paroît ; en un mot, on y travaille sans cesse, tandis qu'à la réserve des fous, ce n'est qu'une fois dans la vie qu'on se meuble à Paris, où ce prétendu revirement de meubles ne fait vivre que des fripons, qui, éveillés comme ils le sont, eussent été utiles en quelque autre profession.

Cet exemple que je crois vrai de très-bonne foi, & que j'ai été chercher dans la partie de l'industrie la moins contestée, pourroit faire douter si l'on ne se trompe pas très-fort en honorant du nom de commerce tout ce qui est mouvement. Ce n'est qu'un esprit faux & un cœur gâté qui peut regarder comme commerce l'agio, le courtage, l'intrigue, le maquerellage, & autres trames de l'intérêt, de la malice & de la mauvaise foi ; autrement le diable seroit le premier des commerçans.

Je pourrois prouver également que le revirement continuel des biens & des fortunes n'est point un avantage pour le commerce ; mais il n'est question ici que des fiefs. Quel mal feroit au commerce, que les fiefs fussent assurés dans les races ? J'ai déjà dit que cela perpétuoit les vieilles souches, en engageant les cadets à se marier, maintenoit l'esprit de subordination & d'union parmi les habitans de la campagne par l'antique respect pour le sang du Seigneur, le goût de propriété dans les familles, & la splendeur dans celles que les exemples domestiques engagent le plus à tâcher de mériter de la patrie. Qui donc y perdrait ? Les Notaires, & les gens qui vivent de procès.

On dira peut-être que cela ôte l'émulation dans la partie industrieuse des sujets ; que chaque barrière mise à l'ambition , en est une au travail ; dites mieux , à la cupidité : mais je le nie. Les Hollandois , qui ont jadis poussé le commerce & ses succès plus loin qu'aucune autre nation , n'avoient point en vue de devenir Mr. le Marquis un Tel , & l'on sait que sans Marquisats ni Comtés , de simples particuliers de cette florissante République offrirent de faire la guerre au Roi de Dannemarc à leurs dépens.

On se plaint à bon droit , & l'on regarde comme un vice très-nuisible à la constitution de la Monarchie , l'ambition générale que chacun a en France de faire son fils Noble , & conséquemment inutile à tout bien en un pays , où il ne reste de débouché à la Noblesse , que celui de sous-entendre les neuf dixièmes de ses enfans , pour qu'il reste au fils unique de quoi vivre selon ce que la vanité du pere appelle son *état*. Le Magistrat veut prendre l'épée , parce qu'il est établi que l'état de juger les hommes ne convient pas à la haute Noblesse : le Négociant veut devenir Magistrat , pour faire ensuite le même saut. Le Financier , à qui l'or fournit la plus brillante & la plus unie des perspectives , prend le plus court , & appelleroit volontiers le plus étourdi de ses enfans Mr. le Ministre ou Mr. le Conseiller d'Etat , comme on désigne quelquefois Mr. l'Abbé dès l'âge de cinq ans. Le fils du paysan devient Procureur , & celui du laquais Employé. Si , au lieu de cela , le Magistrat ambitieux & secondé de la fortune dans son état , recommandoit uniquement à sa famille de penser à l'illustrer , en donnant à l'Etat des du Harlay , des de Thou , des Lamoignon.

gnon, des Talon, &c. le Négociant, des Crozat; le Financier, des Jacques Cœur; le Manufacturier, des Van-Robès : si le paysan ne songeoit qu'à améliorer son bien, & rendre ses enfans habiles & laborieux; tous deviendroient plus industrieux, plus accrédités, plus en état de se soutenir, & de profiter des fondemens jetés par leurs peres. Chaque profession élevée dans la modestie & dans une tournure de mœurs uniforme & propre à son état, n'en donneroit pas moins des sujets à la patrie; mais le fils cadet d'un Magistrat ne dédaigneroit pas de paroître au Barreau; celui du Négociant, de devenir Armateur; celui du Financier occuperoit les emplois de détail; le fils du Manufacturier chercheroit à établir des métiers où il n'y en a point; & le fils du laboureur iroit en journées. Loin que les pépinières de l'Etat fussent affoiblies par la modération des peres, elles deviendroient plus abondantes. La nature inspire d'aimer ses enfans; l'orgueil, de les craindre; & le surabondant de chaque profession fourniroit aux portions stériles de la société, comme soldats, matelots, &c.

Sans que je m'épuise en dialectique, tout homme de bonne foi sentira la vérité de ce que je dis ici; & les gens sensés se plaignent chaque jour que la folie d'autrui les mène beaucoup plus vite qu'ils ne voudroient.

Ce n'est pas que dans mes rêveries je prétendisse faire revivre la police intérieure des anciens Egyptiens, où par une loi fixe, personne ne pouvoit exercer que l'état de son père. Indépendamment des inconvéniens de ce genre d'esclavage prescrit à la nature, je fais que les *loix ne font rien sans les mœurs*. Si j'avois à

dire mon avis sur celle-ci, je l'aurois conservée en partie & abrogée en l'autre. Il n'eût jamais été permis de monter, mais toujours de descendre, chacun selon son talent. Mais les Etats ne se gouvernent pas par des spéculations; & à cet égard, je reviens au principe que j'ai établi ci-devant, & qui ne sera pas contesté, je crois, par les gens de bon sens. C'est que, sans contraindre personne, il faut honorer chaque profession relativement au degré d'utilité première, & bientôt ce moyen doux éteindra plus de la moitié de cette ambition destructive, qui fait que chacun ne demeure dans son état que par force, & ne regarde le travail que comme un passage épineux pour arriver à la jouissance.

Il résulte de ces spéculations, que l'exclusion des fiefs pour la roture, & conséquemment l'extinction des loix privilégiées propres à les conserver dans les familles, ne seroit point un mal pour le commerce; au contraire, aussi-tôt qu'un Commerçant, qu'un Financier, &c. a acheté des terres, il prend gout à l'esprit de supériorité, il dédaigne lui-même sa première profession, moyen sûr de la faire dédaigner aux autres; son argent & son industrie sortent du commerce, & tout y perd. Il ne s'agit donc plus que de répondre à la lésion & diminution des droits du Roi.

Il est certain que la vassalité devant des droits à la mutation, tout ce qui interrompt ces mutations intercepte ces droits. Il en est d'autres de centième denier, contrôle, insinuation, &c. sur les acquisitions; le tout ensemble fait un objet considérable. Je réponds à cela : 1°. Que les principaux de ces droits ne sont pas sans doute

si rapportans qu'on le dit, puisque des Charges très-peu financées en exemptent, & donnent encore la Noblesse par-dessus le marché, & qu'en supposant que ces Charges aient été créées dans des tems de nécessité, du moins auroit-on songé à les rembourser depuis & à les éteindre, si les exemptions qu'elles multiplient à l'infini, attendu qu'elles passent sur la tête de presque tous les forts aquéreurs, étoient si nuisibles.

2°. Que loin de grossir les substitutions en les étendant, je les diminue en effet; car le plan sur lequel je raisonne, ne comprend que les fiefs, & ce qu'on peut appeller biens féodaux; au lieu que dans l'état actuel un homme substitue tout son héritage, tant fiefs que biens ruraux, maisons, & souvent même les meubles: c'est là ce qui est fait pour être mis dans le commerce, & non les fiefs qui, tels que je les représente dans mon exception, ne sont presque autre chose qu'autorité, droits & prééminences.

3°. Si, se conformant sur cet article aux loix de l'ancienne féodalité encore en vigueur en Allemagne, il étoit établi qu'au défaut de la ligne masculine, la réversion des fiefs viendrait au Roi, & que Sa Majesté s'en réservant la nomination, voulût s'astreindre à ne les point donner à des Maisons déjà établies, mais à des cadets de bonnes Maisons, avec obligation de prendre le nom & armes du fief; ce droit de nomination, qui dans des Etats d'une aussi vaste étendue que les siens, remettrait sans cesse de nouvelles grâces de ce genre dans ses mains, & lui attacherait plus particulièrement encore la Noblesse, s'il étoit possible, n'équivaldrait-il pas une partie du revenant-bon en argent, qu'on prétend que cela diminueroit, & que je nie?

4°. S'il est vrai que la Population soit une richesse pour tout le monde, comme la chose est démontrée, puisque où il y a plus de gens obligés de vivre de travail, les services de nécessité respective pour tous les hommes deviennent à meilleur marché, à plus forte raison l'est-elle pour le Prince, qui de tous est celui qui paie le plus de services. Or, diminuer le prix des services, n'est-ce pas augmenter ses revenus? Cet arrangement est, selon moi, un moyen de multiplier sa Noblesse : elle seule alors rempliroit ses armées, sa garde, sa marine militaire, &c. Elle se pique d'honneur naturellement. Il ne faut à cette monnoie-là d'autre garde du trésor, qu'un gouvernement économe d'honneurs, & prodigue de considération & de louanges, & cependant c'est le plus puissant des mobiles, & le plus inépuisable des trésors.

Mais, dit-on, l'épuisement continu des vieilles fouches se répare par de nouveaux Nobles, qui dans la suite se confondent avec les anciens. C'est précisément l'inconvénient dont nous nous plaignons tout-à-l'heure. Mêlez du vinaigre avec du vin, vous les gâtez l'un & l'autre. La haute Noblesse, qui n'a presque plus, il faut l'avouer, conservé de l'antique générosité de ses ancêtres qu'une fade ostentation de ses vieux titres, ne consentira jamais à reconnaître les intrus comme étant de son corps; le préjugé même de la nation l'y autorise, & à la réserve de certains noms illustres par de grands hommes & de dignes commencemens, tout le reste est rejeté, & tel homme est lui-même dans le cas, qui en établira le principe devant ceux à qui il croira en imposer. D'ailleurs, ces portes d'annoblissement ont été si fort multipliées,

que le ridicule s'en est mêlé, plaie incurable chez les François. Qu'est-il arrivé de cela? que l'une & l'autre Noblesse est tombée dans le mépris, & que la considération de l'argent, maladie plus redoutable pour un Etat que la peste & la famine, regne aujourd'hui sans rivale. Retenons chacun dans son état; n'employons à les multiplier que les moyens qui sont propres à chaque profession. Dès qu'on voudra se rappeler en pratique où gît le véritable honneur, il s'en trouvera assez pour tout le monde.

Les Chapitres d'hommes & de filles sont encore une ressource pour la pauvre Noblesse d'Allemagne, ressource très-estimée & peu coûteuse. L'orgueil de la naissance, & la distinction de l'ordre & du genre font plus de la moitié des avantages des personnes admises dans ces corps respectables, & s'il y a quelques places lucratives, le grand nombre l'est très-peu; mais la Noblesse estime ces débouchés qui font un état pour ses enfans, & dans la crainte de s'en fermer l'entrée, vient y chercher des femmes à qui leur naissance sert de dot. La Noblesse en France a, au lieu de ce secours, celui des méfiances. On peut dire de ce joli mot ce que Mr. Bossuet disoit de la fréquentation des spectacles : *Il y a de grands exemples pour, & de fortes raisons contre.* Examinons encore cet article.

Ces alliances, dit-on, relèvent l'ancienne Noblesse, dégraissent les gens à argent, les civilisent d'une part, & de l'autre rapprochent de la société privée la morgue de la Noblesse, remettent en circulation l'argent engorgé dans un petit nombre de caisses, & diminuent insensiblement l'opposition & la haine invétérée en-

tre deux ordres d'autant plus difficiles à amener à la concorde, que la profession bien analysée de l'un est de tout demander, & celle de l'autre de tout prendre.

Voilà, je crois, tout ce qu'on peut dire en faveur des mésalliances; du moins ai-je presque sué pour en trouver tant, & cependant j'ai envie de rire du poids de ces puissantes inductions.

Mon dessein ici, ni nulle part, n'est pas de scandaliser personne; & si quelqu'un se trouve blessé, je le prie de croire cependant que j'ai crayonné mes tableaux le plus légèrement que j'ai pu, & que persuadé que les plaies en écrit demeurent, je tâche d'écrire, comme je voudrois l'avoir fait le jour qu'il me faudra rendre compte à Dieu.

En conséquence, sans faire distinction entre certaines mésalliances d'opinion, & d'autres qui sont honteuses par la source des richesses que l'on partage, je dirai qu'en général & par les raisons & principes que nous avons déduits ci-dessus, on ne sauroit trop accoutumer les différentes classes à s'allier entre elles, & à conserver comme un dépôt sacré, les mœurs & usages de leur état; je dis les bons, & je pourrois même, à certains égards, dire qu'il vaut mieux que les mauvais se concentrent que s'ils se répandent. Par exemple, si le fils d'un voleur épouse la fille d'un fripon, au fond il n'y aura qu'un ménage de gâté, au lieu qu'ils auroient été très-propres à en gâter deux.

Ce Magistrat qui épouse une fille de la Cour, se désallie (si l'on ne veut appeler cela se mésallier) aussi désavantageusement que son voisin, qui devient gendre d'un Financier. La Demoiselle.

selle met sur son vernis d'impertinence natale, une dose du gourmé de la Présidence, & bientôt elle dédaigne la Maison où elle est entrée, parce qu'elle ne peut aller à la Cour : elle transplante les grands airs ; elle distingue les cousins titrés ; ses enfans maudissent la simare qui ne va pas avec des talons rouges ; le titre de Président les offense, quoiqu'ils ne veulent pas perdre la Charge ; ils sont Marquis, & s'ils n'en peuvent avoir l'accoutrement qu'à la campagne, du moins en ont-ils la fatuité & l'équipage. Tout cela consommé, l'ancienne gravité se perd avec l'étude, & la sale d'audience des peres n'est plus fréquentée que par des créanciers & des musiciens. D'autre part, le voisin enfiéncé a reçu un petit bijou qui n'a plus rien de l'accent Picard ou Gascon de Mr. son pere ; le couvent & les maîtres y ont mis bon ordre : elle est pleine de talens, accoutumée aux flatteries des valets, & farcie de ces hauts axiomes de générosité, qu'il ne faut porter ses robes qu'une saison, que des desseins nouveaux, tout donner à ses femmes, avoir un garçon perruquier pour ses gens, afin qu'ils soient en état de paroître dans l'appartement, un plumet, des rênes & des harnois de couleur, des chevaux neufs, du vernis de Martin & ce qui s'ensuit, La belle-mere qui avoit compté que 400000 livres font 20000 livres de rente, qu'une femme doit couter dans une maison réglée 6000 livres par an, & que les 14 autres seroient accumulées pour l'établissement des enfans à venir qu'elle voit déjà par douzaines autour de son fauteuil, laisse patiemment passer les jours d'engouement de noces, hoche la tête quand on parle de spectacles, de bal, de l'Opéra, &c. mais espère que cela fini-

ra : tout se succéde cependant ; elle prend mal son tems, hazarde ses axiomes, & l'on bâille : tandis que l'imprudente maman va réfléchir après coup, & considère charitablement avec quelques amies qu'elle a fait une sottise par telle & telle raison, on démeuble dans le bas : les lampes économiques qui éclairaient son anti-chambre, sont place à des bras dorés ; les porcelaines, les vernis l'éblouissent de toutes parts ; la cuisinière vigilante est remplacée par un chef qui se réserve trois jours par semaine, & qui les quatre autres fait travailler son aide ; les valets fidèles du vieux tems fuient en pleurant tant de dégâts ; bientôt leur maîtresse les suit, & va dans un appartement étranger déplorer les vices du tems. Les premières couches la rappellent ; on lui annonce une fille : *Nous aurons un garçon une autre fois*, dit la vieille mere. *Ob ! pour celui-là, je vous demande excuse*, répond l'accouchée, *le métier n'en vaut rien, & je ne suis pas d'humeur à me sacrifier pour ma postérité. J'aime déjà cette petite à la folie, & je veux qu'elle soit héritière ; & faquins d'applaudir.* La même chose leur étoit arrivée la veille chez la Demoiselle qui avoit eu l'insolente cruauté de dire que ce n'est pas la peine de faire des enfans, quand on n'a pas un nom à leur donner. Laquelle des deux vaut le mieux pour la famille où elle est entrée, & pour y conserver l'ordre, la décence & les mœurs ?

Les principes dans lesquels j'écris, me font supprimer beaucoup d'autres raisons & de détails. Je conclus que mêlanger ainsi les états, c'est tout détruire, tout avilir, & ne relever rien que l'or & l'argent. Or, un état, où la cupidité & les richesses ont la prééminence non disputée, est une assemblée de voleurs publics ou dégai-

sés, de brigands civilisés, dont les uns sont en pleine chasse, d'autres à l'affut, & qui dans le fait occupés à s'entre-détruire, feront bientôt justice les uns des autres, sans que la foudre s'en mêle.

Dans un Etat constitué comme la France, il faut que la Noblesse soit fière, brave, pauvre, & s'en pique; que la Magistrature soit grave, juste, austère, économe, & s'en pique; que le Commerçant soit laborieux, entreprenant, franc, indépendant, simple, & en fasse gloire; que la Finance se confonde & se répande dans le commerce, loin de l'opprimer & de le mépriser; que l'Artisan soit industrieux, vigilant, réglé dans ses mœurs, borné dans sa consommation; que le Laboureur enfin & l'Agriculteur (cet ordre d'hommes précieux par lesquels j'aurois dû commencer) soit infatigable, honoré, chéri, protégé, soulagé, encouragé de façon qu'il fasse envie à tous les autres Etats par son bonheur, sa liberté, sa joie, sa tranquillité, & par cette pureté Patriarchale de mœurs, dont la campagne est la véritable & l'unique patrie.

Cette digression sur la Noblesse paroitra certainement longue; & peut-être partielle. J'ai assez témoigné ci-devant quel cas je faisois des petits, & combien je les honorois, pour n'être pas à cet égard accusé de prédilection. Je finis même cet écart, en rentrant dans l'universalité des classes de citoyens. Je n'ai traité de cet état-ci en particulier, que parce que c'est assurément de tous le plus inconnu en un pays où la pauvreté devient vice, ou *bien pis*, comme disoit quelqu'un, & parce qu'il est le plus utile après l'Agriculteur, dans un Etat où l'on connoit le prix de l'honneur & de la gloire. Revenons.

J'ai dit que la multiplication des chevaux dans un Etat est un mal, & que nous étions atteints de ce mal. Il m'est quelquefois venu dans la tête un projet qui pourroit être bon, & qu'au pis aller je donne au public pour ce qu'il me coute.

On a de tout tems regardé la capitation comme un impôt très-onéreux. J'ai ouï & lu force déclamations, où l'on disoit que c'est vendre l'air au citoyen; que cet impôt connu sous les Empereurs Romains, fut un des signaux de la décadence de l'Empire & l'une des causes de l'aliénation des Provinces, qui bientôt aimèrent mieux recevoir les barbares, & jouir de leur prétendue franchise sous l'empire le plus dur & le plus absolu, que de se voir rongées & dévorées en tous les sens par les exacteurs publics d'un Empire fiscal. Le Prince même, qui forcé par la nécessité, établit parmi nous cette sorte de tribut, en avoit un tel dégoût, que dans les tems les plus calamiteux des fins de son règne, il pressa souvent son Conseil des finances de trouver les moyens de lui faire tenir sa parole en le supprimant, sans que ses coffres alors si épuisés, en souffrissent trop. Ces sortes de discussions me sont défendues, & par gout, & par devoir de sujet; mais en supposant que la chose parût ainsi au Prince, & à ceux qui sous lui ont le droit de l'examiner, j'ai un projet tout simple à proposer à cet égard.

Je transporterai la capitation de l'homme sur les chevaux. Je me vois siffler; car, me dira-t-on, on a trouvé moyen de capiter l'orgueil ici-bas. Ce Gentilhomme qui fait un procès verbal, où il transforme des buissons en Paroisse pour faire ériger son fief en Marquisat,

sollicite & paie la permission d'avoir cent cinquante livres de capitation pour sa seule personne. Ce Marquis bruyant, qui promène en glissant sur le parquet de Versailles, les talons rouges que son petit-fils payera, qui se met en quatre pour devenir Duc, demande deux mille livres de capitation. Or, votre somme deviendra courte d'autant, car on ne sauroit titrer un cheval.

Je soutiens que la somme pourroit devenir égale à peu près. Pensez-vous que ces Marquis & ces Ducs soient absolument dupes en cela, & qu'ils ne sachent pas se retourner de façon que la Cour leur rende au centuple ce qu'elle leur prend ? Je vous le demande. Je voudrois donc qu'on capitât les chevaux ; ceux de labourage très-bas, ceux de charette formeroient la seconde classe, ceux de bât & de transport la troisième, ceux de voitures publiques, messagers, de voyage actuel en un mot la quatrième, ceux de monture, de parade & de course la cinquième, ceux de trait enfin pour le carrosse seroient la plus haute classe.

Mais, me direz-vous, vous mettez tant de monde à pied, que la capitation en deviendra à rien. Je répons à cela : 1^o. qu'il n'en seroit rien. La vanité est plus forte que la raison, & même que l'avarice. Voyons-nous, lorsqu'il arrive des chertés excessives de fourages, chose très-commune à Paris, que les réformes de chevaux soient en nulle proportion avec l'augmentation de leur dépense ? A l'égard de leur taxe, chacun en garderoit du moins au prorata de ce qu'il paie aujourd'hui de capitation.

2^o. Supposons un moment que cela diminuât *considérablement* le nombre des chevaux ; sup-

posons encore que cette diminution fût un mal, tandis qu'il est déjà démontré que ce seroit un bien ; si cela fait cet effet sur les chevaux, on ne peut nier qu'il ne le fasse sur les hommes, & tout est dit dans mon système en avouant cela.

Je ne doute pas que plusieurs d'entre ceux qui me lisent, ne pensent intérieurement qu'il vaut mieux pour un Etat, ou du moins pour les individus qui le composent, qu'il y ait moins d'hommes, mais aisés & consommans à leur fantaisie, qu'un plus grand nombre nécessités à la sobriété & à la modestie. Ce petit sentiment honnête est bon au même usage que le sonnet du Misanthrope ; mais outre qu'il est infame & cruel, je prouverai tantôt qu'il est faux & erroné. On m'objectera encore, que depuis que la capitation est établie dans le Royaume, loin que la recette en ait baissé, elle a toujours été en augmentant, preuve que la Population est accrue. Que quiconque ramène à la preuve le contraire des faits, aille faire des terriers & recevoir des reconnoissances dans la campagne ; il trouvera un mauvais village où il y avoit une petite ville, un hameau à la place d'un village, une mesure désignant un hameau : *Et campos ubi Troja fuit*. Il y a plus de champs défrichés dans plusieurs cantons, j'en conviens ; mais moins de maisons : d'où vient cela ? C'est qu'on grabe les friches & côteaux pour en tirer la subsistance de quelques années, & les laisser ensuite appauvris & pelés pour jamais, au lieu qu'ils étoient du moins autrefois couverts de bois ; mais le fonds du territoire est moins cultivé, moins fumé, & rend infiniment moins généralement parlant.

Si la recette de la capitation a augmenté, c'est

que, 1^o. ces sortes de régies se perfectionnent en vieillissant, & que tel qui savoit autrefois s'y soustraire, ne peut échapper aujourd'hui; qu'on avoit d'ailleurs certains ménagemens alors pour accoutumer les peuples, & sur-tout les Nobles, à la première imposition personnelle inventée depuis l'établissement des peuples, du Nord. 2^o. Que les taxes particulières ont cru arbitrairement.

Mais je mets en fait que le nombre des capités a beaucoup diminué, à prendre le tout ensemble. Ce n'est pas cet impôt que j'accuse de la diminution. En général, je ne suis pas trop porté à regarder les impôts comme des principes de dépopulation, sitôt qu'on aura soin de faire retrouver au paysan le fruit de son travail en sus de ce qu'il paie pour acheter tranquillité & protection; mais en admettant que dans l'exécution de mon projet, il diminuât le nombre des chevaux, c'est un bien, si le nombre d'hommes en augmente; & en supposant que les choses demeurent comme elles sont, le Fisc y gagne toujours l'honnêteté du procédé avec ses semblables.

Il n'est qu'une seule & unique façon de juger de la stable & solide prospérité relative d'un Etat; & cette façon-là quelle est-elle? Est-ce par la redoutable puissance de ses armées? En ce cas les Tartares sont les plus heureux peuples de l'univers. Est-ce par l'autorité du Prince & la pompe de sa Cour? J'en doute, car le siècle de Néron eut plus que tout autre ce genre de prospérité. Est-ce par le nombre des places fortes qui défendent ses frontières? Foibles appuis si l'intérieur est vuide, force comparable à celle des pyramides, masses effrayantes au-

dehors & qui ne renferment que des cadavres. Est-ce une marine puissante ? Mais Carthage, que ses propres sujets mirent à deux doigts de sa perte ; Carthage qu'une seule bataille donnée sous ses murs, abattit pour jamais, eut ce genre d'avantage plus que tout autre. Est-ce enfin d'y voir fleurir les arts ? Sans doute ; mais il reste à savoir lesquels ; & sans entrer à présent dans cette discussion, c'est l'agriculture ; c'est elle seule qui au coup d'œil donne l'air de prospérité à un pays, & qui dans le fait la démontre.

Par-tout où le peuple est heureux & tranquille, la campagne sera riante, peuplée, abondante, couverte de bestiaux & de fourrages. Par-tout où vous ~~M~~ verrez ainsi, comptez que le gout de propriété, celui du pays, du canton, &c. est très-vif dans le particulier ; que chaque individu s'intéresse, sans même le savoir, au bien public ; que le Gouvernement est affermi ; que l'Etat enfin est, proportionné à ses avantages naturels, en pleine prospérité.

Les Anglois admirent, dit-on, nos villes & nos chemins, & pleurent sur nos campagnes, si jamais Anglois fut pleurer nos désavantages. Je crois le premier point pour une douzaine de nos villes principales. A l'égard des chemins, j'en ai dit autre part mon avis. Mon dessein n'est pas d'examiner, & encore moins de dire, si les étrangers se gouvernent mieux que nous ; mais de présenter quelques objets où nous pourrions mieux faire. Je remarque seulement en passant, que Paris même, cette ville prodigieuse où le luxe & l'industrie semblent rivaliser & se disputer l'empire, quoiqu'en effet le premier gagne du terrain chaque jour ; Paris, ce gouffre de la France & des François, dont le territoire

réel s'étend à deux cens lieues à la ronde, & qui secondé d'une armée de colifichets, impose des tributs à tous les esprits frivoles du monde entier; Paris enfin, malgré toute sa magnificence, ne montre nulle part ces traces d'amour du public, dont les moindres villes des Anciens étoient décorées.

Ces portiques, ces places, ces théâtres, ces aqueducs, ces bains publics, & autres monumens dont les restes, après deux mille ans, font encore notre étonnement, étoient presque uniquement pour l'usage du peuple, & souvent dans des villes médiocres. Chacun alors s'approprioit les ouvrages & commodités publiques, & les croyoit à soi comme un honnête bourgeois de Paris se croit possesseur des revenus de la Paroisse, dont il est Marguillier.

Si l'on en excepte les Quais & quelques Ponts de Paris, y voit-on rien qui porte la même empreinte? Il y a trois Spectacles, deux sont des jeux de paume, le troisième est un monument de l'amour paternel du Cardinal de Richelieu pour une pièce de théâtre qu'il avoit adoptée, & aucun n'a ni la grandeur, ni les commodités & issues convenables. L'Hôtel de Ville conviendrait à peine à une ville du troisième ordre; nul emplacement destiné aux fêtes publiques; nulle fontaine digne par ses eaux d'un hameau décoré: les beautés en un mot de cette grande Ville sont toutes dispersées, sans que l'une donne du lustre à l'autre, comme on le remarque à Rome, & sont toutes dûes au luxe & à la vanité des Princes & des particuliers. Quelle différence cependant de l'honneur qu'eût fait au Prince & à la nation la prodigieuse dépense faite à la machine de Marly, si les eaux,

qu'éleve cette machine, au lieu d'aller se perdre dans les vastes déserts de Versailles, étoient destinées à descendre en fleuve dans les rues de Paris, & y former des fontaines telles que celle de la place Navonne!

Si Louis XIV. fût né dans une nation moins gothique que ne l'est encore la nôtre sur tout ce qui est amour du public & intérêt bien entendu, certainement ce Prince, à qui tout ce qui avoit l'air grand faisoit l'imagination, auroit au moins autant goûté ce faste public dont il nous a même laissé plusieurs monumens, tels que ses Arsenaux, les Invalides, les Portes de Paris, que cette magnificence privée à laquelle il a sacrifié tant de trésors, & qu'on lui reproche à bien des égards dès aujourd'hui.

On a voulu l'accuser d'un sentiment aveugle & barbare, en supposant qu'il regardoit la France entière comme son patrimoine aquis & réuni par les armes de ses ancêtres, & que croyant à sa Couronne des droits plus étendus qu'à toute autre, il imaginoit que tout étoit à lui. On ne peut disculper ce Prince, si grand d'ailleurs, d'avoir eu des notions trop fières de son autorité, de son titre, & du droit public. Il seroit difficile de prouver aussi que toute la France n'est pas au Roi, comme le Roi est à la France : il n'y a, à cet égard, qu'à s'entendre. Le droit & le fait parlent assez sans énumérer davantage; mais si l'on entend par son idée de domination, qu'il croyoit exclure toute autre propriété, on le suppose fou; & jamais homme ne le fut moins.

Cependant quand il se seroit cru propriétaire de l'État entier, il n'en auroit été que plus aisé de le porter à décorer sa ville de Paris, à faire

jaillir des eaux dans les places publiques plutôt que dans des bosquets, à faire des canaux d'arrosage plutôt que des perspectives pour son Château.

La vanité d'ailleurs l'a emporté à se graver sans cesse dans ses monumens, & à se nommer en marbre le Divin Louis, l'Homme immortel, &c. Ce fut la faute des hommes de son tems. Je voudrois quelquefois que le Roi pût entendre l'idiome d'un barbare. “ Sire, lui di-
 „ rois-je, Votre Majesté n'a-t'elle jamais pensé
 „ que l'air impératif & dédaigneux qu'on donne
 „ à vos statues, est, ou puérile, ou fâcheux?
 „ César, Cromwel & autres, nés simples par-
 „ ticuliers, & qui à force de crimes & de tra-
 „ vaux, étoient parvenus à commander à toute
 „ leur nation, pouvoient être flattés de graver
 „ en bronze cette domination, qui étoit leur
 „ ouvrage; mais vous, Sire, qui dès l'âge de
 „ six mois receviez les hommages des Ambas-
 „ sadeurs, qui à cinq ans donniez des loix par
 „ droit de naissance & d'amour des peuples,
 „ qui n'avez jamais enfin connu un égal, vous
 „ avez mille vertus; mais n'en eussiez-vous au-
 „ cune, tout le monde vous obéiroit également.
 „ Il est donc inutile de commander en pié-
 „ destal. Ordonnez qu'on vous y place, ten-
 „ dant les mains à une populace empressée, la
 „ regardant avec des yeux de pere, & lui dis-
 „ tribuant vos trésors, & qu'on lise en inscrip-
 „ tion au-dessous : *Louis élevé pour mieux voir*
 „ *les besoins de son peuple.* Qu'un canal de com-
 „ munication de la Saone à la Loire ait pour
 „ toute inscription celle-ci : *Louis a voulu que*
 „ *ses enfans de telle & telle Province connussent*
 „ *l'abondance, & ils l'ont connue.* Qu'un Edit

„ mesuré occasionne une Médaille, & qu'on
„ y lise : *Louis trouva dans son Royaume la ca-*
„ *pitation sur les hommes; il délivra ses freres,*
„ *& capita les chevaux.*

J'imagine que le Prince regarderoit comme un animal rare celui qui lui tiendrait ce langage, & avoueroit que malgré sa singularité, les idées de cet homme lui en auroient fait naître de tout autrement douces, que celles qu'il avoit eues jusqu'ici.

C'est cependant à peu près ce que je dis moins en bref dans la totalité de ces réflexions; mais revenons.

Il est donc de fait que notre Capitale n'a presque rien de digne de l'admiration des étrangers, à plus forte raison en peut-on dire autant de nos villes du second ordre; & s'il est vrai que les Anglois les admirent, c'est en les comparant aux leurs, qui, à leur Capitale près, ne sont presque que des villages riches & bien bâtis.

Mais ces Villes enfin, qui ont quelque air de splendeur, & qui tous les jours s'aggrandissent & se décorent, aux dépens de combien de villes champêtres, de bourgs, de villages & de hameaux reçoivent-elles cet accroissement fictif? Je dis fictif, parce qu'à la réserve de quelques-unes d'entre elles que le commerce a enrichies, toute cette augmentation n'est qu'en murs & en pierres. Paris, qui depuis la mort d'Henri IV. s'est exactement accru des deux tiers, n'a cependant dans le réel de son dénombrement qu'à peu près le même nombre d'habitans qu'il avoit alors; mais quatre familles de gens considérables occupoient alors une maison, qui ne suffiroit pas aujourd'hui à un artisan. Le même travail qui *suffisoit* à la consommation d'une fa-

mille de douze personnes selon la façon de vivre d'alors, n'en entretiendrait pas deux selon celle de nos jours ; & quant à la Noblesse , je soutiens qu'il y en habitoit plus qu'aujourd'hui.

Cet énorme paradoxe étonnera d'abord tout Lecteur instruit. On sait que toute la Noblesse de France attirée à la Capitale par l'ambition, le gout du plaisir, & la facilité de réaliser ses revenus en argent depuis que les métaux sont devenus plus communs, chassée des Provinces par l'exemple de ses voisins, par la chute de toute considération dans son canton, & par le dégoût d'obéir à certains Préposés de l'autorité, s'est transplantée, autant qu'elle a pu, dans la Capitale, & qu'il n'est demeuré dans l'éloignement que ceux qu'un reste d'habitude ou la pauvreté y a retenus. J'en conviens, & cependant je persiste dans mon opinion.

Pour juger en effet si j'ai tort, qu'on ouvre les annales des tems dont je parlois tout-à-l'heure : quelle affluence de Noblesse d'une part au Louvre, de l'autre à l'Hôtel de Condé ! Chaque grand Seigneur en outre trainoit après lui un nombre toujours prêt de parens, d'amis & de vassaux ; & la moindre querelle entre gens considérables, vous représente les rues de Paris pleines de gens qui alloient s'offrir chacun de leur côté. J'avoue que dix hommes qui passent dix fois en un jour dans une rue, tiennent plus de place que soixante qui n'y passent qu'une, & qu'en conséquence les tems d'activité multiplient en quelque sorte l'effet de la Population ; mais si nous n'allons plus à la suite des Princes, nous allons tous aux spectacles. Qu'on dénombre les trois spectacles le jour de l'année où ils sont le plus suivis, qu'on en sépare les

vers luisans qui sûrement ne paroissent pas dans les sortes de foule dont je parlois tout-à-l'heure, que rassemblant le reste, on leur donne à chacun un cheval & un autre pour un page ou palefrenier, si le tout ensemble remplit les cours de l'Hôtel de Condé, j'ai perdu.

Le fait est, que toute cette Noblesse accoutumée à la dureté des mœurs antiques, aux armes & aux champs, consommoit peu, n'occupoit qu'un recoin en guise de chambre, & quelques écuries aux fauxbourgs; au lieu qu'aujourd'hui il n'y a pas une seule maison de gens de qualité établis à Paris, qui n'en ait englouti dix, & quelques-unes cent de celles qui servoient autrefois de pépinière à l'Etat. Le luxe & les nécessités de la vie, de la consommation, du logement, chauffage, &c. se sont si fort étendus, que ce qui suffisoit à dix familles autrefois, n'en sauroit entretenir une. A cette déprédation insensible & de nécessité, il s'en joint même une autre volontaire : la nature gémit des moyens que le luxe suggère pour éviter l'embarras d'une nombreuse famille.

Nous traiterons de ces détails ailleurs. Ceci suffit pour démontrer par le fait & par le principe, la vérité de ce qui paroissoit d'abord un paradoxe.

Paris donc s'est étendu en pierres & jardins, glaces, parquets, marbres, mais nullement en hommes; & c'est ici seulement ce dont il est question. A ce sujet qu'on se souviene, par parenthèse, que celui qui se vantoit d'avoir trouvé Rome toute de brique, & de la laisser toute de marbre, la laissa par succession aux plus odieux des maîtres & aux plus vils des esclaves. Mais quoi qu'il en soit, Paris a fort embelli ses

environs, à commencer par les fauxbourgs & les guinguettes, où la plupart des propriétaires de ces vastes hôtels, dont ils occupent cinq fois par an les entre-fols, embellissent sous le nom de petites maisons, des réduits dédiés à l'indécence & au désordre. Les maisons de campagne ensuite, & les terres enfin, jusqu'à dix, quinze & même vingt lieues à la ronde, se ressentent du voisinage de l'opulence. Mais combien ce petit nombre de maisons, en comparaison de la totalité d'un grand Etat, a-t'il fait tomber en ruine de châteaux & de maisons autrefois habitées par des maîtres dont la consommation vivifioit tout le pays!

Sans parcourir la France, on peut s'assurer de ce fait par le seul raisonnement que, qui est ici, ne sauroit être là. Il n'y a pas une seule terre un peu considérable dans le Royaume, dont le propriétaire ne soit à Paris, & conséquemment ne néglige ses maisons & châteaux. Le même air de désertion & de décret qui règne sur les maisons principales, s'étend sur les fermes & moulins. Les maisons des particuliers, les murs, églises, clochers dans les villages, sont pareillement en mazes & couverts de lierre.

Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté, dit un homme de génie, & dont l'érudition immense est d'autant plus sûre, qu'elle est presque toujours de bonne foi & sans cesse spéculative. On peut voir dans son Livre de l'Esprit des Loix, comment il prouve cet axiome frappant de lui-même; & quoique ce génie trop vif pour être toujours méthodique, s'écarte souvent du principe dans les conséquences, on ne sauroit trop recom-

recommander aux véritables Politiques la profonde méditation d'un Ouvrage où toutes les idées sur tous genres de droit se trouvent rassemblées, & dont nous ne serons jamais que les foibles commentateurs.

Les petites Républiques, qui divisoient les Gaules à l'infini, étoient libres ; leurs terres étoient en conséquence fort cultivées : d'où s'ensuit qu'elles étoient nécessairement très-peuplées. Ce principe n'a pas échappé au judicieux David Hume. “ Avant l'augmentation, dit-il, „ de la puissance Romaine , ou plutôt jus- „ qu'à son entier établissement, presque toutes les nations dont parle l'ancienne Histoire, étoient partagées en petits territoires ou „ Républiques peu considérables, où prévaloit „ une grande égalité de fortunes ; & le centre „ du Gouvernement étoit toujours près de ses „ frontières. Telle étoit la situation des choses, non-seulement en Grèce & en Italie, „ mais aussi en Espagne, dans les Gaules, en „ Allemagne, & dans une grande partie de „ l'Asie mineure. Il faut avouer qu'aucune institution ne pouvoit être plus favorable à la „ propagation du genre humain.

Tout ce que cet Auteur ajoute relativement à la démonstration de ce principe, est également judicieux & conséquent. Nous avons prouvé ci-devant que tous les calculs à ce contraires qu'il établit ensuite, fondés sur la multiplicité & la cruauté des guerres plus fréquentes parmi ces petits peuples, qu'entre de grands Etats, sont étrangers à la question, quand nous avons démontré que la population est toujours proportionnée aux moyens de subsistance relative à la façon de vivre & à la consommation.

ont même selon les mœurs. Ainsi donc, quand Mr. l'homme est parvenu que l'ancien monde étoit divisé en petits États, qu'il a compris que les terres y étoient mieux cultivées, & que l'égalité de fortune y necessitoit l'égalité & la modération dans la consommation, il a jugé la question qu'il étoit si favorablement, si le monde ancien étoit plus peuplé que le nôtre. Tout ce qu'il vit des vengeances, massacres, & profanités sans nombre de ces pays inépuisables en hommes & en forêts, sert de preuve à l'affirmative, plutôt que de raisons pour balancer. En effet, tant de sang répandu & tant de calamités souvent générales ne purent diminuer le nombre des habitants de ces contrées séditieuses. Si quelque désastre fameux dépeuploit un canton, aussi-tôt une nombreuse colonie de voisins venoit en partager & cultiver les terres, sans que la disette d'hommes se fût sentir aux lieux d'où ils sortoient. De tous les peuples que les Romains soumièrent ou par force ou par adresse, ils n'en égorgerent aucun, si ce n'est les Juifs au siège de Jérusalem, qui s'entre-déchiroient, tandis que l'ennemi étoit à leurs portes. La Grèce, au contraire, parut plutôt associée à l'Empire que soumise. L'autorité des Romains y fit cesser les massacres, les séditions, les exils, &c. Assujettie d'abord, elle tomba; esclave ensuite, elle n'est plus.

L'histoire & les annales des petits peuples doivent seulement nous faire faire une réflexion, c'est qu'autant les Monarchies trop étendues sont destructives pour l'humanité par la disproportion entre les nécessités du Gouvernement & la force de ses ressorts, par l'engourdissement, la foiblesse & les abus moraux de toute espèce,

mais sur-tout par le mal physique qui provient de l'inégalité des fortunes, autant aussi les petits Etats sont en proie à tous les maux que le défaut de police & le jeu des passions humaines peuvent occasionner. Un Etat arrondi & correspondant dans toutes ses parties, également civilisé & connu dans toute son étendue, assez fort pour être respecté de ses voisins, avantage en tout genre des dons de la nature; un Etat dont le produit est immense & l'industrie plus considérable encore, qui a comme dans la main tous les moyens d'exportation, étape naturelle par sa situation de toutes les nations policées; cet Etat, dis-je, lié par des loix civiles qui sont d'une part le fruit d'une longue suite de siècles passés sous l'empire d'une race de Princes presque tous généreux, débonnaires, & dont le plus méchant ne fut qu'un Roi capricieux & intéressé, & de l'autre l'effet du génie & de la douceur de ses habitans, est, sans contredit, le plus heureux de tous ceux que les annales entières de l'humanité puissent nous faire connoître. Cet Etat est la France d'aujourd'hui.

Les maux qui affligent les petits Etats, y ont été prévenus plus qu'ailleurs; ses ordonnances de justice & de police sont des chefs-d'œuvre: malheureusement rien n'y est permanent; mais ses plus passagères Loix ont trouvé dans la flexibilité de la nation, une ressource contre sa légèreté; elles ont changé & adouci les mœurs. Pour une nation dure & opiniâtre, il faut des Loix qui lui ressemblent. Dieu l'a dit à son peuple, & la raison nous le fait sentir; mais chez un peuple flexible, docile, plein d'ame & de volonté, à la réserve de certaines Loix & Constitutions fondamentales, les autres doivent s'é-

chir & varier en proportion avec les mœurs. Cela arrive même sans effort & sans raisonnement, quand cette nation est assez heureuse pour avoir ses compatriotes pour maîtres & pour ministres ; c'est où nous en sommes.

Parfaitement donc à l'abri des convulsions qui attaquent les petits pays, nous avons tout à craindre des abus qui affaiblissent les grands Etats. Eh ! pourquoi un bon citoyen, un fidèle sujet du plus doux des Princes (car je défie personne d'être plus cela à découvert que je le suis en secret, moi, qui me cache) pourquoi, dis-je, déguiserait-il que nous pouvons craindre l'engourdissement, puisqu'il est une suite de la prospérité ? Quels maux sont le plus à craindre dans une grande Monarchie ? 1^o. La disproportion entre les nécessités du Gouvernement & ses efforts. 2^o. L'inégalité des fortunes. Ces deux-là réunissent tous les autres. Quelles sont les nécessités du Gouvernement ? C'est sans doute l'exacte organisation dans toutes les parties d'un Etat, & la distribution éclairée de la Police, Justice & Finance.

Supposé que par la méthode actuelle tout soit établi de façon que les provinces ne souffrent, ni de l'éloignement, ni de la proximité ; que chacune ait, pour l'exportation & l'importation, les facilités relatives à sa position, à son produit & à ses besoins ; que la justice y soit en tous les cas rendue sur les lieux, sans que la juridiction des Compagnies à ce destinées, soit jamais enfreinte ; que la police y soit tellement observée, que la faveur y soit même inutile, & que la plainte de l'opprimé trouve un vengeur & un Juge sur les lieux : si la distribution & répartition des charges & impôts est soumise

à des règles si invariables que chacun voie son tarif; & que les murmures à cet égard ne puissent être motivés & appuyés par la marche inégale & arbitraire d'une perception qui tient à un cahos d'interprétations & de décisions; si sur-tout on est attentif à faire retrouver partout à l'habitant des campagnes le fruit de ses travaux par le prix de ses denrées, pour le mettre en état de fournir de nouveau aux besoins de l'Etat; en ce cas, tout est au point de perfection; & il n'y a plus qu'à penser à ne pas dégénérer.

Cette décadence est chose possible. Ne nous laissons point, à cet égard, endormir par la prospérité. Nous pouvons dégénérer, & voici comment.

La prospérité jette dans l'excès; celle de la fortune dans l'orgueil, celle des richesses dans le luxe, celle de l'esprit devient raffinement: la prospérité d'un Etat y établit les arts, les connoissances, & tout ce qui aiguise les ressorts de l'esprit, qui ne se mêle d'abord que des choses de son district, & laisse au bon esprit, qui est toute autre chose, les matières qui ressortissent à l'utilité publique, la Politique, les Loix, le Commerce, &c. Mais bientôt devenant bizarre & dédaigneux à force de se méconnoître & de chercher la nouveauté, il s'ingère à décider de tout, & introduit par-tout le raffinement. Or, en fait de Gouvernement, le raffinement peut causer autant de maux que le délire.

Si, par exemple, ce défaut gagnoit un jour le nôtre, il enchériroit sur les moyens qui ont établi l'admirable organisation que nous venons d'y reconnoître. Certaines évocations, par lesquelles on borna jadis le pouvoir des Compa-

gnies, deviendroient si communes, que toute affaire litigieuse reviendrait, ou par la forme, ou par le fond à la Capitale, où parmi un million d'ames & dix millions d'affaires, le bon droit a nécessairement bien de la peine à trouver seulement l'étiquette des rues. Peu à peu, à force d'attirer les affaires à soi, le Gouvernement, au lieu de la suprématie qui seule lui convient, auroit l'intendance & le district des détails qu'il absorberoient, & réduiroient ses Chefs à être de simples Commis aux signatures, tandis que les intriguans, dans leur air natal, sitôt qu'ils nagent en eau trouble, assiégeant les Commis & leurs sous-ordres, faciliteroient le cours des choses vers l'anarchie & le renversement. D'autre part, les préposés ambulans de la Cour, autrefois surveillans dans les provinces, y deviendroient les maîtres absolus. Le Gouvernement obligé de décider de tout, & en garde contre les représentations devenues trop communes chez un peuple où chacun a son poids & sa balance, s'habituerait à les consulter & à les croire, leur attribuerait tout en tout genre, les rendrait arbitres souverains des Charges publiques, des travaux du peuple, de leur liberté, sans songer que ces hommes passagers, surchargés comme les Ministres & entourés de même, ne peuvent tout voir. Au milieu de cette espèce de révolution sourde, les provinces se verroient dépeuplées de leurs notables, de tous intriguans, gens d'affaires, & de ce qu'on appelle gens d'esprit, de tous ceux enfin qui auroient quelque moyen foncier ou précaire de subsister à la Capitale, qui tous viendroient tâcher d'y prendre part aux affaires, aux intrigues & à la faveur.

De ce dérangement de circulation proviendrait nécessairement un état de suffocation & d'engorgement dans la tête, de langueur dans les membres, qui opéreroient l'engourdissement, la foiblesse, & les abus moraux que nous avons cités ci-dessus. Le Gouvernement oppressé & fatigué de la foule & de la multiplicité d'affaires, prendrait pour effet de l'abondance, ce qui en seroit un de la disette & du déplacement, à peu près comme un médecin ignare croit que son malade a trop de sang, parce que le sang lui porte à la tête. La Justice & la Police verroient éclore arrêts sur arrêts, tous de commande & la plupart contradictoires; la Finance édits sur édits, explications, interprétations, adjonctions; le Commerce gêné par des réglemens sans nombre, qui tous pour fermer la voie à un abus, l'ouvreroient à vingt autres, ne sauroit jamais quel est le Code du jour; les manufactures soumises à des inspecteurs forts de théorie, foibles de pratique, verroient prohiber leurs anciens usages, sans obtenir des secours pour en établir de nouveaux; tout tombant en langueur, les crises de détail devenant plus fréquentes, les hommes même de génie à la tête des affaires, en seroient réduits aux registres de l'imagination pour trouver des palliatifs.

Les palliatifs sont, sans contredit, la pire des recettes pour le régime d'un Etat; mais c'est la seule qui reste, quand à l'oubli des principes fondamentaux se réunit l'accablement du travail journalier qui distrait des réflexions profondes, joint à l'impossibilité de reconnoître le caractère moral d'une nation, boussole des premiers Législateurs, mais perdue pour les Chefs d'un peu-

ple qui n'a plus de caractère. Delà viendroient les prohibitions de détail, la clef des greniers mise aux mains de l'autorité dans l'espoir de conserver une denrée précieuse, & confiée en effet à celles du monopole, malgré ceux même qui en ont la disposition primitive; les surcharges établies dans des lieux déjà ruinés par le défaut de vivification, & qui ne sont surcharges, que parce qu'elles partent d'après un plan fait sur des proportions qui n'ont lieu qu'aux cantons, où tout l'or d'une part, & toute la consommation de l'autre se rassemblant à la fois, le tarif des valeurs augmente chaque jour, tandis qu'il décroît ailleurs. Delà viennent enfin tous les maux résultans de l'ignorance forcée & de l'action nécessaire, qu'il seroit inutile de détailler plus au long.

Ce cercle d'inconvéniens idéaux & fictifs aujourd'hui peut aisément devenir réel pour nos neveux : mais si ces objets nous touchent peu, comme trop éloignés, il n'en doit pas être de même de ceux qui ont pour principe l'inégalité des fortunes; car il faudroit être aveugle pour ne pas voir que nous y touchons. Les maux qui en résultent, ont été mis en fait de tout tems par tous les hommes d'Etat, par tous les citoyens, & sentis même dans un autre genre par les tyrans. Mais il est nécessaire de les remettre en question à certains égards, & d'en esquisser quelques détails.

Je l'ai dit ailleurs; les grosses fortunes sont dans un Etat ce que sont les gros brochets dans un étang. " Un homme dont la fortune est augmentée, dit le judicieux David Hume que je ne puis m'empêcher de transcrire encore ici, ne pouvant consommer plus qu'un au-

„ tre , est forcé de la partager avec ceux qui
„ dépendent de lui ou qui le servent. Cepen-
„ dant la possession de ceux-ci étant précaire,
„ ils n'ont pas le même encouragement pour
„ le mariage, que si chacun avoit une petite for-
„ tune sûre & indépendante. D'ailleurs, des
„ Villes trop grandes sont destructives pour la
„ société, engendrent des vices & des désordres
„ de toute espèce, affament les Provinces, &
„ s'affament elles-mêmes par la cherté du prix
„ où elles font monter les denrées.

Il dit encore quelques lignes au-dessous. “ Ce
„ sont les obstacles qui naissent de la pauvreté
„ & de la nécessité, qui empêchent les hommes
„ de doubler en nombre à chaque génération.

Il faut être arrivé par les calculs à ce principe, pour savoir s'y tenir. Avant de passer aux autres détails concernant les inconvéniens des fortunes exorbitantes, je veux placer ici une réflexion relative à la population des Villes, puisque ce qu'en dit Mr. Hume m'y conduit tout naturellement.

J'ai déjà dit qu'il n'étoit point dans mes principes de proscrire les grandes Villes, au contraire. Je désirerois seulement qu'uniquement attentif à peupler les campagnes, on s'en reposât pour la population des Villes, sur le penchant naturel qu'ont les hommes de se rapprocher des commodités de la vie, des plaisirs & de la fortune; mais que tout ce qui a trait à la campagne, & sur-tout les grands propriétaires des terres, fussent encouragés & excités par tous moyens doux & agréables à y faire leur principale résidence.

Je dis plus, à l'égard des vices & désordres de toute espèce qu'engendrent les grandes Vil-

les, ou du moins qu'elles facilitent : c'est que je doute que ceux qui leur en attribuent l'invention, aient considéré la chose dans toutes ses proportions. Or, je mets en principe, qui, je crois, ne me sera pas contesté, que si la Population est la force d'un Etat, la Police en est le régime. Plus un état est peuplé, plus il est aisé d'y établir une bonne Police. Ce ne sont pas les hommes qui se communiquent les vices, ce sont les hommes oisifs qui les inventent & les multiplient. Mais, selon mon plan, ils seront dans peu ferrés de si près, qu'obligés de s'évertuer pour vivre, ils auront moins le tems & l'habitude de songer au mal. Qui doute qu'il n'y ait plus de sûreté dans Paris que dans une forêt ? Je fais, encore un coup, qu'il est des désordres que les grandes Villes occasionnent en les facilitant : aussi n'est-ce pas proprement pour elles que je parle. Je soutiens cependant qu'il se fait plus de crimes dans vingt Villes prises ensemble de dix mille ames chacune, que dans Paris qui en contient quatre fois autant.

Je le répète, de crainte de paroître perdre de vue mon objet primitif : c'est la campagne que je veux peupler. L'aridité du sol, la rigueur du climat (obstacles qui, comme je l'ai dit, se trouvent moins chez nous que par-tout ailleurs) cèdent au bon Gouvernement. Malthe n'est qu'un rocher qui ne sauroit nourrir la vingtième partie de ses habitans. Attirés par l'appas d'un Gouvernement doux & permanent, ils vont, pour couvrir leur roc, chercher de la terre en Sicile, la plus heureuse contrée de l'Europe par nature, & cependant la plus déserte.

La police, je l'ai dit, est un des principaux *points de protection*, & cet article demande-

roit peut-être autant de vigilance que jamais. Le siècle des oppresseurs particuliers est passé ; mais celui de la fraude, du vol & du tour de bâton, pourroit prendre la place.

Je ne crois donc pas que les grandes Villes soient aussi destructives pour l'humanité que Mr. Hume paroît vouloir l'établir, pourvu néanmoins qu'elles ne soient que l'égout du superflu des campagnes, & s'il se peut même qu'elles se repeuplent aux dépens de l'étranger. Ce n'est pas que je ne pense, comme lui, que les grandes Villes sont un gouffre énorme pour la population, & c'est là le principe de ce flux perpétuel d'étrangers vers la Capitale des nations dominantes dont ce savant Anglois a rassemblé les traces dans son traité de la Population. Mais, sans m'engager dans une dissertation & des citations à cet égard, où je ne pourrois être que son copiste, examinons seulement Paris dans ce sens-là.

La légèreté de la nation fait que les possesseurs précaires, dont parle Mr. Hume dans l'endroit de son Ouvrage que j'ai transcrit, n'ont pas ici la prudence qu'il suppose avec raison en général à ces sortes de gens. Tout le monde s'y marie : domestiques, gens à gages, ouvriers, voyageurs, gens qui n'ont que des emplois ou des bienfaits du Roi, tout se met en ménage. Que devient leur génération ? Je l'ignore ; mais frappez à toutes les portes depuis le plus bas peuple jusqu'au plus grand, vous entendrez parler toutes les langues, Espagnol, Anglois, Hollandois, Allemand, Italien, &c. tous les idiômes, Breton, Normand, Picard, Champenois, Provençal, & sur-tout Gascon ; & je mets en fait que sur trente personnes vous n'en trouverez

qu'un qui soit né à Paris. Que sont-ils donc devenus ? Se sont-ils répandus dans les Provinces ? J'en doute. Rarement de l'embouchure d'un fleuve un filet d'eau remonte-t'il vers sa source ; mais pour m'en instruire par le fait, j'y vais : j'y vois quelques étrangers tous Gascons ou Savoyards ; mais de Parisiens , s'il en est deux dans chaque Province , c'est tout ; quoique d'ailleurs ce seul nom y porte vertu , & que, quelque mal-adroit que puisse être un perruquier ou un tailleur expatrié sous le titre de Parisien, il ait toute la vogue du canton. Mais, en effet, il ne s'en trouve, du moins en nombre, ni dans les armées, ni à la mer, ni établis ailleurs artisans, négocians, & moins encore fermiers ou laboureurs.

La mollesse, la sottise, & l'enfance perpétuelle des hommes nés au milieu de l'aisance & de l'oïiveté des Villes, forment une mauvaise école pour réussir aux différens travaux auxquels notre subsistance est attachée.

En un mot, il est de fait que la génération des grandes Villes est comme en pure perte pour l'humanité, & que tout cela s'éteint, sans qu'on puisse savoir ce qu'il devient. Mais il ne s'ensuit pas delà qu'elles soient destructives pour l'humanité en général. Qu'on se rappelle ce que j'ai dit des causes physiques de la Population, toutes relatives aux moyens de subsistance. Il est certain que les Villes sont le séjour de l'industrie, qui, après l'agriculture, est le second de ces moyens, en tant sur-tout que cette industrie sert à attirer le suc alimentaire de l'étranger, & que les grandes Villes sont, autant qu'il se peut, approvisionnées du produit de son territoire.

Cet article doit être traité au long dans la seconde Partie ; mais il faut se rappeler fréquemment le principe , que dans quelque lieu que l'on place la pépinière de l'Etat , elle sera toujours assez abondante pour porter la Population au plus haut degré possible , relativement aux moyens de subsistance qui se trouveront solidement fondés dans l'Etat , & au genre de consommation qui sera établi par l'usage. S'il étoit à notre choix de marquer cette pépinière aux lieux de convenance , sans contredit elle vaudroit mieux à la campagne , où les hommes naissent plus sains , sont élevés plus durement , & où moins étayés par le voisinage des préjugés & des notions factices de la société , ils sont de bonne heure accoutumés à faire ressort sur eux-mêmes : ce qui leur rend l'activité plus naturelle , la tête plus forte & le jugement plus sain ; mais la nature en a décidé de la sorte sans nous consulter , & la campagne est & toujours sera l'unique objet de la Population.

Après cette digression , devenue plus longue que je ne pensois , venons aux inconvéniens de l'inégalité de fortune. Il faut de deux choses l'une , ou qu'une grande fortune soit en fonds de terre , ou en argent comptant. J'ai fait ailleurs le tableau de la sorte de déprédation qui provient de la réunion de plusieurs grands domaines dans la même main , & j'en étendrois le paysage à l'infini , sans crainte de me répéter ; mais je crois en avoir dit assez , & qui ne m'aura pas compris alors , ne m'entendrait pas mieux à présent. Si , au contraire , cette fortune est en argent comptant , elle n'est rien , & d'elle-même elle ne rapporte rien. Mais cette façon d'avoir un trésor endormi à côté de soi , qu'on dit être

celle de quelques Espagnols, n'est point du tout la nôtre, & Dieu nous en préserve; ce seroit alors que l'engourdissement seroit devenu léthargique. Ne croyons pas pourtant que ce soit chose impossible: l'usage de mettre son bien à fonds perdu, devenu si fort à la mode en France, est un pas, selon moi, fort considérable vers cette autre sorte d'incurie qui nous paroît si brutale aujourd'hui. A quoi tient-il que dans un ordre de société, où la vanité & la paresse ont tellement étouffé la nature, qu'il y est d'usage qu'on se départe de son fonds en faveur de la cupidité d'autrui au moyen d'une rente plus ou moins forte, & que l'on y recherche les moyens de sacrifier cette douce illusion de propriété à cette autre insatiable chimère appelée aisance? à quoi tient-il, dis-je, que la mode n'y vienne de se coucher auprès de son coffre fort, & de tirer delà, seulement à une petite diminution de confiance? Les facilités de l'or, dont la quantité va toujours en augmentant en Europe, augmenteront aussi les dissipations & le mauvais ménage de ceux dont la fortune est assez fondée pour être un objet de sûreté aux prêteurs en viager.

Qui pourroit, d'une part, mettre sous les yeux du public la colonne des emprunts en France, & de l'autre celle des remboursemens, verroit tout d'un côté & rien de l'autre. Cette allégation ne manquera pas de contradicteurs effrayés: les avares m'objecteront que tous les jours on les menace de remboursement sitôt qu'ils ont fait un placement sûr, je le fais; mais quand ils l'ont reçu ce remboursement, sont-ils long-tems à replacer leur argent? Les pieds leur grillent de le savoir mort, & ils se hâtent

de le prêter de nouveau, soit à un intérêt plus bas, soit avec moins de sûreté. Somme totale, on emprunte de par-tout & sans cesse : cependant à mesure que les emprunts grossissent, les effets qui leur servent d'hypothèque, diminuent en proportion. Cette proportion calculée sans un grand effort d'Algèbre, peut fixer, à un petit nombre d'années, relativement du moins à la durée naturelle du corps politique, l'époque du revirement en ce genre, qui réalise l'axiome de Pantagruel dans son Chapitre des prêteurs & des emprunteurs.

Mais, sans être Cassandre à cet égard, & sans présager une révolution aussi violente qu'immuable, du train dont nous allons, la moindre petite secousse relative à ce grand ébranlement peut très-bien opérer la léthargie en question. Puisque tout me manque, diront nos habiles neveux qui auront sûrement cent fois plus d'esprit que nous, mon coffre fort ne me manquera pas ; je tirerai delà, vivrai indépendant (car l'indépendance fut toujours une des idoles de la paresse, & même de la gueuserie sa sœur) & *après moi le déluge.*

Ce doux & sociable proverbe est déjà le plus commun de tous parmi nous ; & moi qui suis animal réfléchissant, j'imagine que cet axiome nous menera à la confusion des langues, comme autrefois le contraire y mena ceux de ce tems-là. Pourquoi non ? les extrêmes se touchent. En effet, si la campagne se dépeuple, si les arts mécaniques dégénèrent en clinquant & bagatelles, les arts libéraux en grimaces ; si les Loix s'oublient, si les Hiérarchies se perdent, si tout enfin s'use & s'affoiblit, *après moi le déluge* ; tout cela durera assez pour moi. Si nos pères

avoient pensé de la sorte, ils nous auroient rendus plus dignes d'être Philosophes que nous ne le sommes, plus approchans du fort de Bias. Je ne dis pas que ceux qui établissent ces beaux principes, fassent par leur apathie grand tort à la société actuellement. Quand au lieu de barbouiller ces pages critiques, je promenerois en ce moment un cabriolet sur le boulevard, l'Etat n'en iroit ni plus ni moins. On le croit, & je crois le contraire. Les opinions des gens oisifs dénotent le fond des mœurs du citoyen, si elles ne l'établissent. Petit à petit tout un peuple échappe de la sorte aux anciens principes de son gouvernement; & comme la Police, qui en fait une des principales portions, doit décliner selon les mœurs, cette portion entraîne les autres. Prenons-y garde : personne ne gouverne qui ne soit aussi gouverné.

Le génie & l'activité de la Nation, me dira-t'on, nous garantiront toujours de cet assoupissement léthargique dont vous parlez. J'en doute encore. Les Espagnols n'étoient & ne sont point du tout faits pour cela. Ce pays si difficile à subjuguer, & qui, pour dire mieux, ne le fut jamais bien, contenoit cinquante-deux millions d'habitans du tems de César : Population immense, & qui prouve que l'agriculture y étoit portée au degré de perfection. Malgré ses guerres, ses révolutions, & les autres maux internes dont quelques-uns la ravagent encore, on ne trouve dans ses mœurs aucune trace de cette folle paresse qui l'anéantit aujourd'hui, jusqu'aux tems où les sources de l'or se répandirent dans son sein.

L'or est toujours dévastateur par des raisons *physiques* que nous étendrons ailleurs; mais il
l'est

l'est encore par des raisons morales qui ont plus ou moins de force selon le génie & le naturel de chaque peuple, comme aussi selon le plus ou le moins d'étendue d'un Etat. L'Espagnol naturellement fou de sang froid, glorieux & superbe, n'étoit point propre à faire de l'or le seul usage qui puisse le rendre passagèrement utile; il le perdit, & se perdit lui-même en projets idéaux & vains. Rentré nul dans son espèce de continent, le type Romanesque de sa suprématie imaginaire lui demeure encore; il s'endort à l'ombre de son prétendu trophée, & jouit d'un empire immense, puisqu'il n'a de bornes que celles de son ignorance.

Examinons, sans prévention, notre propre caractère, & voyons s'il n'est pas par certains endroits susceptible de dégénérer à ce point-là. Du côté de la valeur, de la noblesse & de la générosité, les Espagnols ne nous cèdent assurément en rien; mais nous sommes vains, légers, peu propres aux opérations qui demandent de la suite & de la patience, confians dans le présent, peu prévoyans de l'avenir. Nos vices, à la vérité, plus mêlés & moins uniformes que ceux des Espagnols, sont moins dangereux, & même quelquefois utiles; mais il n'en est pas moins vrai que notre génie n'admet guères plus que le leur, les qualités propres à tirer de l'or les avantages dont il est susceptible, & que nous sommes peut-être plus capables d'en abuser. Prenons par le détail, & l'une après l'autre, ces deux propositions.

Nous sommes, à la vérité, actifs & industriels, & les Espagnols ne le sont point du tout, à moins que ce ne soit en grand. Ils dédaignent le district de la bagatelle, qui est un Pérou pour

I. Partie.

M

nous; mais il faut considérer à cet égard, que notre genre d'industrie n'a pas besoin de l'abondance de l'or pour se faire valoir, puisqu'elle en est elle-même la source.

Quel usage peut-on faire de ces métaux précieux pour l'utilité d'un pays où ils regorgent? Je n'en connois d'autre que ces grands établissemens de commerce étranger, qui multiplient à l'infini au-dehors les forces intérieures & naturelles d'une nation, & qui y font des colosses de fortune bien & loyalement acquise au-dedans. Or, remarquons qu'en ce genre nous entreprenons beaucoup, & faisons peu. Comparons les fortunes de nos plus gros négocians, leurs établissemens au-dehors, leurs correspondances, leur crédit, leurs entreprises avec les choses toutes semblables qu'on voit chez les autres nations commerçantes, & nous serons étonnés de la disparité. Mais notre étonnement doublera encore, si nous voulons faire entrer dans cette comparaison celle des proportions entre ces Etats & le nôtre. Nous sommes industrieux; mais nous ne sommes ni constans, ni tenaces, & ces deux dernières qualités sont aussi nécessaires pour les grands établissemens de commerce, que la première l'est pour la vivification intérieure, partie pour laquelle nous avons des ressources supérieures.

Je dis plus; nous perdriions peut-être à gagner de ce côté-là. Les succès d'un certain ordre pour lesquels nous n'avons jamais eu d'égaux, nous échapperoient, & nous atteindrions difficilement aux autres. Je m'explique. Une nation militaire, noble, gaie, qui naturellement ne fait que servir, & ignore la servitude, perdra l'ame de tous ses ressorts, si jamais l'esprit de calcul & l'ambi-

tion du gain y dominant. Or, d'anciennes chimères, une vieille constitution qui l'a menée si loin & si glorieusement, doit être précieuse aux yeux d'un Gouvernement sage & éclairé.

D'ailleurs, l'esprit dominant du commerce est la liberté. On ne vit jamais fleurir l'un à un certain point sans l'autre. Chacun entend à sa guise ce grand mot de liberté, susceptible d'autant de définitions qu'il y a de têtes. Ce n'est pas que je prétende dire que ce soit un être de raison, à Dieu ne plaise; mais il est de fait que la vraie liberté consiste dans l'autorité des Loix, dans la sagesse du Gouvernement & dans le bonheur des peuples: il est certain aussi que la liberté est au génie des peuples, ce qu'est le régime aux tempéramens; ce qui fait la santé de l'un, seroit le poison de l'autre. Oh! pensons-nous être susceptibles du genre de gouvernement qui constate la liberté des Puissances commerçantes? je n'en crois rien. Je dis plus, je prouverois le contraire par des raisons tirées de l'intrinsèque de nos mœurs, de notre constitution, & des exemples de notre Histoire, s'il étoit ici question de cela. Qui me prendroit en ceci pour un vil flatteur de l'autorité, ne se seroit pas donné la peine de me lire.

Il résulte de ce que dessus par le raisonnement, que nous perdriions peut-être à être de gros commerçans, & par le fait, que nous ne le sommes ni ne le pouvons être. Cette façon d'être est cependant la seule qui puisse compenser les maux infinis que la trop grande abondance de l'or peut faire dans un Etat. Ce n'est pas encore ici le lieu de les analyser en détail; j'en dirai qu'un mot relativement à la seconde proposition que j'ai établie ci-dessus, à savoir, que

nous sommes peut-être plus capables que les Espagnols d'abuser de l'abondance de l'or.

L'Espagnol enrichi d'abord, est devenu paresseux par vanité; nous le deviendrons par mollesse & par découragement absolu. De ces deux façons de cesser d'être, la première conserve toujours quelques ressources; mais la mollesse n'en a point. On tourne des têtes vaines d'un côté utile, & le mouvement reprend. On réveille les héros enchantés d'Amadis; mais on tonneroit vainement sur des catacombes pour rendre à ces ossemens le mouvement & la vie.

L'oppression fut Espagnole, le péculat est François: on achète les Charges en Espagne; mais la subvention est mise dans les patentes pour services rendus de tant.... En France tout se donne; mais en supposant le tems de la domination de l'or, le Chef, le Ministre vendu dans son redoutable cabinet, seroit tout étonné d'avoir fait mille graces, & de n'avoir pas une créature, pas un ami de sa personne, mais seulement de sa place, parce qu'il ne voudroit pas se persuader qu'il seroit mis à l'enchère par ses entours, & qu'on vendroit ses audiences, son repas, son sommeil, ses distractions, &c. En vain il seroit alors maison neuve & nouveau cabinet à tous égards; les mouches qui succédroient, plus avides que les premières, l'assiégeroient plus étroitement encore. Pût-il réussir à faire venir de Congo des Commis & sous-Commis muets & sourds, endurcis enfin à toute contagion de l'or; (on en voit, & qui ne viennent pas de si loin) l'intrigue & la corruption alors descendront d'un cran, les valets vendront les sous-ordres, les sous-ordres le premier, & celui-ci le Chef, tous sans le savoir. S'il se pou-

voit qu'un homme fût assez rigide, assez singulier, assez vigilant, assez heureux enfin pour établir au milieu d'un peuple livré au pouvoir de l'or, une famille entière de gens incorruptibles, ce seroient eux qu'il faudroit flétrir, puisque l'homme vraiment dangereux dans la société, est celui qui y intercepte l'ordre reçu.

C'en est assez pour un prélude, & pour faire naître quelques idées sur une matière que je traiterai plus à fond quand nous y serons. C'en est assez, dis-je, pour faire soupçonner aux gens réfléchissans que je n'ai pas avancé un paradoxe en disant que l'abondance de l'or peut faire à la France d'aussi grands maux qu'elle en a fait à l'Espagne, & des maux plus irréparables encore.

Dans l'état actuel parmi nous, il n'y a point encore de fortune endormie, comme celle dont nous avons parlé ci-dessus. On pourroit néanmoins en excepter les sommes immenses employées en mobilier de pure fantaisie, qui n'a de prix réel en quelque sorte que par la mode; mais dans la question présente, ces fonds sont regardés dans l'Etat, comme un corps de réserve qui en augmente la richesse foncière. Retrançons encore les viagers qui ont eu leur article, quoiqu'en effet ils fassent aujourd'hui un corps énorme de rentiers dans la Capitale. Toutes autres espèces de richesses, dès que nous en avons ôté les biens en fonds de terres, ne peuvent être qu'en contrats, maisons, &c. Pour ce qui est foncier, charges & bienfaits du Roi pour la partie amovible, examinons l'un après l'autre, ces sortes de biens, pour voir si leur entassement sur la même tête n'est pas un mal physique, seul objet que nous envisageons ici, en attendant qu'il soit question du mal moral.

Les biens en contrats sur les particuliers ne sont autre chose qu'une hypothèque sur les terres. Il importe peu qui soit le possesseur d'une telle terre ; il est question de savoir qui en tire le revenu. Or, celui qui a un contrat de cent mille francs sur une terre de cent mille écus, possède réellement en fonds le tiers de cette terre ; mais comme l'intérêt en France est sur un pied beaucoup plus haut que les fonds ni l'industrie ne le peuvent porter (abus que l'on corrigera apparemment quand on croira qu'il en est tems) il est de fait que celui à qui une terre de cent mille écus doit cinq mille livres de rente clair & net, sans entretien, cas fortuits, ni réparations, possède réellement les deux tiers de cette terre ; & retombe dans la classe des inconvéniens que nous avons dit être attachés à la réunion des grands fonds de terres sur la même tête.

Mais, dira-t'on, le principal de ces inconvéniens, tels que vous les avez déduits, est que les fonds ne voyant jamais le maître, & livrés à des agens paresseux, fripons & pressés par les besoins continuels qui assiègent cent fois plus les grandes maisons que les petites, tombent en dégradation, & ne rapportent pas la moitié de leur produit possible & proportionnel. Au lieu de cela, les fonds qui doivent rente à des riches particuliers, n'en appartiennent pas moins au possesseur réel. La rente qui le resserre, excite son industrie, & le force au travail où il est porté par le goût de propriété, quoiqu'indéale dans le fait, & dont son indépendance réelle lui facilite les moyens. Pure spéculation que tout cela : c'est ainsi que les choses devraient être ; mais ce n'est pas ainsi qu'elles sont. On

fait assez que cet axiome a lieu dans toutes les choses humaines ; voici comment elles vont dans celle-ci.

De deux choses l'une, ou la rente est accablante pour le fonds, ou elle est légère. Dans le premier cas, le découragement s'en mêle & entraîne bientôt le désordre, la terre est saisie. Qu'on voie dans les bureaux à ce préposés combien il y a de terres en France à bail judiciaire. Tout le tems qu'elles demeurent ainsi, l'on y fait à peu près comme pourroit faire l'ennemi. Une terre en décreet est devenue proverbe pour figurer l'excès du délabrement. Mettez ensemble toutes les terres qui sont en ce cas dans le Royaume, vous en composerez de grandes Provinces, qui sont en conséquence dans un état de dévastation absolue. La vente forcée succède enfin : l'hypothécaire se fait adjuger la terre à la moitié de son prix actuel, qui n'est que le quart de sa valeur réelle, & petit à petit, de rentier qu'il vouloit être, il devient propriétaire de nécessité. Mais cet homme, qui par principes dédaignoit les terres comme incapables de lui procurer la sorte d'aisance qu'il recherche, qui par habitude n'est plus propre qu'à numéroter ses contrats dans des cartons, & à minuter exactement des quittances, regarde ses nouvelles acquisitions comme les débris forcés de la sorte de fortune qu'il ambitionnoit seule, & est encore moins propre à les faire valoir, que le dérangé qui les a perdues.

Dans le cas, au contraire, où la rente est légère, le propriétaire la néglige, calcule ses revenus, monte sa dépense en conséquence, & ne pense aux charges que comme on dit : *Un bon mariage payera tout.* Les facilités que lui

procure sa qualité de propriétaire, servent à l'entretenir dans cette sorte de délire ; les intérêts s'accumulent, il contracte de nouvelles dettes, les mobilières succèdent, puis les dettes criardes ; tout abîme enfin à la fois, & il revient au même point que le premier.

J'étois un jour chez un des fameux Notaires de Paris ; nous vîmes passer, à grand bruit, le carrosse d'un Brillant que nous connoissions. Combien, me dit-il, croyez-vous que cet homme ait de revenu ? Mais, dis-je, il passe pour avoir quatre-vingt mille livres de rente. Il le croit aussi, reprit le Notaire ; mais au fait il en a quatorze. Ceci, direz-vous, conclut contre les mœurs, & non contre les rentiers. Oui, en un sens ; mais quand je n'induirois delà que cette vérité, que le regorgement des métaux qui donne ces ruineuses facilités aux propriétaires, est un mal, je ne sortirois pas de l'objet général de ce Chapitre. Cependant pour me renfermer dans la question actuelle, qui est, que les grandes fortunes en contrats sont un inconvénient, il suffit que j'aie démontré d'une part qu'elles ne sont autre chose qu'une grande fortune en fonds de terres, & de l'autre qu'elles menacent d'une prompte & ruineuse révolution les fortunes subsidiaires, pour avoir prouvé qu'elles sont dangereuses dans un Etat. Je répète que je n'envisage point ici les inconvénients de l'abondance des métaux du côté moral, qui sont tels cependant qu'ils se réduisent promptement au physique. Ceci n'a déjà que trop d'étendue ; passons aux autres sortes de fortunes citées ci-dessus.

Il est encore une autre espèce de bien foncier, qui proprement n'est un objet que dans

la Capitale & quelques autres Villes principales en petit nombre : ce sont les revenus en maisons. C'est un article considérable ici, & à dire vrai, si les inconvéniens moraux d'une fortune trop considérable en ce genre de bien sont les mêmes que ceux des autres espèces de fortunes, il n'en est pas de même des inconvéniens physiques. Celui qui a employé son superflu ou ses fonds en argent à tirer de la terre des matériaux informes, pour les faire servir à l'ornement de sa patrie, & à la commodité de ses concitoyens, a bien mérité d'en retirer les fruits, dont une partie d'ailleurs est dûe au maintien de l'industrie & du travail par les fraix de l'entretien.

S'il est des inconvéniens de trop grande consommation à l'extension extraordinaire donnée aux logemens aujourd'hui, c'est un examen qui appartient au Chapitre du luxe, & nullement à celui-ci ; mais il est bon de considérer que je n'ai jamais prétendu discuter ici la justice des possessions de chacun.

Mon principe politique, s'il m'appartient d'en avoir un, seroit de respecter tellement le droit public, que tout titre de propriété, même la plus mal acquise quant au passé, en fût un de possession assurée & paisible ; que tous engagements, même les plus onéreux & forcés, fussent sacrés dans la société, & ce n'est que par des moyens justes & doux, que je voudrois engager chaque particulier à diviser volontairement sa propre fortune pour se procurer d'autres avantages plus précieux & plus estimés. Il ne s'agit donc ici nullement du titre, mais de l'usufruit seulement. Or, d'une part on ne sauroit nier que les prix excessifs des loyers & logemens qui n'ont point de trait aux commodités du com-

merce, sont un signe évident que dans un Etat on fait trop de cas de l'habitation des Villes, & trop peu de celles des campagnes ; de l'autre, que c'est une preuve du baissément de prix des fonds de terre dans l'estime publique.

Louis XIV. sur les fins de son regne, ayant appris qu'un Nonce avoit loué mille écus une maison à Paris, en parla plusieurs fois avec étonnement & réflexion, lui qui parloit peu. Les maisons de cette espèce sont aujourd'hui à quinze mille livres. Je demande si, depuis ces tems-là, la proportion du haussément des fermes des fonds de terre a suivi ce taux-là.

D'autre part, si un particulier qui rassembleroit sur sa tête une grande quantité de ces sortes de biens, s'entendant avec cinq ou six de ses semblables, vouloit tout-à-coup rehausser considérablement le prix des loyers, ne seroit-il pas le maître de porter un coup invisible & sûr à la société ? Les Italiens beaucoup plus habiles usuriers que nous, quand ils s'en mêlent, n'y manqueroient pas.

En un mot, de quelque nature de biens fonciers que soit composée une fortune énorme, elle est nuisible dans l'Etat par le physique, & plus encore par le moral, dont nous parlerons dans son tems. Passons au détail des différentes sortes de revenus qui ne sont point héréditaires.

Les Charges sont encore aujourd'hui en France une portion de la fortune des citoyens. Revenons à l'étymologie de ce mot, qui est devenu synonyme chez nous à celui d'Emplois & de Dignités ; on trouvera la trace de la façon dont ces choses sont regardées dans les sociétés d'hommes non encore corrompus. Ce sont vraiment des Charges, à les envisager dans leur vé-

ritable point de vue. Quand les Prélats se regarderont comme les administrateurs des biens des pauvres, & devant répondre de l'instruction d'un peuple immense; quand les Magistrats craindront d'avoir part à toutes les injustices qui se font dans leur ressort; quand les Généraux se considéreront comme répondans de tous ceux des maux de la guerre qu'ils auroient pu éviter; les Ministres, de l'oppression des peuples, &c. il n'y aura pas tant de presse à solliciter les Emplois; & tout homme doué par la Providence du nécessaire absolu, regardera comme une véritable charge, la destination que le Prince aura faite de lui pour ces différens objets.

On comprendra dès lors comment dans des tems de régénération, il s'est pu faire que, sans singularité, des hommes très-sensés aient fui les Dignités avec plus d'opiniâtreté que nous n'en avons à les poursuivre aujourd'hui. Il y a eu de ces sortes d'exemples de tout tems, & même sous nos yeux. On en trouve, qui plus est, parmi des hommes ambitieux, & déjà excités par l'habitude de la Cour & des affaires, & l'on vit Sully refuser opiniâtrément de nouveaux emplois dont la confiance de son Maître vouloit l'honorer. Ce digne Ministre disoit avoir plus de besogne qu'il n'en pouvoit faire.

Ce seroit connoître mal la nature humaine, que de croire qu'il fût possible de faire exercer les emplois nécessaires au maintien de la société, par des hommes que le motif seul du devoir engageât à se sacrifier ainsi pour elle. Mais l'ordre naturel des choses a pourvu à cet inconvénient de la foiblesse humaine; & dans le principe, tout ce qui donne de l'autorité & des détails, donne aussi de la considération parmi les

semblables. C'est dans le champ vaste, ou, pour mieux dire sans bornes, de la considération qu'il est permis de s'étendre sans nuire à son voisin. C'est là le trésor qui ne coûte rien à l'Etat qu'une dispensation juste & attentive, & qui cependant bien ménagé, peut payer abondamment tous les services, chacun en son genre.

Les vrais Législateurs, les habiles hommes d'Etat ont senti les conséquences & la force de ce mobile; ils en ont organisé les ressorts, & multiplié les ressources. De là sont venus tant d'usages relatifs aux vues de porter les hommes vers l'ambition de la renommée; les éloges après la mort chez les Egyptiens; les couronnes, les statues & les triomphes chez les Grecs & les Romains; les prérogatives & les marques de Chevalerie chez les nations modernes, &c. Je m'étais déjà trop en raisonnemens, & je ne finirois point si je me répandois encore en citations historiques; mais il seroit aisé de démontrer par les exemples que les Princes les plus sages & dont le gouvernement a fait le plus d'honneur à l'humanité, ont été les plus soigneux à fonder & remettre en vigueur ces sortes d'institutions, & les plus retenus à en accorder les avantages à la faveur & à l'importunité.

Mais il arrive aussi que dans ces sortes de gouvernemens, à mesure que ces distinctions sont plus estimées à cause de la difficulté qu'on a eue à les obtenir, chose aisée à comprendre, les charges inférieures rehaussent aussi à proportion dans l'estime publique, & que tous les moyens qui conduisent aux honneurs, sont appréciés en conséquence. L'aspirant est soutenu d'une part par les avantages d'une position actuelle déjà *enviée*, & excité de l'autre par l'aiguillon d'une

espérance haute & vive , qui est la chose du monde qui se lasse le plus difficilement en nous.

Au lieu de cela, quand l'or devient commun dans une nation , & qu'en conséquence la corruption s'en empare , d'ordinaire toutes les distinctions d'honneur s'y avilissent, d'une part par leur multiplicité, & de l'autre par leur pauvreté. Il arrive delà qu'il faut nécessairement, ou les voir mépriser, ou les appointer en proportion de l'estime qu'il est nécessaire qu'on y attache. Dans le premier de ces deux cas elles sont nulles, & il est inutile de traiter ici du rien. On rempliroit six pages de cet Ecrit des différens noms de Charges en France qui sont de cette classe. Dans le second quel poids énorme pour l'Etat ! quelle proportion entre ce que ces Charges coutent à la société, & ce qu'elles leur valent !

Xénophon s'engageant avec six mille Grecs au service d'un Prince de l'hrace , stipule dans son traité que chaque soldat recevra une darique par mois, chaque Capitaine deux, & lui comme Général quatre. Les exemples de cette modicité d'appointemens pour les Charges les plus importantes, fourmillent dans les tems de force & de vertu des peuples anciens, dont les annales nous sont demeurées. Il en est même des traces encore dans certains pays, & l'A-voyer de Berne, premier Magistrat très-respecté d'une très-respectable République , ne coute guères plus de quatre mille livres à l'Etat. Mais indépendamment de la surcharge qu'établit nécessairement sur les peuples le haussément des appointemens & honoraires, il occasionne encore des abus d'une toute autre importance.

1°. Cette méthode anéantit tout ce que les Charges ont d'honorifique & d'essentiel , pour

n'attacher l'estime uniquement qu'à la finance. Qu'on jette les yeux sur les exemples de cela, sans me donner la peine de les transcrire : pour moi je me souviens d'avoir été étonné, tant j'étois jeune, de voir parmi des gens du premier ordre préférer hautement dans une conversation le gouvernement du Château Trompette, qui n'est qu'un fort, à celui de la Marche, qui est une Province, parcé que l'un rendoit cinq mille livres de rente de plus que l'autre.

2°. De cet esprit mercenaire, qui se répand dans toutes les classes de la société, résulte nécessairement l'extinction de tout principe noble, & conséquemment de toute action généreuse. On en vient à mépriser toutes les prérogatives non susceptibles de transmutation en or, à négliger toutes fonctions qui ne peuvent avoir trait à cela, soit pour soi, soit pour les siens & ayant cause. Or, comme les opérations réductives en or ne sont autre chose au fond que rapacité, péculat & usure, sous quelque forme qu'elles se déguisent, cette sorte de gangrène gagne bientôt tout le corps de l'Etat, d'une façon d'autant plus incurable, qu'elle vient des parties nobles.

Il s'ensuit de ce que dessus, & d'une infinité d'inductions à ce relatives que j'ai supprimées volontairement, que la disproportion dans les fortunes, qui peut provenir par les Charges, est encore plus nuisible que toute autre. Cet article eût dû naturellement comprendre les bienfaits du Roi ; mais il en est & en grand nombre qui n'ont trait à aucune Charge, & en général ce mot de bienfaits, si usité & si mal entendu, mérite bien un article à part.

On accuse un grand Prince d'avoir dit à un

pauvre Officier estropié qui lui demandoit du pain sous le titre de justice : *Tout est grace dans mon Royaume.* Ses ennemis lui en ont bien prêté d'autres, & le fait ne mérite aucune croyance, attendu que ce Prince ne fut jamais personnellement dur, & moins encore insensé. Mais il pourroit se faire dans un Etat où l'abondance de l'or ameneroit la corruption, que cet axiome devînt très-véritable. Chaque service mérite son salaire ; c'est la justice ; mais le genre de service décide du genre de salaire. L'amitié se paie par l'amitié, la confiance par la confiance, l'honneur par l'honneur, l'argent par l'argent. En conséquence si nous demandons tous de l'argent, il faut savoir si nous en avons acquis au Prince. A moins de cela, tout ce qu'il nous en donne par delà notre nécessaire absolu, s'il nous manque, est purement grace. Il pourroit arriver qu'on ne disputât pas sur le terme, & qu'à quelque titre que ce fût, la question fût seulement d'obtenir *rem, quocunque modo rem.* Mais en ce cas je regarderois cette extinction de toute délicatesse pour une grande marque de corruption. Eh, quoi ! l'élite & les principaux d'une nation entière auroient le front de substituer à leurs fonctions naturelles de citoyen, celle de quêteur & demandeur constant & perpétuel, d'assiéger l'anti-chambre du Prince & le cabinet de ses Ministres, avec le sentiment intérieur & découvert de n'avoir pas mérité ce qu'ils demandent ! C'est cependant le point où l'on en viendroit, & dont peut-être on trouveroit des exemples sans remonter aux Cours d'Artaxerxès & de Darius. Celui qui obtient une pension de six mille livres, pense-t'il qu'il enlève la taille de six villages, comme je l'ai dit.

& si le Prince ignore avec quelles convulsions de détail il faut arracher la perception de cette taille, est-il permis à lui particulier de l'oublier?

Mais, dit-on, si je ne l'obtiens, un autre l'obtiendra, & le peuple n'en sera pas moins foulé. Beau raisonnement! Cet homme va se perdre dans cette forêt, il y fera certainement assassiné & volé; autant vaut que je l'assassine & vole. Mais les bienfaits du Prince sont faits pour la Noblesse; ses fermiers s'enrichissent à l'excès; il pensionne les arts & quelquefois les plus frivoles; il n'en exclura donc que la Noblesse qui a un droit naturel sur ses dons..... Eh! où avez-vous pris cela? Ces Nobles sont les fils de ceux qui ont bien servi les prédécesseurs; ils furent, ou recompensés par les honneurs, ou moins heureux, (car j'en connois) ils manquèrent la fortune, mais non la gloire ni l'honneur. Le Prince doit à leurs descendans souvenir du mérite des peres, occasion de faire comme eux, solde raisonnable selon les emplois, protection dans leurs affaires & pour l'établissement de leurs familles, & sur-tout distinction & faveur selon leur mérite. Mais entre-t'il dans tout cela cet or que vos désirs avarés, & votre prodigue vanité voudroient engloutir en quantité pareille à celle que la terre en vomit? Les fermiers s'enrichissent; eh! faites-vous leurs fonds, leur travail? Bravez-vous la haine publique, les bons mots du théâtre, les quolibets des chantres du Pont-neuf? A ce prix, il vous est permis de vous enrichir. Renoncez au nom de vos ayeux, à leurs titres, à leurs prérogatives, courez vous perdre dans la foule des intrigans du bas détail & des donneurs d'avis, & devenez riches, *bene fit*; mais

si d'une part vous voulez l'argent, & de l'autre les honneurs, les distinctions, vous êtes volontairement le Vampire universel de la société, vous perdrez l'honneur, & l'argent vous perdra. Bientôt vos neveux avilis & méconnoissables ambitionneront les emplois les plus vils, envahiront, sous des titres vains, les récompenses des valets de chambre, & en doubleront & tripleront le monopole sous le nom de droits, solliciteront des intérêts dans les fermes; & d'autre part guettant la première héritière du plus obscur malheureux qui aura amassé des sommes immenses, ils saliront leurs titres dans ce tas de fange, de sang & d'iniquité, jusqu'à ce qu'un nom jadis cher à la nation, mais alors flétri de mille manières, disparoisse d'une société dont il est devenu le scandale & l'opprobre.

Tel est l'avenir que se préparent les grandes familles dans un Etat où l'or a pris le dessus, & le sort que leur procure la libéralité du Prince. La soif de l'or est celle de l'hydropique; on l'a dit il y a long-tems.

Un malheureux axiome, par lequel les peuples ont toujours été plus à plaindre sous le règne des Princes doux & bienfaisans que sous celui des Rois d'un caractère opposé, c'est que le Prince doit attirer à lui toutes les finances d'un Etat pour les rendre ensuite; que par ce moyen il vivifie le commerce & la société, & s'attache ses sujets par les liens de l'espoir & ceux de la reconnaissance. Je ne crois pas qu'il y ait un principe plus détestable & plus faux que celui-là, si l'on ne le modifie; nous en parlerons dans le Chapitre de la vivification.

Les services de toute espèce, relatifs au bien de la société, & conséquemment à l'avantage

I. Partie. N

du Prince dans un pays où il est l'ame de cette société ; voilà ce qu'il faut que le Prince retire avec soin du moindre de ses sujets , chacun selon son état & ses forces : la police , sûreté & protection jusqu'aux lieux les plus reculés de son Empire ; voilà ce qu'il faut qu'il leur rende. L'or n'est représentatif d'aucune de ces choses. Henri IV. n'avoit pas un sol quand il fut adoré de son peuple. Quand notre Maître d'aujourd'hui fut à l'extrémité à Mets , (moment à jamais mémorable & flatteur pour un Prince par l'attendrissement & la consternation singulière qui se répandit dans tout le Royaume) de qui vit-on couler les larmes ? Quels furent ceux qui assiégeoient les autels ? Tous gens qui par leur état n'eurent jamais de part à ses bienfaits personnels , & qui ne pouvoient en espérer au futur.

Les Princes apprendront-ils un jour enfin dans l'Histoire , qui le leur dit à chaque page , que leurs bienfaits pécuniaires n'ont jamais fait que des ingrats ? Qu'on ne s'y trompe pas , les véritables sangsues du peuple sont ceux qui persuadent au Maître que l'administrateur des deniers publics peut & doit donner à toutes mains.

Mais ce n'est pas la peine d'allonger ce volumineux Chapitre pour me faire des ennemis de tous les frelons de Cour. Je leur répète qu'ils n'aiment ni n'honorent leur Prince comme je fais , & si sont-ils mieux payés que moi pour cela ; mais puisque je veux peupler le monde , on ne me doit pas soupçonner du dessein formé de sonner le tocsin contre les intrigans , les cupides , les prodiges , les hommes durs & intéressés , ni même les fripons : ce seroit prendre la route toute opposée. Mon objet , au contraire , est , que tout le monde vive , axiome gé-

néralement reçu , mais que chacun vive de son travail , & soit chargé de contribuer aux moyens d'en faire vivre d'autres.

Après avoir ainsi déduit les divers inconvéniens des grosses fortunes dans les points qui peuvent les constituer telles , revenons aux principes que j'ai prétendu établir. Plus l'Etat sera peuplé , mieux on vivra & à meilleur marché. 1°. Parce que les productions de la terre seront plus communes. 2°. Parce que les travaux de l'industrie seront moins chers. Faites broder une paire de manchettes en Gascogne , elle vous coutera quatre fois autant qu'à Paris : l'on y vit cependant à bien meilleur marché ; mais l'immense population de la Capitale excite l'industrie , la nécessité , & la met au rabais.

L'engourdissement dans les ressorts politiques & l'inégalité des fortunes sont contraires à la population. Voilà ce que j'ai prétendu avancer , & que je crois avoir prouvé. L'abondance de l'or est très-propre à établir ces deux sortes de viciations dans un Etat : c'est encore ce qui parle de soi-même. D'où il s'ensuit que l'abondance des métaux n'est pas un si grand bien dans un Etat qu'on se l'imagine.

L'inégalité des fortunes , & la disproportion entre les nécessités d'un Gouvernement & ses ressorts , ainsi que tous les autres vices d'un Etat , sont une suite de la prospérité & de la puissance. L'un & l'autre cependant n'en dérivent indispensablement qu'autant que cette sorte de richesse fictive qui provient de l'abondance des métaux , s'y établit & s'y multiplie. L'or perdant par son abondance sa qualité première de représentatif uniquement , pour se substituer par un désordre monstrueux à toute autre sorte

ne peut. & ne pouvant remplir les fonctions d'un tel *Prince* en particulier, ne peut, à plus forte raison, même les remplacer tous.

La *raison* a *raisonner*, l'innocence, la *probité*. Ce sont des biens de tout temps très-nécessaires à l'humanité humaine : mais ces biens se dissipent graduellement sur la surface d'un *Etat*, et même les *riches*, parviennent à se résigner, & parviennent à s'annuler. L'or, au contraire, une fois mis à la place de toutes ces choses, & en même qu'une fausse apparence, ne s'efface que des numéraires *francs*, ne met ordre à rien, même le *désordre* par-tout. Semblable d'ailleurs à l'argent-vif, dont les parcelles dispersées n'ont aucun repos qu'elles ne soient réunies en bloc, il détruit en substance la *maison* entière d'un *Etat*, & en obscurcit tous les *riches*. D'autre part, il crée seul la disproportion ruineuse des fortunes, & donne la facilité de les perdre aux dépens du public. Charlemagne au milieu de ses conquêtes immenses, fit créer de grands Seigneurs d'autorité, de juridiction, &c. mais il n'en enrichit aucun, & en conséquence ne dépeupla point son Empire. Un colosse d'argent établi en Saxe, l'eût plus sûrement dévastée, que ne firent les exécutions sanglantes & redoublées qu'il fit chez ces peuples rebelles, & toujours assez forts pour troubler le repos du Conquérant.

Cette idée sera développée par le détail dans toute la seconde Partie de cet Ouvrage. Terminons celle-ci par quelque considération sur les métaux & le travail.

CHAPITRE VIII.

Travail & Argent.

LEs partisans du luxe & les amateurs du superflu, même en convenant avec moi que la trop grande inégalité des fortunes est un mal, me diront que la richesse d'un Etat & l'abondance des métaux donnant plus de fantaisie aux riches, en proportion du plus de facilités de les satisfaire, fait subsister aux dépens de l'opulence, une infinité d'ouvriers & d'artisans; que cet arrangement subdivise les grosses fortunes dans le fait, en les laissant subsister dans le droit, & qu'il oblige le riche à entretenir un grand nombre de pauvres avec d'autant plus d'avantage pour l'Etat, qu'au lieu que selon ma méthode, ces derniers étoient aux gages, & dans une dépendance directe du premier, ici l'assujettissement disaroit, & prend la forme d'un commerce relatif, & d'une communication de nécessités & de services.

Avant de répondre à cette objection sur laquelle, ainsi que dans presque toutes les disputes, il ne s'agit que de s'entendre, il est nécessaire de traiter certains points propres à fixer nos idées sur les différens degrés d'estime qu'il est de droit & de justice d'attacher à tous les travaux humains.

On ne sauroit nier qu'après le premier travail, & l'unique qui serve à la production de la matière première, ceux qui tendent à la mettre en œuvre & ensuite à la perfectionner, ne soient très-précieux dans un Etat pour les né-

cessités & commodités du citoyen , & que la prospérité relative ne soit toujours en proportion de ce que les arts tant mécaniques que libéraux , fleurissent dans une société. Mais à cet égard il est plus important qu'on ne sauroit dire , de ne point confondre.

Si tout vient de la terre , l'homme qui s'applique avec le plus de succès à en tirer les productions , est le premier homme de la société. Cela est effrayant à dire ; mais le Roi , le Général d'armée , le Ministre ne sauroient subsister sans l'agriculteur , & l'agriculteur subsisteroit sans eux.

En ce cas , me dira-t-on , vous bouleversez tout , & l'homme qui détache la pierre dans les carrières , aura le pas sur les *Praxitèles* & les *Michel Ange*. Qui en doute ? répondrois-je sans crainte d'être accusé de barbarie. Ne nous falloit-il pas des pierres avant des statues ? Mais je range sous la même classe ces deux espèces d'hommes ; & de même qu'à la base de la statue que j'érigerois , si j'étois le maître , au Philosophe de nos jours qui consacre son loisir & ses études à la perfection de l'agriculture , je mettrois aux quatre coins la figure du laboureur , du jardinier , du pâtre & du vigneron le plus célèbre de son tems ; ainsi *Puget* auroit à ses pieds le tailleur de pierre , & les différens ouvriers qui donnent aux métaux la forme d'outils du Sculpteur. Eh ! de quoi accompagneriez-vous un Poète célèbre ? D'Êtres fantastiques sans doute. Mais si cet homme avoit employé ses talens à chanter les Dieux & encourager les Héros , à perfectionner la langue de sa Nation , à la rendre célèbre chez les Étrangers , leur donner le goût de l'apprendre , & conséquemment

la facilité de se plaire au milieu d'elle , & de venir l'enrichir de son travail ou de son superflu ; un Poëte , dis-je , de cette espèce trouveroit au moins autant de considération chez un peuple fraternisé selon mes principes , que chez les partisans du luxe & des plaisirs. Les premiers hommes étoient tous agriculteurs , pasteurs , &c. Ils n'ont guères divinisé que ceux qui leur avoient enseigné l'usage des dons de la nature , Cérès , Bacchus , Triptolème , &c. Voyez le cas que ces hommes faisoient des talens : *Le divin Demodocus* , dit Homère.

Il est naturel , il est utile même que chacun estime ici-bas sa profession , plus même qu'elle ne vaut. Au fond les touches d'un clavecin contribuent toutes également à l'harmonie , quoique l'une n'ait que de foibles sons , tandis que d'autres en ont de forts. Le Gouvernement est le maître qui touche l'instrument. Si la main est habile , tout concourt au jeu plein & merveilleux ; si , au contraire , elle est dure & vacillante , rien ne va , le clavier souffre , & l'instrument est bientôt discord.

Cependant de même qu'indépendamment de toutes dispositions naturelles , il est des principes d'harmonie sans lesquels on n'est jamais sûr de ne rien faire contre les règles de l'art , il est aussi des principes de Gouvernement simples , mais décisifs , auxquels il faut réduire toute la marche politique ; sans quoi l'on ne va qu'au hasard , & dans le risque continuel de s'égarer. La base de ces principes est de fixer d'abord le degré d'estime qu'on doit à chaque profession , & même à chacun des soins & des arts qui les partagent , & la conséquence en doit être un système & un plan suivi de conduite , qui attribue

l'honneur & la considération à celles de ses professions qui doivent être menées par ces nobles ressorts, l'encouragement & la protection à celles qui ont des vues & des fonctions moins nobles, & qui évite sur-tout & par-tout d'ôter à l'argent sa qualité de moyen, pour lui attribuer follement celle de récompense.

Qu'on se rappelle ici la division que j'ai faite entre la sociabilité & la cupidité. Toutes les distinctions pécuniaires portent vers cette dernière, tous les aiguillons d'honneur & de considération nous en écartent, pour nous tourner vers la sociabilité.

Pour fixer le degré d'estime dû à chaque profession, il est nécessaire d'analyser l'objet de ses fonctions, & leur rapport avec cette dernière vertu.

A bon droit les Ministres de la Religion ont-ils le premier rang dans une société bien ordonnée. La Religion est, sans contredit, le premier & le plus utile frein de l'humanité ; c'est le premier ressort de la civilisation ; elle nous prêche, & nous rappelle sans cesse la confraternité, adoucit notre cœur, élève notre esprit, flatte & dirige notre imagination, en étendant le champ des récompenses & des avantages dans un territoire sans bornes, & nous intéresse à la fortune d'autrui en ce genre, tandis que nous l'envions presque par-tout ailleurs.

Après les Ministres de la Religion viennent de droit les défenseurs de la patrie. Dans les sociétés rétrécies aux lieux même où la valeur militaire étoit un mérite de nécessité par le besoin de défendre ses propres foyers, cette vertu néanmoins fut toujours des plus estimées, parce qu'après la liberté, la sûreté est le premier des

biens, & que l'institution du guerrier est de procurer l'un & l'autre à sa patrie. A plus forte raison, sitôt que dans une société formée & étendue l'élite des hommes se dévoue volontairement & par honneur aux périls, & renonce à toute autre fonction dans l'Etat qu'à la gloire de le défendre, cette profession doit-elle être singulièrement estimée & flattée par des avantages de considération & de prééminence qui excitent sa générosité, élèvent son amour-propre, & la détournent de se baisser vers les objets de la cupidité, que la force de sa constitution naturelle la mettroit à portée de ravir. Quelques nations jalouses de leur liberté, & regardant le militaire comme le satellite de l'oppression, ont porté toutes leurs vues à le mépriser, à le tenir bas, & à déprimer ce genre de vertu. Il leur est arrivé delà (& il doit leur arriver toujours) que la guerre leur est toujours fatale, & altère leur constitution. De deux choses l'une, ou elles sont mal servies par des mercenaires soudoyés & de tout tems traités comme tels, ou ceux-ci prennent le dessus, & se vengent par une domination dure & une révolution douloureuse, de l'abjection si contraire à leur nature dans laquelle ils ont été tenus. Eh! quelle est, après tout, cette liberté, l'idole de tous les peuples turbulens depuis que le monde est monde? Si c'est la tranquillité publique, la modération particulière & l'empire des Loix, j'ai beau parcourir l'Histoire & les annales de l'univers, je ne la trouve en tems ni lieu que chez les Suisses : mais je m'écarte; revenons.

Sans la Religion, les assemblées d'hommes n'eussent jamais pris forme de société; sans la valeur de ses défenseurs, la société eût été aussi-

tôt dispersée qu'établie ; sans les Loix, les passions & le ferment intérieur l'auroient détruite aussi promptement que les efforts extérieurs. Ceux qui sont préposés au maintien & à l'exécution des Loix, ont donc après les deux ordres ci-dessus, une prééminence fondée en droit & en raison indispensable. Viennent ensuite en foule, mais par degrés, tous ceux qui composent & maintiennent la société, qui la vivifient, qui l'honorent par leurs talens, ou dont l'industrie multiplie à l'infini les biens de nécessité, les commodités, les agrémens de la vie, & surtout les moyens féconds de subsistance, en ce que cela seul multiplie les sujets de l'Etat son unique richesse réelle.

On s'étonne quelquefois de l'inébranlable constitution & solidité de la Monarchie Française, qui est telle en effet, qu'ayant perpétué sa durée fort au delà de l'âge naturel des Etats, à en juger du moins par le sort de tous les autres, elle a résisté aux chocs les plus violens, aux maladies les plus aiguës, & cela au point qu'elle semble renaitre des efforts même qu'on fait pour l'altérer. N'en cherchons point d'autre cause que l'heureux rapport du naturel & du tempérament de ses habitans avec les principes fondamentaux de l'Etat, qui, par un effet de la solide politique de nos peres, se trouvoient dirigés dans l'ordre que j'établis ici.

En effet, les trois Corps qui composoient les véritables assemblées de la Nation, ne sont autre chose que le Clergé, le Militaire & la Magistrature, trois corps différens ayant chacun à part la voix délibérative, & qui réunis n'en formoient qu'un ayant voix consultative auprès du Prince, qui ne cessa jamais d'être l'a-

me de l'Etat, si ce n'est dans les tems d'anarchie. Qu'y a-t'il en effet de plus sensé & de plus conforme aux notions naturelles sur l'ordre politique que cette forme mêlée qui renferme tous les degrés de force & de sagesse dont les conseils des hommes peuvent être susceptibles ?

Vainement les ennemis du Clergé voudroient-ils prouver par des déclamations & des exemples, qu'il est hors de règle & dangereux que les Ministres de la Religion aient aucune part aux affaires du Gouvernement. Ceux qui prétendent les réduire au spirituel absolu, sentent aussi-bien que tous autres & mieux, que c'est précisément les reléguer dans les espaces imaginaires. Indépendamment de leurs droits à l'administration temporelle, comme possédant fiefs, juridiction & autres biens, guides naturels des mœurs, tout est de leur ressort en fait de consultation, & c'étoit toute la juridiction attribuée à nos Etats en présence du Souverain.

Le Militaire ne paroît de sa nature propre au Conseil que pour les affaires de son métier : l'expérience a cependant démontré que les meilleures têtes de cabinet sortent souvent de cette profession, soit que l'habitude des grands inconvéniens qui forcent l'esprit à imaginer les grandes ressources, lui donnent de l'étendue, soit que les motifs brillans, les fatigues outrées soient propres à donner à l'ame le plein jeu de ses organes, soit aussi que la gravité militaire, la plus naturelle & la plus imposante de toutes, affervisse son propre représentant, & l'enchaîne des liens de la vraie prudence qui n'est autre chose que la force tempérée. Mais indépendamment de cet avantage de fait, quand le Militaire ne seroit dans les Conseils, que ce qu'est l'affaïson-

ment dans les ragouts, il n'y seroit pas moins nécessaire.

Depuis qu'on perd de vue les vrais principes, on diroit que le tiers-Etat en étoit la partie abjecte; & je ne doute pas qu'en lisant ceci, Messieurs les Magistrats n'aient regardé comme un blasphème le rang que je leur assignois parmi cet ordre respectable. Toute société où la prééminence mène à sa suite l'envie, & où la déférence marche à côté du mépris, court rapidement vers sa ruine totale. Mais c'est moins ici qu'en aucun autre pays; & nos préjugés sur l'ancienne forme de notre Gouvernement sont à mille lieues de la vérité. La Nation, vous dit-on, ne fut d'abord composée que des Conquérans, tout le reste étoit serf; le respect & leur superstitieuse ignorance admirent le Clergé à leurs assemblées, & lui donnerent le premier pas : le Clergé jaloux de la Noblesse, donna les exemples des affranchissemens, & en fit peu après un point de Religion; les Villes se formèrent, obtinrent des privilèges, & parvinrent enfin, à force d'empiéter sur les Seigneurs, à faire admettre leurs députés dans les assemblées générales de la Nation, mais toujours comme soumis & marqués encore du sceau primordial de la servitude. Sans nier les faits sur lesquels assez d'autres ont disputé & disputeront sans moi, je les mets tous d'accord dans ce Traité; c'est l'ouvrage d'un homme qui se range avec un mouvement de respect intérieur devant le porteur d'eau dans la rue, parce que ce pauvre homme est chargé, qui ne fut jamais se déplacer devant un fat par un sentiment de supériorité, ni s'enorgueillir à côté d'un mendiant, dont l'odeur infecte & les haillons lui re-

prochent une fraternité méconnue : cet homme parle pour l'humanité & la vérité ; il lui sié-
roit également mal d'appuyer & de combattre
les suppositions & les annales de la vanité. Je
dis donc que les détails de la Police intérieure
du camp des anciens Francs nous importent aussi
peu , relativement à mon sujet actuel , que ceux
de l'armée de Totila ; & je ne regarde la Mo-
narchie comme établie , & prenant forme d'E-
tat , que du moment où les assemblées de la
Nation reçurent leur plénitude par l'adjonc-
tion des représentans des Villes & des Com-
munes.

Mais en quoi l'on se tromperoit lourdement ,
ce seroit d'imaginer que jamais ces dépurés aient
paru dans nos assemblées comme des sujets qui
viennent implorer la clémence , & réclamer leurs
droits à l'humanité de leurs maîtres. Ils y fu-
rent reçus comme inférieurs en dignités & en
prérogatives , comme égaux en substance ; &
le tiers-Etat , qui dans sa dénomination ne signifie
que troisième Etat , ne voyoit d'autre distance
entre la Noblesse & lui , que celle qu'on admet-
toit déjà entre le Clergé & la Noblesse , *premiers
entre pairs*. La même liberté se trouvoit dans
les délibérations , le même concours dans les
suffrages , avec une prééminence marquée à la
vérité de dignité & de considération pour les
deux premiers Ordres , mais peu ou point de
différence de pouvoir & d'autorité.

D'après cette allégation qui gît en faits , il
est aisé de concevoir que ce ne put être cette
foule d'hommes affaîlés sous le poids de la né-
cessité , & ce qu'on appelle la lie du peuple , que
nos fiers ayeux consentirent à admettre au par-
tage de la plus noble & de la plus essentielle de

leurs fonctions, & que nos Rois reçurent dans leurs Conseils. Quelle que pût être la forme de la Magistrature des Villes, la nécessité des préposés au maintien des Loix & Ordonnances tant de Justice que de Police, est la première qui se fait sentir à toute société. Il falloit des Magistrats aux Villes en naissant, c'est-à-dire, en sortant de la tyrannie, & ce furent ces Magistrats qui en devinrent les représentans naturels dans les assemblées de la Nation.

A mesure que l'autorité du Prince & l'ordre actuel se sont établis, l'épée a paru du tranchant qui pouvoit couper le fourreau, & la Magistrature a étendu son pouvoir & plus encore l'exercice de ses droits naturels. Mais feroit-il juste d'une part, de la regarder comme étant d'un ordre assujetti dans les tems où ne formant nulle prétention pour siéger au-dessus du tiers-Etat, elle avoit néanmoins dans son corps des sujets sortis des meilleures Maisons de la Noblesse, & de l'autre, de vouloir l'en tirer aujourd'hui, que la vénalité des Charges en a chassé presque toutes les anciennes souches.

Disons mieux; il n'y a qu'un Maître dans l'Etat. Il y a ensuite trois Ordres consultans, le Clergé, le Militaire, & la Magistrature; tout le reste obéit & travaille. Ce dernier ordre étoit nécessaire pour former la plénitude du Conseil : conservateur fidèle des Loix, des formes, des anciens usages, il borne l'ambition du Clergé sujette à vouloir établir le plus dangereux des prestiges; il émousse le tranchant du Militaire, dont le vice tourne vers l'oppression; il oppose le dédale des formalités, & l'utile tableau des conséquences aux entreprises des uns, à la violence des autres, & reçoit d'eux l'élévation dans

les vues , & la célérité dans les décisions , qui lui manquent.

Quoique cet ancien ordre de Conseils soit maintenant suspendu , que le Militaire , ou , si l'on veut , la Noblesse qui n'étoit autre chose dans son institution , n'ait plus aucune sorte de juridiction ni de prérogative réelle dans l'Etat , cependant le gout de la Nation détermine l'opinion générale maîtresse absolue des mœurs & usages vers cette gradation d'estime si conforme aux règles naturelles d'une bonne constitution. Le Militaire a dans l'opinion publique & particulière , le pas sur les autres Etats auxquels est demeurée , avec une juridiction réelle , la portion de considération qui en est inséparable. Ainsi le naturel & l'inclination des peuples étoient le bâtiment , & le préserve des accidens dont le menace la vétusté des fondemens ; & c'est là la vraie fontaine de Jouvence qui régénère le corps politique , & le maintiendra dans sa vigueur , jusqu'à ce que notre tempérament ait été détruit par l'amour de l'or , seul poison qui morde sur tout.

Après ces Ordres primitifs d'un Etat , distincts & séparés par le genre de leurs fonctions , & qui sont de l'essence absolue & de la constitution du bâtiment politique , il faut ensuite le décorer , le rendre logeable , commode , agréable & brillant. Les sciences , les beaux arts , les arts libéraux & mécaniques n'ont ou ne doivent avoir d'autre objet que celui-là , & méritent estime & considération en proportion de ce qu'il faut de talens privilégiés pour y réussir , de ce que ceux qui les cultivent ont mis de travail pour les faire valoir , mais sur-tout de ce que leur travail est plus ou moins dirigé vers la

sociabilité, c'est-à-dire, vers l'utilité publique.

J'ai déjà traité de l'agriculture : on lui feroit tort de la confondre avec les autres arts de quel qu'ordre qu'ils puissent être. Celui-ci, selon notre foi, est d'institution divine ; il est visiblement à notre existence ce qu'y est la respiration. Il honore, il intéresse, il amuse le Général d'armée, le Magistrat & le Ministre comme le dernier citoyen ; il vivifie, il anime en nous le respect pour le culte adressé à l'Etre dont la main bienfaisante multiplie les fruits de ses travaux, l'amour & l'admiration pour le guerrier qui se dévoue à sa défense, l'attachement & la reconnaissance pour les Interprètes des Loix qui lui assurent une possession tranquille : l'agriculture, en un mot, est l'art universel, l'art de l'innocence & de la vertu, l'art de tous les hommes & de tous les rangs.

Je parlerai ailleurs du commerce, & ferai voir que ce n'est point un état à part, qu'il est uniquement le frère de l'agriculture. C'est l'honorer beaucoup ; mais tout est frère dans mes principes : revenons en bref sur les autres arts que j'ai établis tout-à-l'heure les décorateurs d'un Etat.

Les sciences sont la pâture de l'ame & l'exercice de l'esprit : par elles l'homme gravit péniblement vers le faite de gloire & de lumières, dont il fut autrefois précipité dans la personne de son premier pere. Il est deux routes qui paroissent y tendre également : l'une est celle de l'orgueil qui nous a perdus, & qui égare tous les jours ceux qui la suivent ; l'autre est celle du travail & de la soumission, qui nous est permise & recommandée. Les vrais Savans suivent cette route ; ce sont de tous les hommes privés, ceux qui exigent le moins & qui méritent le plus.

Les

Les arts libéraux sont aux beaux arts ce que le corps est à l'ame, divers en fonctions, unis de destination, estimables en proportion de ce qu'ils servent à élever l'ame & le cœur des citoyens, méprisables s'ils aident à les corrompre.

Les arts mécaniques enfin, à les prendre en corps comme nous les considérons ici, sont tellement liés à tout le reste, que sans eux il seroit impossible que la société subsistât, & qu'il est vrai de dire qu'elle ne fleurit au physique qu'autant qu'ils se perfectionnent. C'est la chaux & le sable du bâtiment politique qui lie tout, sert à tout, & ne domine sur rien. Il suit delà que ces arts doivent être protégés, & que les talens de ceux qui s'y distinguent, méritent d'être honorés.

Mais il faut en ceci sur-tout prendre garde de se laisser égarer par le panchant naturel de l'homme pour le merveilleux : le point dégénère des arts en tout genre ; c'est la recherche : estimons les arts mécaniques en proportion de leur utile solidité, laissons voler de leurs propres ailes les arts mercenaires du frivole & de la vanité ; ils n'ont besoin du secours de personne : la folie humaine les mettra toujours assez en vogue, & leur solde leur tient lieu d'honneurs & de recompenses.

Après ce tarif raccourci des différens emplois qui partagent la société, il est tems de répondre à l'objection qui commence ce Chapitre, & d'examiner si les démembrements des grosses fortunes occasionnées par les fantaisies des riches & l'abondance des métaux, vont au profit de la société, comme le feroit la subdivision des fortunes que ces mêmes métaux ont seuls amoncélées.

I. Partie.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si les Nations où la richesse privée est le plus en vogue, sont celles où l'on conserve le plus de respect pour la Religion, de considération pour le Militaire, d'attachement pour la Magistrature & les Loix ; où les Savans sont plus recherchés que les hommes à talens frivoles ; où les travaux des arts portent l'empreinte du noble & du grand. Toutes ces choses seront traitées ailleurs. Voyons seulement dans les arts mécaniques, qui sont en général, ceux qui font vivre le peuple ; si ce sont les plus utiles & les plus solides qui reçoivent le tribut destiné à mû-partir la fortune du colosse d'or en question.

Il est impossible, on le sent par le raisonnement, on le voit par l'expérience, que ce soit dans les premiers Ordres de l'Etat que s'accroissent & se conservent les grosses fortunes dont nous venons de parler : en conséquence, le faste Polonois, qui consiste à faire vivre un grand nombre d'Officiers & de Domestiques, &c. est prohibé au propriétaire. D'ailleurs, vous venez de condamner ce genre de dépense, comme chargeant le pauvre des liens d'une dépendance trop directe envers le riche. Quant à moi, je ne sache pas avoir encore recommandé cela ; j'ai dit seulement qu'il seroit à souhaiter que les grands Seigneurs consommassent à l'entretien de la pauvre Noblesse, ce qu'ils dépensent à fournir un odieux superflu à des valets, & en d'autres déprédations de désordre & de luxe, & j'ai sur-tout montré l'avantage de la subdivision des fortunes. Mais, en effet, le genre de faste ci-dessus est interdit aux riches de métaux. Quel usage peuvent-ils donc faire des revenus qui leur sont attribués ? J'en excepte ceux

qui en servent le Commerce & l'Etat au besoin, & c'est de leurs enfans dont je parle : ils ne sauroient dîner deux fois, comme disent les bonnes gens ; les nécessités de l'opulence, les superfluités même de la décence ont des bornes très-rétrécies en proportion de la fortune. A qui donc en attribuer l'excédent ? Aux fantaisies ? Vous l'avez dit ; fantaisie, pagode hideuse de sa nature & contrefaite ; mais qui sera monstrueuse & détestable tant qu'il y aura d'autres hommes pressés de la nécessité ; que dis-je ? accablés sous le poids de la plus affreuse misère.

Mais enfin feront-elles vivre les ouvriers du genre le plus utile & le plus pénible ? Une voiture coutera seize mille francs de vernis, une boîte mille écus de façon, & l'on en changera souvent ; je demande si c'est là protéger les arts mécaniques dans la progression que nous avons établie ci-dessus.

J'entens d'ici la foule d'objections qui me seront faites sur la nécessité d'encourager les arts du superflu, pour accoutumer les étrangers à venir soudoyer notre luxe, entretenir nos ouvriers, &c. Ce n'est pas encore ici le lieu d'entamer & d'approfondir ces questions. J'espère qu'on verra dans la suite de cet Ouvrage, que je n'aurai rien omis de mauvaise foi : toutes mes erreurs appartiendront à mon ignorance, & au peu de justesse de mes vues. Revenons aux principes généraux.

Le moyen premier & indispensable de subsistance est l'agriculture, qui nous donne la matière première. Le moyen second est le travail ; & de même que la direction du premier moyen doit être déterminée vers la multiplication de

la production, celle du second le doit être vers l'accroissement du travail.

Nous avons en ce genre éprouvé une sorte de détriment, qui pourroit encore s'accroître par le relâchement des mœurs.

On se plaint que le prix de toutes sortes d'ouvrages augmente journellement à Paris, & de façon qu'il est aujourd'hui presque impossible d'atteindre à cette espèce de nécessaire usuel & abusif qu'on accroît cependant chaque jour. Il est certain qu'une des causes de cette augmentation est le regorgement des métaux, qui arrivent sans cesse en Europe des mines du Pérou & du Potosi; de sorte que si le commerce dévorant des Indes d'une part, & de l'autre l'abondance de meubles & bijoux de ces sortes de métaux qui se répandent & se multiplient à l'infini dans la société, n'en absorboient une partie, l'or & l'argent deviendroient si communs, qu'il faudroit chercher une autre sorte de représentatif du troc dans le commerce.

Une autre cause physique encore de ce dérangement, c'est la diminution ou moindre quantité des matières premières: la terre d'une part moins cultivée en produit moins, & de l'autre la consommation considérablement augmentée, au moins en proportion du nombre d'individus, en demande davantage; ce qui nécessairement en fait hausser le prix.


Mais une troisième cause certaine, & qui est la seule dont je veux traiter ici, c'est la diminution proportionnelle du travail de chaque individu.

Il est certain que le goût des fortunes est venu de proche en proche à tout le monde, attendu qu'il n'est porteur d'eau dans la Ville, ni ma-

raîcher sur les chemins, qui n'ait au moins un cousin germain ayant Suisse à sa porte. Rapine, bonheur, industrie; trois fantômes réalisés, offrent à chacun, selon son caractère, des chemins ouverts par lesquels plusieurs arrivent; d'autres s'abiment en chemin, sans jamais se croire noyés, & tous enfin s'accoutument à vivre d'espérance, & sortent des voies de modération & d'équité relatives à leur profession. La principale de ces voies, & celle de toutes qu'on a le plus perdu de vue, c'est l'économie & la sobriété. Le défaut d'économie jette dans un accroissement de dépense, que le surtaux des marchandises & ouvrages peut seul acquitter; car il n'est aucun entrepreneur qui ne prélève toujours son entretien & celui de sa famille sur son travail, avant de compter son profit. C'est chose juste dans son principe; mais sitôt que cet entretien devient arbitraire & proportionné à la fantaisie & à la vanité, c'est une friponnerie manifeste.

Remarquez cependant que dans les derniers rangs, comme dans les premiers, ce qui eût été folie autrefois devient usage, & presque nécessité aujourd'hui. Chez les gens de qualité il faut voiture pour Monsieur, & carrosse pour Madame, voiture de campagne, chevaux de chaise, désobligeante, &c. C'est devoir d'état que de vivre ainsi aux dépens de qui il appartient. Qui voudroit rentrer en soi-même, & se considérer isolé de l'appui des usages, auroit bien de la peine à se faire une fausse conscience, assez endurcie pour n'avoir aucuns remords sur les déprédations, qu'on justifie comme dépenses nécessaires pour vivre avec décence, & selon son état. Je tremble encore en regardant le portrait

de mon pere : il reconnoissoit la même supériorité dans le sien , & celui-ci dans mon bisayeul. Je n'entens pas par-là les tranfes du respect filial, mais uniquement l'effet d'une supériorité de sentiment & de dignité , dont les mœurs d'aujourd'hui ont absolument dégénéré. Je conclus en conséquence, que si mon trisayeul reparoissoit dans sa maison , je me trouverois bien petit devant lui. Cependant il est du devoir de mon état de vivre à cent lieues de mon gazon , & dans une Ville qu'il regardoit comme les Antipodes , d'avoir nombre de laquais fainéans & mangeurs , au lieu de quelque palefrenier hérissé qui lui suffisoit , d'un Page fréquemment sans culotte , quoique son cousin , (car il faut bien que , comme Montagne , chacun ait le sien) d'une Demoiselle laborieuse , & de quelques petits garçons appelés *Bamboches* pour sa femme. Soit : chacun a son état , & doit se conformer aux mœurs de son tems , c'est bien dit ; mais il s'ensuit que ce Marchand qui dort aujourd'hui la grasse matinée , & se fait remplacer dans sa boutique par un garçon de surcroit chèrement loué , dont la femme porte couleurs , rubans , dentelles & diamans , au lieu du noir tout uni qu'elle ne mettoit encore qu'aux bons jours , qui brûle de la bougie , (quoique feue Madame la Duchesse de Bourgogne avouoit n'en avoir vu dans son appartement que depuis qu'elle étoit en France) qui prend le café , & fait journellement sa partie de quadrille ; il s'ensuit , dis-je , que ce Marchand , obligé , pour vivre selon son état , de fournir toutes ces choses à sa très-digne moitié , & de son côté de figurer comme les autres (car c'est le mot) peut en conscience prélever cette dépense sur ses fournitures. Il



faut encore qu'il gagne de quoi faire à ses enfans élevés dans ce train-là un établissement à peu près pareil à sa propre fortune : on sent à quel taux tout cela porte le prix de la main d'œuvre. Même calcul pour l'artisan, même, qui pis est, pour le fabricant : ce qui porte le prix de nos ouvrages & marchandises à un taux que les étrangers, obligés de payer argent comptant, trouvent encore plus rude que les citoyens qui laissent le tout à payer à leurs enfans ; abus qui petit à petit oblige les Danois même à se faire des manufactures, & à se passer de nous.

Si le mépris & l'oubli de toute économie ouvrent la porte à mille inconvéniens dont je ne fais qu'ébaucher quelques-uns, un des plus considérables est le défaut de sobriété. On n'en connoît plus dans cette Ville bruyante, où le *sui profusus, alieni appetens*, est devenu la devise de tout le monde, du plus grand au plus petit. Outre que la consommation intérieure a sextuplé par-tout, la partie du peuple destinée au travail, dépense tout son gain en parties, courses & guinguettes. Chaque Bourgeois commerçant, artisan même un peu aisé, a sa maison de campagne où tout va par écuelles, comme l'on dit. Les ouvriers du premier ordre, comme joualliers, orfèvres & autres, font les Dimanches & Fêtes des dépenses en collations, où les vins muscats, étrangers, &c. ne sont pas épargnés. Les femmes & filles de ce genre de société y assistent & donnent le ton ; tout s'y consomme ; & si quelque jeune ouvrier plus sensé veut éviter ces sortes de dépenses, la coutume contraire a tellement prévalu, qu'il se verroit isolé & frappé d'une sorte d'excommunication parmi les gens de sa profession. Le bas ar-

tisan court à la guinguette, sorte de débauche protégée, dit-on, en faveur des Aides. Tout cela revient ivre, & incapable de servir le lendemain. Les maîtres-artisans savent bien ce que c'est, pour leurs garçons, que le Samedi court jour, & le Lundi lendemain de débauche; le Mardi ne vaut pas encore grand'chose; & s'il se trouve quelque Fête dans la huitaine, ils ne voient pas leurs garçons de toute la semaine.

Je ne prétens pas examiner & noter ici les inconvéniens de cet accroissement de consommation inutile & nuisible relativement aux principes établis dans les Chapitres précédens, mais seulement dans l'objet de la diminution de travail qui en provient. La mollesse dans les aînés, la paresse pour les pauvres est la suite nécessaire de l'intempérance; cette suite, nous y sommes, & marchons de notre mieux au progrès.

Les Ecoles les plus rigides de Paris, les Collèges les plus sains de cette célèbre & sévère Université donnent par jour trois heures de moins de travail à leurs écoliers, qu'ils ne faisoient il y a quarante ans, & par semaine un jour de plus de congé. A l'Académie, on montoit autrefois de règle quatre chevaux chaque matin, & quatre reprises sur chaque cheval; on n'en monte aujourd'hui que trois, à trois reprises chacun: il n'y avoit de jours de congé, que le Mercredi & le Dimanche; on y a ajouté le Samedi. Calculez, & vous verrez qu'un an d'Académie alors en valoit deux d'aujourd'hui. Ce ne sont là que de menues branches d'un relâchement qui est devenu général, & à tous égards; mais il n'est question ici que du travail.

De vieux Bourgeois de Paris m'ont dit autrefois que si de leur tems un ouvrier n'eût pas

travaillé deux heures à la lumière soit le matin, soit le soir dans les plus longs jours, il auroit été noté comme un paresseux, & n'eût pas trouvé à s'établir. Ce fut le 12 de Mai 1588. qu'Henri II. fit occuper divers postes dans Paris par ses troupes. Les habitans, dit Davila, avertis par le bruit des tambours, commencerent à fermer leurs portes & leurs boutiques, qui, selon l'usage de cette ville de travailler avant jour, étoient déjà ouvertes. *Commincio à Radunarsi s'errando le porte delle case, è chiudendo le porte delle botteghe, che conforme all'uso della città di lavorare innanzi giorno, già serano comminciate ad aprire.* Il dit positivement en ce même endroit, que toute cette émeute s'étoit faite avant le jour. Or, il est jour à trois heures au mois de Mai. En 1750. je traversai à pareil jour tout Paris à six heures sonnantes à la Sorbonne; je traversai, dis-je, depuis les Chartreux jusqu'au bout du fauxbourg Saint-Martin, partie marchande & populeuse de la Ville, & je n'y vis d'ouvertes que quelques échopes de vendeurs d'eau-de-vie. Voilà les faits.

Considérons-nous maintenant relativement à nous-mêmes, & voyons ce que nous avons perdu de notre propre fonds. Un ouvrier qui travaille six heures de plus dans une journée, & qui consume la moitié moins, en vaut trois; & s'il est vrai que *plus il y a de travail dans un Etat, plus l'Etat est censé riche naturellement*, nous avons à cet égard perdu les deux tiers de notre richesse intérieure. Il est possible qu'il y ait plus d'ouvrages faits aujourd'hui, attendu la multiplicité d'arts & de manufactures nouvelles établies depuis cent ans; mais il n'en est pas moins certain que si nos ouvriers actuels étoient

aussi laborieux qu'autrefois, ils consommeroient moins en superfluités, & feroient plus d'ouvrages, au moyen de quoi ces ouvrages seroient à un prix plus bas & plus commercable.

Les maux les plus difficiles à réparer, sont ceux qui proviennent de l'affaïssement des mœurs. L'homme réputé alors le plus paresseux, s'il reparoissoit aujourd'hui en conservant les usages de son tems, seroit le plus vigilant d'entre nous. *Dormant à la Françoisse jusqu'à huit heures*, dit Sully en parlant de la garnison d'Amiens qui se laissa surprendre; dormir alors jusqu'à huit heures du matin étoit une lâcheté pour un homme du monde. Se lever à cette heure-là est presque une singularité de nos jours. Qui de nous, voyant un artisan misérable ainsi que sa famille, penseroit que c'est sa faute de ne pas commencer son travail dès les quatre heures du matin? Les vices & les vertus sont de proportion, comme toute autre chose. Les Loix ne peuvent rien sur la portion des mœurs qui tourne vers l'inexistence. Où donc est le remède? L'exemple & l'encouragement.

Peut-être me direz-vous qu'en attendant que j'aie fait recevoir ma nouvelle peuplade, je traite assez mal celle qui m'environne. Prenez-y garde; une telle imputation seroit odieuse & mal fondée. Je peins nos mœurs, mœurs dont tout le monde fait gloire. Mon plan est toujours de ne rien forcer, de ne rien détruire : je prêche au contraire d'édifier. *Chérifiez, animez l'agriculture*, bientôt le travail deviendra en honneur; l'économie & la sobriété sont ses compagnes. Ces vertus tiennent l'esprit tranquille, & le corps sain. L'activité & la tempérance des mœurs champêtres passeront à la Ville avec les

nombreuses colonies que les campagnes y enverront, à la différence qu'il faudroit peut-être d'autres topiques qui ne sont pas de mon sujet, pour rétablir les mœurs à la Ville, séjour corrupteur, au lieu qu'à la campagne paix & protection, & tout est dit; c'est le Code entier de vos loix somptuaires.

Le retour à l'agriculture porté dans cette exclamation, au moment où nous sommes le plus enfoncés dans les détails du travail, paroitra étranger à la question; mais je tiens que le plus puissant remède des mœurs est de remettre en honneur cette profession maternelle, nourricière & vertueuse, & d'en donner le gout généralement à tous les citoyens. La simplicité naît de l'aïfance de la campagne, & l'économie est une suite de la douce peine qu'on eut à en recueillir les biens : la vue de l'énorme quantité de bled qui entre dans une belle tabatière, dégouteroit le plus hardi dissipateur.

Revenons au travail. La Réforme se vante d'en avoir accru la somme dans les Etats qui l'ont embrassée, par la suppression des Fêtes. Je crois, par les raisons de calcul déduites ci-dessus, que c'est autant de gagné, sur-tout en certains tems précieux pour les travaux & récoltes de la campagne : aussi en supprime-t-on beaucoup dans le Culte Catholique. Mais qu'on se souviennne toujours qu'une Fête supprimée n'est jamais que neuf heures ajoutées dans l'an tout au plus; au lieu qu'une heure de sommeil en compose trois cens soixante-cinq. Il ne faut pas croire d'ailleurs que toutes les Fêtes fussent en pure perte : l'homme veut du délassement, & il lui est si nécessaire, que Dieu ordonna dans l'institution première un jour de repos en sept. Ce

jour redonne des forces à l'homme courbé sous le poids du travail hebdomadaire. Cet intervalle de relâche lui donne le tems de la réflexion si nécessaire à tout, & qu'un travail mécanique affaïsse à la longue sans ressource.

Outre le repos, il nous faut encore de la joie & des rapports d'union & de société : examinez nos Fêtes dans leur institution, & en y joignant ce que l'antique simplicité y avoit ajouté d'usages & de pratiques habituelles, vous verrez que tout y concourt à ces deux objets vraiment politiques.

Les vues de l'Eglise sont toutes spirituelles dans le culte qu'elle nous prescrit ; mais elle a su condescendre aux ménagemens que l'union de l'ame avec la machine nous rend nécessaires, & a permis que l'ordre & les usages civils y introduisent une variété & une action propres à nous intéresser. Cette déférence a même influé sur ses propres cérémonies ; à la réserve d'une demi semaine dans l'année toute consacrée à la prière & au recueillement, & dont les pratiques ne sont pas même d'obligation pour les gens de travail, tout le reste a pour objet des occasions de joie & d'allégresse. Les Fêtes de Noël, des Rois, de Pâques, de la Pentecôte, toutes les grandes Fêtes, en un mot, sont de cette espèce.

Examinons ensuite ce que la coutume de nos peres avoit ajouté d'usages particuliers à ces solennités. A Noël, la famille rassemblée, la foughe de la veillée & le brasier qui l'entouroit, servant à cuire les marons pour le vin blanc, ensuite le réveillon, &c. Aux Rois, la fève, les cris, & *le Roi boit*. A Pâques, les œufs qu'anciennement le pere de famille distribuoit à toute

la maison jusqu'au moindre domestique, faisoient une sorte de communion profane, précieux usage. Je suis tenté quelquefois de descendre à la table de mes gens, de couper leur pain, de boire en même tasse, pour me rappeler que nous sommes tous d'une seule souche, que je dois les considérer, & les contraindre à m'aimer. Cette méthode réussiroit mal aujourd'hui : les valets sont aussi insensibles, aussi méprisans que leurs maîtres ; mais c'est tant pis. A Pâques donc, les œufs, le jambon, &c. à la Pentecôte, les premiers fruits ; la Saint-Hubert, la Saint-Martin, toutes ces Fêtes sont dans l'année, sauf respect, ce qu'est l'avoine à midi dans la journée du cheval.

Ces sortes d'assemblées d'ailleurs, ces révolutions à tems marqué unissent la société, & y établissent les rapports & la confiance : bien différentes en cela de l'intempérance journalière dont j'ai parlé ci-dessus, qui bientôt entraîne la satiété, le désordre & la paresse ; celles-là réveillent, font oublier les peines passées & futures, réunissent la jeunesse, mais sous les yeux paternels, font naître les unions de convenance, les propositions de mariage, rappellent les souvenirs d'antique fraternité & parenté.

Bien à propos les hommes avoient-ils inventé les cérémonies bruyantes & autres agencemens futiles & passagers d'une vie très-passagère, mais qui nous paroîtroit peut-être trop longue encore, si nous la regardions sous son vrai point de vue. L'homme ne naît que pour travailler, pondre, souffrir & mourir. Nous avons orné ce tronc informe & cadavereux de feuillages empruntés, mais sans cesse renouvelés, & qui jouent à des yeux enclins à se tromper eux-mêmes, la ver-

à une naturelle & durable. Les baptêmes, la robe virile, les noces, jusqu'aux funérailles même, tout a pris par les soins des Législateurs, hommes réfléchissans, un air de décoration, & cette perspective variée & trompeuse nous cache le mur. Tout donc ce qui peut être un remède contre l'accablement, est un aiguillon au travail; nous l'avons dit ci-dessus : tout aussi ce qui réunit la société, & nous fait sentir la nécessité & l'utilité des rapports que nous avons les uns aux autres, est un nouvel encouragement.

Les cailloux dans les rivières deviennent ronds & polis par le frottement, les hommes se civilisent par la société; c'est un axiome que je n'ai pas inventé. Les Fêtes votives, processions, pèlerinages du canton en un lieu dont on fête le Saint, & qui se tient prêt à donner la revanche à ses voisins, ont été encouragés par d'habiles Princes, comme Charles-Quint en Flandres, en Artois & autres. Je veux qu'il ait pu y avoir de l'abus à ces sortes de choses dans des tems grossiers & où l'on prenoit tout à la lettre; mais aujourd'hui ne tombons-nous pas dans le défaut contraire?

On est tout étonné, quand il y a des illuminations dans Paris, de ne voir que des promeneurs dans les rues, & autour des fontaines de vin cinq ou six malheureux porteurs d'eau ivres, & rien de plus. Quelques gens à refrain disent: *C'est la misère* qui attriste le peuple. Passe pour la campagne; mais à Paris le peuple n'est misérable que volontairement: tout y trouve à travailler & à gagner beaucoup; mais c'est que tout le monde est devenu *Monsieur*. Il me vient le Dimanche un homme en habit de droguet de soie noire & en perruque bien poudrée, & tan-

dis que je me confonds en complimens, il s'annonce pour le premier garçon de mon maréchal ou de mon bourrelier : un tel Seigneur ira-t'il s'encanailler à danser dans les rues ?

Il est certain que ce peuple-là est bien plus commode pour la Police. Cependant au fond la guinguette va son train, guinguette si ruineuse, comme je l'ai dit, pour l'ouvrier, si pénible à l'artisan en chef qui ne peut jouir de ses garçons, si pernicieuse même pour le lendemain ; car on ne sauroit croire combien de garçons maçons, charpentiers & couvreurs périssent le Lundi en voulant s'exposer, la tête encore chargée de vin. J'en ai une fois rencontré trois en un même jour de Lundi sur la civière en différens quartiers de Paris : & quand dans un bâtiment considérable on ne perd que dix ou douze hommes de la sorte, ce n'est pas trop. Mais je veux enfin que tout ce peuple soit réellement Philosophe ; tant pis si d'ailleurs il consomme davantage, s'il est plus languissant, s'il travaille moins. Or, ces trois *fi* ne sont plus en question.

En voilà assez, & plus qu'il n'en faut pour prouver que les Fêtes ne nuisent au travail, qu'autant que la tournure des mœurs de simple devient composée. Si nous pouvions aller sans cesse comme des machines, il faudroit au ponce & à la ligne calculer le tems & n'en pas perdre la minute ; mais il n'en est pas ainsi, & quelque haut que ce ressort fût monté, peut-être y perdriions-nous : car si d'une part la nature demande du relâche, de l'autre l'imagination & ses ressources nous font quelquefois doubler le pas, de façon que nos succès ne sont en nulle proportion avec nos forces. Les chevaux en

ont plus que nous. Montluc, célèbre meneur d'hommes & de chevaux, assure qu'il a souvent vu le bout de sa monture, & qu'alors il n'y a plus que soin & repos pour la faire aller ; qu'au contraire, il a souvent vu des hommes las, recrus & mourans de lassitude au bout de vingt-quatre heures de traite, sans subsistance, se réveiller sur une espérance de gloire ou de butin, & doubler la dose de fatigue, comme s'ils eussent été frais. Encourageons donc le travail, & nos hommes auront quatre bras : c'est le seul & unique secret ; car tout est jour de Fête pour un paresseux.

Après ces incursions sur les détails du travail, reprenons le sommaire de ceux de mes principes que j'ai établis jusqu'ici sur la qualité distinctive des métaux. Si vous leur permettez de s'établir comme richesse, vous errez dans le principe, vous périrez par les conséquences ; si vous les regardez, au contraire, comme agent dont le ministère est nécessaire, & dont la masse doit être en proportion de la quantité de matières dont il doit accélérer la production en aidant à les débiter, vous êtes dans le vrai. Le sang qui circule dans les veines, est le principe de la nutrition universelle ; mais s'il surabonde & forme dépôt, il entraîne la corruption & la mort.

Détournez donc la vue des lieux où l'on recherche les mines & la poudre d'or ; laissez aux aveugles le soin de s'enfouir dans les entrailles de la terre ; c'est sa surface qu'il faut couvrir & vivifier.

Les richesses se trouvent par-tout où il y a des hommes. A la réserve de quelques foibles mines d'argent & de plusieurs mines de fer, l'ancienne

cienne Gaule n'avoit que peu ou point de métaux. Environnée de toutes parts, ou de barbares comme elle, ou des Romains, qui toujours frappés du souvenir des anciennes invasions des Gaulois, auroient voulu que les barrières qui les séparotent, fussent à jamais impénétrables, elle n'avoit pareillement aucun commerce, si l'on en excepte le plomb & l'étain de la Bétique, que les nations commerçantes tiroient par les ports de la Méditerranée, & qui conséquemment devoient être entrés dans la Gaule par ses ports sur l'Océan. Cependant lorsque César en fit la conquête, il en tira assez d'or pour corrompre sa patrie avant de l'avoir soumise, & pour acheter tant de partisans dans Rome déjà enrichie de tous les trésors de l'Afrique, de la Macédoine, & sur-tout de l'opulente Asie. César, quoique l'homme de son tems le moins scrupuleux sur les moyens, ne nous a pas été transmis comme concussionnaire : il le fut réellement, si l'on considère les choses avec les vues de justice & d'humanité qui nous sont familières aujourd'hui ; mais par comparaison avec l'usage reçu par ses contemporains & par tous les Grands de cette insatiable République, il peut à cet égard passer presque pour modéré : les Gaules lui furent toujours fidèlement attachées dans les différentes vicissitudes de sa rapide fortune ; ce qui prouve qu'il n'en avoit pas tyrannisé les peuples ; en un mot, on ne voit point de traces de ses rapines dans les Gaules, & Cassius, son meurtrier, quoique parvenu jusqu'à nous avec la faveur d'un libérateur de la patrie, passe pour avoir cruellement pillé l'Asie pour parvenir au maintien de son parti. On peut répondre que César qui

donnoit tout pour tout acquérir, & qui favoit donner avec les graces supérieures de la nature & de l'esprit dont il étoit doué, faisoit de rien quelque chose, & qu'il sortit des Gaules tellement pauvre, qu'il fut obligé pour son débuts de choquer tous les préjugés de sa patrie, en forçant & pillant le trésor public. Sans entrer dans cette discussion de détail, je me contente de renvoyer au récit de ses quartiers d'hiver à Rimini, où Rome entière venoit grossir son Cour, & s'en retournoit comblée; aux détails des dissipations de ses principaux satellites, les Oppius, les Balbus, les Antoine, les Dolabella. César conquérant & César politique sont deux hommes : la fortune le mena plus loin qu'il ne pensoit aller; comme conquérant, le fer & l'activité furent ses seules armes; comme politique, il semble avoir trouvé les sources de l'or.

D'où venoient donc ces richesses dans des pays encore isolés? Uniquement de l'immense population qu'il y trouva établie. On est effrayé des détails de cette espèce qu'on lit dans les Commentaires. Je le répète : par-tout où il y a des hommes, il y a des richesses, les richesses n'étant que les choses nécessaires à la vie, ou leur représentatif. Les métaux ne sont que le signe des valeurs; où il n'y a point d'hommes, il n'est de valeur à rien; & si les métaux se trouvent dans des climats déserts, ils courent bien vite se répandre aux lieux où la circulation du troc leur fera trouver leur place.

Dans la Partie suivante nous allons entrer dans l'examen des différens usages qu'on peut & qu'on doit faire de l'or, & traiter des moyens d'accroître sa rapidité, de la diriger de façon

qu'il circule sans cesse, sans corroder ni faire dépôt. La carrière va s'ouvrir, & les grands objets se développer progressivement à notre vue. Qu'il me soit permis de finir cette Partie-ci comme je l'ai commencée, en recommandant la population & l'agriculture.

Les finances sont le nerf d'un Etat, il est vrai; mais l'or n'est qu'un métal; il ne devient richesse qu'en passant par les mains des hommes. Donnons des hommes à un Etat; s'ils n'ont de l'argent, ils en feront venir. Des tonnes d'or ne bougeront de place, si personne ne les remue. Un homme, comme les B*** & les P*** fournira à son Prince des facilités pour lever & entretenir des armées en Suède. Ce mot suffit pour rappeler la réflexion, qu'il entre plus d'hommes que d'argent dans ce qu'on appelle les finances.

Les Espagnols, on le sait, ont eu seuls pendant long-tems les sources de l'or. A quoi leur ont-elles servi? Qu'à se perdre en projets imaginaires, & à se dépeupler de façon à ne s'en relever de long tems. Si les Gascons & les Limousins ne vont faire la récolte en Espagne, les naturels du pays mourront de faim; s'ils y vont, ils en emportent tout l'or, & ainsi du reste. Quand le pays fourmillera d'hommes, les services y seront payés moins, puisqu'il y aura plus de gens ayant besoin d'emploi: augmentation de finances. Ces inductions suffisent pour faire sentir que c'est mal entendre les finances que de croire les améliorer par l'augmentation des revenus de l'Etat, si elle n'est une suite de l'accroissement de sa force; que cette force consiste uniquement dans la population; & qu'un Prince qui s'appauvrirait pour

aider cette population , mettroit son argent à un bien gros intérêt. Or, j'ai trouvé ce secret, je le donne gratis, & l'exécution n'en coutera qu'un peu d'attention : *Aimez, honorez l'agriculture*, c'est le foyer, ce sont les entrailles & la racine d'un Etat. Nouveau Cadmus, les hommes sortiront pour vous du sein de la terre, & ne se battront pas comme firent ceux de ce tems-là.

Fin de la première Partie.

TABLE

Des Chapitres contenus dans cette première
Partie,

A VERTISSEMENT,	page iij
CHAPITRE I. <i>Société, Richesses,</i>	I
CHAP. II. <i>La mesure de la Subsistance est celle de la Population,</i>	14
CHAP. III. <i>L'Agriculture qui peut seule mul- tiplier les Subsistances, est le premier des Arts,</i>	33
CHAP. IV. <i>Avantages de la France relative- ment à l'Agriculture,</i>	47
CHAP. V. <i>Inconvéniens qui font languir l'A- griculture,</i>	56
CHAP. VI. <i>De la nécessité & des moyens d'en- courager l'Agriculture,</i>	95
CHAP. VII. <i>L'emploi que l'on fait des terres dépend des mœurs & usages,</i>	119
CHAP. VIII. <i>Travail & Argent,</i>	189

Fin de la Table de la première Partie.



1875

1876

1877

1878

1879

1880

1881

1882

1883

1884

1885

1886

1887

1888

1889

1890

1891

1892

1893

1894

1895

1896

1897

1898

1899

1900

